

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'AGRICULTURE URBAINE AU NÉPAL:
COMPRENDRE LES PRATIQUES DES FEMMES À KATMANDOU

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR
MÉLANIE LÉTOURNEAU

JANVIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à ma directrice, madame Sylvie Jochems. Sans elle, je n'aurais jamais terminé ce projet. Tout au long de ce parcours, long et atypique, elle aura su me convaincre de mes capacités à ce faire; pour cela, je lui serai toujours reconnaissante. Je la remercie aussi pour son dévouement, sa pédagogie à toute épreuve, son ouverture d'esprit et son indéfectible enthousiasme. Des mercis infinis.

Je veux aussi remercier ma famille immédiate; mon mari, Philippe Turenne, et nos enfants, Lionel et Annette. En me lançant dans l'aventure de la maîtrise par le passage obligé à la propédeutique, je ne savais pas que commencerait en même temps celle de la parentalité. Merci d'avoir été présents, compréhensifs et si aidants pendant ces nombreuses années de petites et de grandes angoisses.

Merci à ma précieuse amie Marie-Christine Dugal pour son soutien moral, intellectuel et temporel inconditionnel. Quelle amie tu es! Merci aussi à Michel D. de m'avoir appris une des leçons que je retiendrai toujours: un éléphant ça se mange un petit morceau à la fois.

Je remercie sincèrement ma maman, Catherine Létourneau, de m'avoir toujours encouragée dans mes études et de m'avoir poussée à persévérer. Merci aussi à mes beaux-parents, Carole Gendron, François Turenne et Lise Monette pour l'intérêt qu'ils ont toujours porté à mes démarches intellectuelles et leurs encouragements de tous les moments.

Merci aussi à l'ensemble du personnel de l'École de travail social de l'UQAM. Tout au long de mon parcours de maîtrise, j'aurai été appuyée et soutenue dans mes démarches. Si le changement social commence par l'ouverture d'esprit, l'École est chef de file en la matière.

Finalement, je tiens à remercier les organismes ayant participé à la recherche, et plus particulièrement ces femmes agricultrices qui m'ont donné généreusement de leur temps, m'introduisant dans leur vie quotidienne. Merci aussi à Purnima Magar de m'avoir accompagnée sur une parcelle du chemin de la compréhension de l'Autre.

« L'environnement ne peut être séparé des actions, des ambitions et des besoins de la personne humaine. C'est le lieu où chacun de nous vit et le développement est ce que nous essayons de faire pour améliorer notre sort à l'intérieur de ce même lieu. L'environnement et la condition humaine sont inséparables. »

Brundtland, 2005 [1987], p. XXII

«Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde.»

Gandhi

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	i
RÉSUMÉ	iv
INTRODUCTION.....	1
Portrait sommaire de la réalité népalaise.....	2
Pertinence des questions socio-environnementales en travail social	6
Présentation du projet de recherche	7
CHAPITRE I	
LA PROBLÉMATIQUE	1
1.1 Définir les pratiques d'agriculture urbaine.....	2
1.2 Agriculture urbaine, environnement et travail social.....	4
1.3 Quelques approches théoriques et pratiques de l'agriculture urbaine en sciences humaines et sociales.....	13
1.4 Objectif et questions de recherche	20
CHAPITRE II	23
CADRE THÉORIQUE.....	23
2.1 Comprendre les sens des pratiques sociales :.....	23
éléments d'une sociologie compréhensive et de l'interactionnisme symbolique.....	23
2.2 Rapport social de genre et les pratiques d'AU à Katmandou	25
2.3 Le sens des pratiques d'agriculture urbaine	27
CHAPITRE III	
CADRE MÉTHODOLOGIQUE	33
3.1 La méthode de recherche privilégiée : l'enquête ethnographique	33
3.2 Recours à deux études de cas : pertinence et critères	35
3.3 Conditions de réalisation et méthode de la collecte des données.....	36
3.4 Défis logistiques.....	41
3.5 Considérations éthiques et limites de la recherche	41
CHAPITRE IV	
CONTEXTUALISATION ET PRÉSENTATION DES DEUX CAS À L'ÉTUDE	47
4.1 Quand la recherche s'inscrit dans un contexte de crise : le séisme du 25 avril 2015 et ses conséquences sur la recherche	48

4.2 L’embargo indien sur le Népal suite à la promulgation de la constitution népalaise	49
4.3 Les questions éthiques et morales qui en découlent.....	51
4.4 La présentation des cas à l’étude	52
CHAPITRE V	
PREMIER CAS À L’ÉTUDE : L’AGRICULTURE SUR LES TOITS DE KATMANDOU...	55
5.1 Le discours de l’ONU-Habitat : de la théorie à la pratique	56
5.3 Du discours des femmes pratiquant l’agriculture sur leurs toits	66
5.4 En guise de conclusion	81
CHAPITRE VI	
DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS : FINANCER ET FORMER LES FEMMES AGRICULTRICES À KATMANDOU (WCS ET SHENPEN).....	85
6.1 Women’s Cooperative Society et Shenpen: donner accès au crédit et former pour autonomiser les femmes népalaises.....	86
6.3 Les pratiques sociales d’AU de quatre femmes : entre unicité et ressemblances	92
6.4 Sur les perceptions sociales l’AU.....	101
6.5 En guise de conclusion	105
CHAPITRE VII	
LA DISCUSSION.....	109
7.1 Identification et attribution du problème.....	111
7.2. Résonance et résonance culturelle, transformation et amplification de cadres et autres éléments d’analyse découlant de l’analyse des cadres	113
7.3 Et qu’en est-il de la connexion des cadres ?	116
7.4 Sur les apports de l’analyse des cadres	117
7.5 Sur les limites de l’analyse des cadres et de la recherche	122
LA CONCLUSION.....	127
ANNEXE A	
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA COLLECTE DES DONNÉES	133
ANNEXE B	
TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES PRATIQUES AGRICOLES DES PARTICIPANTES À LA PREMIÈRE ÉTUDES DE CAS	
35	1
ANNEXE C	

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CADRADRES DE DIAGNOSTIC, DE PRONOSTIC ET MOTIVATIONNEL - PREMIÈRE ÉTUDE DE CAS	137
---	-----

ANNEXE D

TABLEAU -IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA FORMATION SUR LES REVENUS DES FEMMES AGRICULTRICE MEMBRE DE LA WCS ET AYANT SUIVI UNE DES FORMATIONS OFFERTES PAR SHENPEN 41	1
---	---

ANNEXE E

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES PRATIQUES AGRICOLES DES PARTICIPANTES À LA DEUXIÈME ÉTUDES DE CAS.....	143
---	-----

ANNEXE F

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CADRAGES DE PRONOSTIC, DE DIAGNOSTIC ET MOTIVATIONNELS - DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS.....	145
--	-----

APPENDICE A

SCHÉMA D'ENTREVUE.....	149
------------------------	-----

APPENDICE B

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ÉCRIT	157
--	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	163
--------------------	-----

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AU	Agriculture urbaine
ACDI	Agence canadienne pour le développement international
AIETS	Association internationale des écoles de travail social
AST	Agriculture sur les toits
CAD	Dollar canadien
CRDI	Centre de recherche en développement international
ENPHO	<i>Environment and Public Health Organization</i>
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FITS	Fédération internationale des travailleurs sociaux
KMC	<i>Kathmandu Metropolitan City</i>
NEFEJ	<i>Nepal Forum of Environmental Journalists</i>
Nrs	Roupie népalaise
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RTG	<i>Rooftop Gardening</i>
RUAF	Resource centers on urban agriculture and food security Foundation
Shenpen	<i>Rangjung Yeshe Shenpen</i>
ONG	Organisme non-gouvernemental
ONGI	Organisme non-gouvernemental international
ONU	Organisation des Nations unies
ONU-Habitat	Organisation des Nations unies – Habitat
OTSTCFQ	Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
Oxfam Novib	Oxford Committee for Famine – <i>Netherlands Organization for International Development Cooperation</i>
UNICEF	Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies

USAID

United States Agency for International Development

WCS

Women's Cooperative Society

RÉSUMÉ

À Katmandou (Népal), l'agriculture urbaine est une réalité omniprésente à cheval entre l'activité traditionnelle et le caractère moderne de la récente et rapide urbanisation. Sa présence revêt un intérêt pour le travail social, car elle soulève différentes questions non seulement environnementales, mais aussi sociales.

Cette recherche qualitative s'intéresse particulièrement aux pratiques sociales des femmes s'adonnant à l'agriculture urbaine dans Katmandou et a pour but de mieux comprendre les pratiques sociales des femmes en agriculture urbaine au Népal, je me suis attardée, dans ce projet de recherche, à mieux comprendre les pratiques sociales en agriculture urbaine des femmes de Katmandou.

Les données issues de cette recherche qualitative ont été collectées à la lumière de la théorie des cadres. Cet ancrage théorique a permis de s'intéresser plus en détail aux pratiques sociales et au discours entourant l'agriculture urbaine à Katmandou. Pour ce faire, plusieurs séances d'observation participante et dix entrevues semi-dirigées ont été réalisées dont sept avec des femmes agricultrices urbaines et trois avec des représentants d'organismes dirigeant les projets auxquels ces femmes participent. Pour assurer la diversité des discours, deux études de cas ont été retenues.

La cueillette des données s'est étendue sur une période de six mois et a été perturbée par le tremblement de terre qui a secoué le Népal le 25 avril 2015. Les résultats de la recherche révèlent que les pratiques sociales de l'AU prennent différentes formes (sur les toits, en champs, etc.) et répondent à une variété de problèmes (économiques, environnementaux – gestion des déchets solides, verdissement urbain, etc., sociaux – socialisation, etc.). Il semble que plus les organismes identifient d'éléments problématiques et d'éléments motivationnels, plus ils réussiront à attirer des participants d'horizons diversifiés. Les résultats de la recherche mettent en évidence que la pratique de l'agriculture urbaine souffre d'une mauvaise image. Par contre, il semble que si les organismes engagés en agriculture urbaine réussissent à actualiser leur discours en intégrant des enjeux contemporains reflétant les préoccupations des citoyens, cette image négative de cette pratique puisse être contre-balançée. Finalement, il s'avère qu'une multitude de pratiques et de discours existent en lien avec l'agriculture urbaine et qu'ils n'ont pas nécessairement de liens entre eux.

Mots-clés

Agriculture urbaine, analyse des cadres, Katmandou, Népal, femmes

INTRODUCTION

« Personne n'a la responsabilité de tout faire, mais chacun se doit de faire quelque chose », disait Henri David Thoreau. Voilà exactement comment, depuis des années, je me positionne par rapport aux questions environnementales. En 1998, j'ai commencé à m'intéresser aux enjeux socio-environnementaux et, plus particulièrement, à l'agriculture urbaine (AU). J'ai entrepris de composter nos déchets organiques et de cultiver des légumes en convertissant la traditionnelle pelouse de notre immeuble d'un quartier populaire de Québec en petit potager; ce qui n'était pas sans faire jaser le voisinage. Cette pratique a rapidement apporté ses bienfaits : socialisation et réseautage dans le voisinage, apport de légumes frais à notre table, favorisant l'autonomie alimentaire, réduction des déchets et sentiment de contribuer à la construction d'une communauté meilleure, plus verte, plus propre et plus durable se sont fait sentir au sein de ma famille.

Depuis la découverte de cette passion pour l'environnement et l'AU, j'ai déménagé au Népal, où ces réalités prennent un tout autre sens. Ville en rapide croissance et grandement polluée, Katmandou compte peu d'espaces verts. En fait, une grande partie du verdissement de l'espace urbain repose, étonnamment, sur les pratiques agricoles des urbains. Ainsi, j'ai été surprise de constater l'ampleur de l'agriculture urbaine dans la capitale népalaise. La plupart des ménages couvrent leurs toits de pots contenant des espèces indigènes ou utilisent les champs s'immisçant entre les immeubles toujours plus hauts pour y élever des poules ou des vaches ou pour y faire pousser le riz ou les légumes verts caractéristiques du régime quotidien népalais. Mais si cette pratique est si répandue, ce n'est pas pour les mêmes raisons qu'au Québec. C'est plutôt pour contrer les effets de la pauvreté, tels que l'insécurité alimentaire, la dépendance financière ou contrer la malnutrition de leurs enfants que les femmes s'adonnent à cette pratique.

Portrait sommaire de la réalité népalaise

La population népalaise, au 13^e rang des pays les moins nantis de la planète, est une des plus pauvres au monde, un quart de sa population vivant sous le seuil de la pauvreté internationale (CIA, 2014a). Cette pauvreté se manifeste de différentes manières. D'abord, le Népal souffre d'un fort taux de non-emploi. En 2008, 46 % des Népalais étaient sans travail (CIA, 2014b). Ce petit pays de l'Himalaya compte un important taux d'analphabétisme. En 2011, on estimait que seulement 46 % des femmes et 71 % des hommes de plus de 15 ans savaient lire et écrire (Ibid.). Mais la pauvreté engendre aussi des problèmes auxquels les Népalais¹ doivent faire face tous les jours, dont l'insécurité alimentaire. Le Ministère de la Santé et de la Population estimait qu'en 2012, près de 50 % des Népalais étaient sous-alimentés (2012, p. 13), que 29,1 % des enfants de moins de cinq ans étaient rachitiques et que 18 % des femmes étaient mal nourries (Ibid.). Pratiquement, cela se traduit par un pourcentage élevé du revenu des familles les plus pauvres consacré à l'alimentation, allant jusqu'à 60 à 80 % de leur budget (Mougeot, 2006) si aucune pratique agricole n'est mise en place, ce qui se révèle être un indicateur des problèmes de sécurité alimentaire que vivent les Népalais. L'agriculture reste donc une occupation importante et un moyen considérable de nourrir le pays.

Au Népal, 75 % de la population travaille dans le secteur agricole, ce qui représente plus de 30 % du produit intérieur brut (CIA, 2013, 2017; Maharjan, Bauer et Knerr, 2013). L'industrie agricole au pays est dominée par l'agriculture de subsistance à petite échelle (Acharya, 2001). La capitale du pays, Katmandou, s'étend sur des terres fertiles longtemps cultivées et considérées, avec celles du Teraï, comme un des lieux importants de production agricole du pays (Karki, 2013).

¹ Dans le présent texte, le masculin est utilisé à titre épïcène.

Katmandou compte toutefois de moins en moins de terres agricoles. En 1984, 64% des terres de la vallée étaient dédiés à l'agriculture pour passé à 52% en 1994 et à 42% en 2000, ce qui représente une réduction annuelle moyenne de 7.4% des terres cultivées (Karki, 2013, p. 35). Ce changement majeur s'explique en partie par le phénomène d'urbanisation rapide. En 2017, 19.4% de la population népalaise vivrait en ville et le taux annuel d'urbanisation se chiffrerait à 3.08% pour 2015-2020 (CIA, 2017)².

Jusqu'à présent, les cultures traditionnelles du riz, du blé et du maïs³ seraient toujours les plus présentes dans la vallée de Katmandou (Karki, 2013, p. 34), mais de plus en plus d'agriculteurs urbains se mettraient à cultiver des produits à forte valeur ajoutée tant pour leur consommation personnelle que pour la vente (Ibid., p. 137; Shrestha, 2006).

Bien que l'agriculture pratiquée dans les champs soit encore et toujours perceptible à Katmandou, les pratiques d'AU prennent de nouveaux visages (Karki, 2013; Dhital, Sharma et Adhikari, 2016). Les ménages urbains, n'ayant pas toujours accès à la terre, cultivent de plus en plus dans des lieux inusités ou dans différents espaces ouverts, qu'ils soient publics ou privés. Dans sa thèse de doctorat intitulé *Agricultural Livelihood Among Urban Farming Communities of Kathmandu Valley*, Karki a recensé les rives des rivières, les bords de routes et les enceintes des immeubles institutionnels (2013, p. 27) tandis que Dhital, Sharma et Adhikari identifient, dans leur article intitulé *Urban Agriculture, Waste*

² Les chiffres sont susceptibles de varier en fonction de l'étude consultée. À ce sujet, Raj Man Shrestha (2006) évalue plutôt la croissance de la population de la vallée de Katmandou à 3 % pendant la période allant de 1951 à 2001. Le résultat de cette rapide expansion de la population serait, entre autres, l'augmentation du couvert bâti (24,6% de croissance par année entre 1984 et 2000) et, parallèlement, une réduction de 2,04% des terres cultivées (8,36 km²) annuellement.

³ Central Intelligence Agency (2017) liste les cultures des légumineuses, du riz, du maïs, du blé, de la canne à sucre, de la jute, des légumes racines, de lait et de la viande de buffles comme les plus répandues au pays.

Management and Food Security, Nepal, les toits, les murs latéraux, les troncs d'arbres et les galeries comme autant d'endroits centraux aux pratiques agricoles des ménages étudiés dans deux différentes municipalités népalaises (Dhulikhel et Pokhara). Ainsi, ces ménages ont troqué la culture en champs pour la culture dans différents contenants, s'adaptant aux espaces restreints imposés par la vie en ville. Plus spécifiquement, Karki a recensé des cultures en sacs, sur terrasse, en pots de terre cuite (2013, p. 136). Dhital, Sharma et Adhikari détaillent plus en profondeur les matériaux nouvellement utilisés pour la pratique de l'AU et recensent l'utilisation de sacs à ciment, de vieux pots de peinture, de boîtes en styromousse utilisées pour le transport du poisson comme autant de manières de cultiver (2016, p. 887).

Les « nouveaux agriculteurs urbains » cultiveraient de plus en plus de produits fortes valeurs ajoutées (Karki, 2013 ; Dhital, Sharma et Adhikari, 2016 ; Shrestha, 2006). Karki mentionne les légumes-feuilles vertes, les tomates, les champignons et autres légumes en plus d'élever des animaux (vaches, poulets, chèvres) (Karki, 2013). Dhital, Sharma et Adhikari ont quant à eux noté que les agriculteurs urbains de Dhulikhel et Pokhara cultivaient une plus grande variété de légumes et nomment le chou-fleur, les haricots, les légumes-feuilles, les radis, les curbitacées, l'oignon et l'ail et les choux comme légumes prisés par les agriculteurs urbains ayant participé à leur étude (2016, p. 887)⁴.

En zone urbaine, ce serait 50 % des familles urbaines pauvres qui s'adonneraient à la pratique de l'agriculture (Zezza et Tasciotti, 2010). De manière générale, l'agriculture aurait un visage principalement féminin puisqu'entre 55 % et 82 % du travail agricole serait effectué par les femmes (Lohani, 2001 cité dans Bhandra et Shah, 2007, p. 12). Bhandra et

⁴ Ces deux études présentes un portrait des pratiques agricoles urbaines dans trois différentes municipalités et peuvent servir d'instantané, de portrait de ces pratiques. Par contre, il est difficile d'en tirer de plus générales conclusions.

Shah (2007) concluent, dans leur étude sur les questions de genres, à la féminisation de l'agriculture⁵ de même que de la pauvreté. Il faut dire que le Népal est encore fortement ancré dans ses traditions – patriarcales et empreintes de discrimination reliée au système de castes — et qu'il peine à reconnaître l'égalité entre les hommes et les femmes (Bhandra et Shah, 2007; Mahat, 2003) et les droits des femmes (ex. : les droits à la propriété et au travail) (Pandey, 2003; Acharya, 2001), ce qui tend, entre autres conséquences, à limiter la femme à la sphère domestique, à l'exclure de la vie sociale (Acharya, 2001).

Est-ce pour remédier à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire que les citadines et les citadins de Katmandou s'adonnent si librement à des pratiques agricoles? Difficile de répondre à la question puisqu'il n'y a que quelques informations éparses sur la situation de l'AU au Népal. Il est cependant certain que les Népalais se consacrent quotidiennement à une variété d'activités qui façonnent l'AU (Zezza et Tasciotti, 2010). L'AU est considérée, comme toutes les activités de production végétales, animales ou forestières, de même que, parfois, la transformation et la vente des produits issus de ces activités dans les villes (Egziabher, 1994, p. 86 cité dans Boulianne, 1999, p. 1).

C'est donc dans l'objectif de contribuer à mieux comprendre les pratiques sociales des femmes népalaises impliquées dans l'AU à Katmandou que ce projet de recherche a été réalisé, et ce, dans le cadre de la maîtrise en travail social. La question phare qui aura amorcé cette recherche était : quelles sont les pratiques sociales des femmes népalaises engagées dans l'AU à Katmandou?

⁵ Plusieurs autres auteurs, dont Acharya (2001), Balakrishanan (2005), Karki (2013), traitent de la féminisation de l'agriculture au Népal.

Pertinence des questions socio-environnementales en travail social

Depuis la première crise du pétrole dans les années 1970 et la conférence des Nations Unies sur l'environnement (Conférence de Stockholm) de 1972, les questions écologiques sont devenues des préoccupations internationales. L'enchevêtrement entre le développement, l'environnement et les populations a été savamment mis en lumière dans le Rapport Brundtland (CMED, 1987) de même que les impacts humains et sociaux de la crise écologique : pauvreté, discrimination environnementale, insécurité alimentaire, déplacement des populations, etc.

La notion d'environnement n'est pas étrangère au travail social et a longtemps été comprise comme étant principalement sociale (Germain, 1979; Gitterman et Germain, 1976). Toutefois, depuis les années 1990, les chercheurs en travail social issus d'universités essentiellement anglo-canadiennes, américaines et australiennes tendent à faire ressortir l'importance de l'environnement physique dans la théorisation et la pratique du travail social (Besthorn, 2002, 2012; Coates, 2003; Coates et Gray, 2012; Dewane, 2011; Dominelli, 2012; Gray et Coates, 2012; McKinnon, 2008; Molyneux, 2010; Ungar, 2002; Yadama, 2013; Zapf, 2009). Les associations et fédérations internationales en travail social telles que la Fédération internationale des travailleurs sociaux font aussi la promotion de l'inclusion de l'environnement physique dans l'analyse des problèmes sociaux et dans l'intervention en mettant en évidence les liens entre les principes de justice sociale (et environnementale) et les enjeux socio-environnementaux (FITS, 2012).

Au Québec, Maldonado-Gonzalez (2009) a écrit sur l'importance de l'engagement des organisateurs communautaires dans les conseils régionaux de l'Environnement (CRE) et Comeau (2010), dans *l'intervention collective en environnement*, a expliqué comment les organisateurs communautaires peuvent intervenir dans les problèmes environnementaux,

mais il reste qu'« encore trop peu de travaux ont été publiés sur l'articulation entre le travail social et l'environnement » (Jochems, Poisson et Létourneau, 2017). Par contre, la parution de numéros spéciaux portant sur des enjeux en lien avec l'environnement et le travail social laisse croire qu'un intérêt semble poindre pour le sujet dans la francophonie. Au Québec, la revue *Nouvelles pratiques sociales* a publié un numéro sur les enjeux environnementaux contemporains et les défis de l'écocitoyenneté (NPS, 2005) et en France, *Le Sociographe* a dédié un numéro complet sur l'éducation à l'environnement et le travail social (Sociographe, 2009).

Si peu d'études ont porté sur le travail social et l'environnement, il va de soi qu'un sujet aussi précis que l'AU et le travail social soit peu documenté, ce que Besthorn (2013) regrette dans son article « *Vertical Farming: Social Work and Sustainable Urban Agriculture in an Age of Global Food Crises* ». En abordant l'AU durable comme une solution partielle au problème de l'insécurité alimentaire et ses impacts sur les populations urbaines marginalisées et comme outil de promotion de la justice sociale, Besthorn expose comment les chercheurs et les praticiens en travail social peuvent s'impliquer dans des projets environnementaux ou agricoles tout en respectant les cadres normatifs d'intervention de la profession.

Présentation du projet de recherche

Dans le but de mieux comprendre les pratiques sociales des femmes en AU au Népal, je me suis attardée, dans ce projet de recherche, à mieux comprendre les pratiques sociales en AU des femmes de Katmandou. Dans le premier chapitre, je propose une définition de l'AU ainsi qu'un état des lieux de la pratique de l'AU et des questions socio-environnementales en travail social et en sciences sociales et je conclus en présentant les objectifs et les questions de recherche. Le deuxième chapitre présente le cadre théorique qui a été retenu

pour permettre l'analyse des pratiques sociales en AU au Népal, soit l'analyse des cadres. Le troisième chapitre porte sur la méthodologie retenue pour collecter les données, soit la méthode ethnographique. Les méthodes de collecte et d'analyse des données favorisées, l'échéancier, les défis logistiques entrevus ainsi que les questions éthiques seront aussi abordés. Étant donné les défis rencontrés au cours de la recherche, j'ai cru bon de contextualiser la recherche au quatrième chapitre. Les deux cas à l'étude y sont aussi présentés. La présentation des résultats est effectuée aux cinquième et sixième chapitres; ce qui veut dire que chacun de ces chapitres condense les résultats d'une étude de cas. Finalement, l'ultime chapitre, le septième, porte sur la discussion des résultats.

CHAPITRE I

LA PROBLÉMATIQUE

Ce projet de recherche vise à mieux comprendre les pratiques sociales en agriculture urbaine des femmes vivant à Katmandou comme réponse partielle aux problèmes socio-environnementaux qu'elles rencontrent. Afin d'arriver à problématiser cet objet de recherche dans une démarche de travail social, il convient de s'attarder aux multiples facettes de l'agriculture urbaine qui peuvent être à la fois sociales et environnementales. Je tenterai de présenter des éléments de la problématique permettant de mieux comprendre les liens entre l'environnement, l'agriculture urbaine et les questions sociétales. C'est alors qu'il sera possible d'explorer les pratiques de l'agriculture urbaine par les femmes à la lumière d'une approche propre au travail social.

Pour ce faire, une définition générale des pratiques d'agriculture urbaine sera présentée ainsi que les différents usages de cette dernière à travers une revue de littérature scientifique. Ensuite, un survol des usages de l'agriculture urbaine (AU) par les travailleurs sociaux sera exposé. Bien que l'utilisation de l'AU par les travailleurs sociaux semble novatrice, praticiens et chercheurs dans le domaine se sont intéressés aux questions environnementales. Je présenterai donc quelques approches en lien avec l'environnement utilisées en travail social. Subséquemment, j'aborderai les différentes approches et études empiriques sur l'AU de manière générale en sciences sociales et, plus spécifiquement,

celles portant sur les femmes. Finalement, je conclurai ce chapitre en exposant l'objectif de la recherche de même que sa question principale.

1.1 Définir les pratiques d'agriculture urbaine

Depuis plus de dix ans, l'AU s'est imposée de par le monde comme pratique sociale, mais aussi comme objet d'étude. De plus en plus de chercheurs issus de différentes disciplines (géographie, anthropologie, sociologie, sciences politiques, urbanisme, architecture, études environnementales) s'intéressent à un aspect ou un autre de cette pratique aux visages et usages multiples. Mougeot définit l'AU comme étant :

L'élevage d'animaux et la culture de plantes et d'arbres dont le produit est comestible ou non, de même que la transformation et la commercialisation des produits qui en sont tirés, lesquels sont destinés au marché urbain. L'agriculture urbaine arrive à ses fins en mettant à contribution les ressources (espaces inutilisés ou sous-utilisés, déchets organiques), les services (vulgarisation technique, financement, transports) et les produits (produits agrochimiques, outils, véhicules) se trouvant dans la zone urbaine immédiate, afin de produire, à son tour, des ressources (espaces verts, microclimats, compost), des services (restauration, loisirs, thérapie) et des produits (fleurs, volaille, produits laitiers) principalement pour cette même zone urbaine (Mougeot, 2000 cité dans Mougeot, 2006).

Universitaires, administrateurs municipaux et planificateurs urbains reconnaissent son caractère multifonctionnel (Wegmuller et Duchemin, 2010; Duchemin et coll., 2010). Nombreuses sont les fonctions associées aux pratiques d'AU. Près d'une dizaine de fonctions ont été recensées; parmi ces dernières, l'AU serait un outil : 1) de socialisation et d'intégration sociale (Duchemin, 2010, Boulianne 1999; Boulianne et coll., 2010; Nicolle, 2009); 2) d'éducation (sensibilisation, empowerment personnel et politique) (Wegmuller et Duchemin, 2010; Boulianne, 1999); 3) de développement économique et de lutte contre la pauvreté (Boulianne, 1999, 2001; Bhatt et Kongshaug, 2005 cité dans Wegmuller et Duchemin, 2010); 4) de lutte contre l'insécurité alimentaire (Duchemin, 2010; Duchemin

et coll., 2010; Gailloux, 2013; Milbourne, 2012); 5) de loisir en offrant espace de détente et contact avec la nature (Dalcon, Bouvier et Sénécal, 2001 cité dans Wegmuller et Duchemin, 2010; Boulianne et coll., 2010); 6) de promotion de la santé en favorisant l'activité physique extérieure et l'accès à des aliments de qualité (Milligan, Gatreelle et Bingley, 2004 cité dans Wegmuller et Duchemin, 2010); 7) d'hortithérapie (Quatre temps, 2014; Milbourne, 2012); 8) de promotion, de protection, de défense de l'environnement et de la biodiversité urbaine (Gason, 2005; Reyburn, 2006; Warren, Lerman et Charney, 2008 cité dans Wegmuller et Duchemin, 2010; van Veenhuizen, 2007); et finalement 9) d'aménagement urbain « par l'appropriation citoyenne des espaces vacants » (Boulianne et Després, 2016; Wegmuller et Duchemin, 2010; Crane, 2011; Crane et coll., 2012; Zanetti, 2010).

À travers le monde, ils seraient entre 200 et 800 millions d'urbains à pratiquer l'AU (PNUD, 1996; van Veenhuizen, 2007; Boukharaeva et Marloie, 2010) et produiraient entre 15 et 20 % des denrées à l'échelle mondiale (Armar-Klemesu, 2000 cité dans van Veenhuizen, 2007). L'ampleur du phénomène et les motivations à pratiquer l'AU semblent varier entre les pays en développement et les pays industrialisés. En Occident, de plus en plus de citoyens et d'administrateurs désirent des villes plus vertes et plus durables contribuant au bien-être physique et social des populations. À Montréal, la ville estime qu'environ 12 000 citoyens s'adonnent à cette activité dans un de ses jardins communautaires ou collectifs (Ville de Montréal, 2014), sans compter les jardins personnels, institutionnels et d'entreprises. Dans les pays en développement, la pratique de l'AU n'est pas nouvelle et répond à des impératifs plus urgents tels que la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ses habitants (Zezza et Tasciotti, 2010) et l'amélioration des conditions de vie des plus démunis. Depuis les années 1990, plusieurs organisations internationales telles que l'UNICEF, la FAO, le RUAF et, au Canada, le Centre de recherche en développement international (CRDI) soulignent les bienfaits de l'AU et perçoivent cette pratique comme étant un moyen d'atteindre certains objectifs du Millénaire pour le développement (ONU),

particulièrement le premier objectif du Millénaire en contribuant à la réduction de l'extrême pauvreté (urbaine) et de la faim et le septième objectif du Millénaire, en préservant durablement l'environnement (Sachs, 2005; van Veenhuizen, 2007).

À la lumière de ce tour d'horizon, nous pouvons penser que les pratiques d'AU ont des impacts favorables sur le bien-être des populations et des collectivités. Mais qu'en pense le travail social?

1.2 Agriculture urbaine, environnement et travail social

1.2.1 Les pratiques d'agriculture urbaine et le travail social

L'utilisation de l'AU comme outil d'intervention auprès des individus et des groupes en travail social semble avoir été peu recensée. Quelques textes ont été trouvés sur le sujet, dont celui de Nicolle (2009) et de Besthorn (2013).

En France, Nicolle (2009), un travailleur social, a initié un projet de jardinage pour les personnes socialement exclues. Dans son article, *Le jardin, terreau pour l'humain*, l'auteur explique comment le jardin devient un chantier d'insertion où les participants regagnent leur estime personnelle et une confiance sociale par leur intégration sur le marché du travail et de la vie sociale. Nicolle démontre que les pratiques agricoles peuvent être un outil auprès des individus, mais aussi des collectivités en réinsérant sur le marché de l'emploi des personnes marginalisées et en créant des ponts avec la communauté.

Quant à lui, Fred Besthorn, professeur en travail social ayant longuement travaillé sur les questions socio-environnementales dans son domaine, déplore dans son article *Vertical*

Farming : Social Work and Sustainable Urban Agriculture in an Age of Global Food Crises

la quasi-absence de publications sur l'AU et le travail social. Comme Maxine Jacobson (2007), il demande : « Pourquoi le travail social porte si peu attention à la sécurité alimentaire des communautés ? [traduction libre] » (p. 189). Parmi les différentes raisons possibles, il émet l'hypothèse selon laquelle le travail social n'aurait pas su inscrire la sécurité alimentaire au sein des préoccupations de sa pratique⁶. De plus, le travail social aurait aussi de la difficulté à conceptualiser le manque d'accès à une nourriture saine et nutritive comme une question de justice sociale et de respect des droits fondamentaux des personnes marginalisées (Coates, 2003; Finn et Jacobson, 2003; Kaiser, 2011; Riches, 1998, 2002 cité dans Besthorn, 2013, p. 189). Pour remédier à la situation, l'auteur propose de considérer l'AU durable, en donnant l'exemple de l'agriculture verticale (*vertical farming*), comme une solution partielle aux problèmes mondiaux d'insécurité alimentaire et ses impacts sur les populations urbaines marginalisées. Pour lui, ces questions s'inscrivent dans cette nouvelle mouvance en travail social qui s'intéresse aux questions environnementales en incluant les enjeux de justice sociale et écologique ainsi qu'à la durabilité (Ibid.). Dans une perspective macrosociologique, différents avantages de cette pratique sont mis de l'avant : plus grand engagement de la communauté dans la production de nourriture locale, production alimentaire saine d'un point de vue environnemental, riche d'un point de vue nutritionnel, abordable et produite dans une logique de justice sociale (Walsh, 2009 cité dans Besthorn, 2013, p. 195). La réduction des taux de non-emploi serait aussi un avantage de la pratique de l'AU (Ibid.).

Comme nous pouvons le constater, peu de travaux portent spécifiquement sur les pratiques de l'AU et le travail social. Toutefois, les travailleurs sociaux, praticiens et chercheurs, s'intéressent de plus en plus aux questions qui se rapprochent de l'AU. Explorons alors

⁶ Depuis la parution de cet article de Besthorn, A. Deepak (2014) a publié un article sur le sujet *A postcolonial Feminist Social Work Perspective on Global Food Insecurity*. Il est aussi à noter qu'au Québec, certains travailleurs sociaux se sont penchés sur la question, pensons à *La sécurité et l'insécurité alimentaire. Une analyse critique* de Sonia Racine (2007).

comment s'articule le travail social aux questions environnementales même si l'AU y est rarement abordée.

1.2.2 Différentes approches du travail social à l'égard de l'environnement

Depuis quelques décennies, le travail social s'intéresse, tant d'un point de vue théorique que pratique, à la notion d'environnement. Au fil des ans, cette notion a évolué. Nous en présenterons ici les grandes lignes en passant par la mise en valeur de l'environnement social en travail social aux différentes approches proposées par le travail social environnemental.

Une revue de littérature permet d'affirmer que le travail social n'est pas étranger à la notion d'environnement, et ce, depuis déjà fort longtemps. En fait, elle occupe une place importante dans la littérature et la pratique en travail social. Élément central de la vie des individus et des communautés, le concept d'environnement est principalement construit en tenant compte des contextes social, culturel ou psychosocial (McKinnon, 2008; Besthorn, 2003; Zapf, 2009). L'approche écologique est probablement un bon exemple.

Dès les années 1970, Germain a introduit la métaphore écologique comme une perspective pratique en travail social. Jusque là, peu d'attention avait été portée à l'environnement physique et social, à la culture et aux relations avec les individus. Le modèle écologique (Germain, 1979 1996; Gitterman et Germain, 1976) a remédié à la situation en mettant l'emphase sur l'humain comme être vivant s'enracinant dans un écosystème à la fois social, culturel, économique et politique. Il s'est ensuite transformé avec la montée des enjeux environnementaux et a tenté de s'attarder à capturer les processus transactionnels entre les humains et leurs environnements (Gitterman et Germain, 1976, p. 609) pour ensuite les améliorer et favoriser le bien-être des individus et des groupes. Dans cette perspective,

l'environnement se définit comme étant à la fois social, « *which man has created and to which he must then adapt, includes institutions, organizations, and social networks* » (Ibid., p. 605), et physique, ce qui comprend les structures naturelles et construites par l'humain, les objets, le temps et l'espace (Ibid.). L'approche écologique veille bien à renforcer les personnes et les groupes dans le but d'améliorer leurs environnements et leur bien-être, mais cet environnement réfère principalement à l'environnement social, laissant finalement de côté l'environnement physique ou naturel (ex. : qualité de l'air, degré de pollution, etc.). Cet état de fait sera une des principales critiques adressées à l'approche écologique par des universitaires contemporains en travail social. Pour remédier à cette situation, certains d'entre eux ont proposé de nouvelles approches tenant compte de l'environnement naturel.

C'est depuis un peu plus d'une vingtaine d'années que de plus en plus d'universitaires en travail social reconnaissent que l'environnement naturel a un impact sur le bien-être physique, psychologique et social des populations (Berger et Kelly, 1993; Besthorn, 2002, 2012; Besthorn et Pearson, 2002; Coates, 2000, 2003; Comeau, 2010; Cox et Pawar, 2013; Hillman, 2002; Hoff et Polack, 1993; Maldonado-Gonzalez, 2009; McKinnon, 2008; Moghisi, 2011; Molyneux, 2010; Yadama, 2013; Zapf, 2009).

Récemment, certaines associations nationales (Australie, États-Unis) et internationales en travail social, comme la Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS) ou l'Association internationale des écoles de travail social (AIETS), ont reconnu l'impératif pour la profession d'élargir la notion d'environnement pour y inclure l'environnement naturel. Dans sa déclaration de principes sur la mondialisation et l'environnement, la FITS a statué que :

« In recent years, social work has been mainly preoccupied with people's social environment and not so much with the natural environment [...]. Our communities have been rediscovering that a positive social environment is not possible without a sustainable natural environment. It is generally accepted that our natural

environment not only influences but is also crucial for our social lives now and in the future. » (FITS, 2012)

C'est dans cette nouvelle tendance que des praticiens et des chercheurs en travail social promeuvent le bien-être social et environnemental et les moyens de subsistance durable (Yamada, 2013, p. 16). Maldonado-Gonzalez (2009) abonde dans le même sens et voit dans la dégradation de l'environnement un problème à la fois environnemental, politique, économique et social ayant des répercussions sur tous les êtres vivants. Elle va jusqu'à affirmer que la dégradation des écosystèmes représente une forme de violence structurelle qui se répercute de diverses façons sur la santé des êtres humains et sur celle de tous les êtres vivants de la planète (Maldonado-Gonzalez, 2006 cité dans Maldonado-Gonzalez 2009, p. 84).

Mais tous ne sont pas égaux devant la détérioration de l'environnement. Un environnement détérioré nuira, de manière générale, davantage aux populations plus vulnérables tout en accroissant les inégalités sociales (Cox et Pawar, 2013; Dominelli, 2012; Maldonado-Gonzalez, 2009; Yadama, 2013), ce qui amène certains auteurs à parler de racisme environnemental (Coates et Gray, 2012; Hoff et Polack, 1993; Maldonado-Gonzalez, 2009; Molyneux, 2010; Yadama, 2013; Zapf, 2009).

Les fondements du travail social sont orientés vers la défense des droits de la personne et la promotion des principes de justice sociale (FITS, 2012; OTSTCFQ, 2014) et la définition du travail social utilisé à l'international va comme suit :

«The social work profession promotes social change, problem solving in human relationships and the empowerment and liberation of people to enhance well-being. Utilizing theories of human behaviour and social systems, social work intervenes at the points where people interact with their environments. Principles of human rights and social justice are fundamental to social work.» (FITS, 2012).

Le travail social semble donc tout désigné pour inclure une perspective écologique (ou considérant l'environnement naturel comme facteur important) à sa pratique (Berger et Kelly, 1993; Besthorn, 2012). Pour ce faire, plusieurs auteurs en appellent aux habiletés et connaissances propres au travail social : renforcement des capacités (Yadama, 2013); organisation communautaire (Yadama, 2013; Maldonado, 2009; Comeau, 2007); défense des droits des plus vulnérables (Yadama, 2013; Hoff et Polack, 1993) incluant le principe de justice sociale (Berger et Kelly, 1993; Dewane, 2011; Hoff et Polack, 1993; McKinnon, 2008; Molyneux, 2010; Yadama, 2013), etc. Cette approche de nature plutôt écocentrique permettrait l'adoption d'une compréhension holistique de l'environnement en développant « *a new ethic in social work and an expansion of social work values to include a global ecological perspective* » (Marlow et van Rooyen, 2001, p. 243 cité dans Molyneux, 2010, p. 62).

Ce nouveau champ de pratique et de recherche en travail social prend des formes différentes d'un auteur à l'autre. Cependant, l'idée principale reste le passage d'un modèle principalement anthropocentré à un modèle écocentré où l'interdépendance entre le développement, l'environnement, social et physique (ou naturel), et le bien-être des populations ne peuvent être séparés.

Depuis les années 1990, il y a un foisonnement de publications en langue anglaise portant sur une dimension ou une autre de la relation entre le travail social et l'environnement. En 2011, plus de 300 titres (articles, chapitres de livre, thèses, rapports, etc.) portant sur l'environnement et le travail social ont été recensés (GADESW, 2011). À ce nombre, nous devrions ajouter les titres publiés depuis ainsi que ceux publiés dans d'autres langues, dont le français. Pour démontrer l'importance croissante de l'environnement naturel dans le champ du travail social, des chercheurs ont proposé que les modèles et théories utilisés en

travail social tiennent dorénavant compte de l'« *interdependence and relatedness of all life, connectedness with nature and the importance of place* » (Coates et coll., 2006, p. 8 cité dans Molyneux, 2010, p. 62). Michael Zapf (2009), professeur en travail social à l'Université de Calgary, abonde dans le même sens et propose un nouveau paradigme pour la pratique du travail social dans *Social work and the environment : Understanding people and place*. Il s'inscrit dans tout un pan de la littérature contemporaine associé au travail écosocial (*ecosocial work*) en s'inspirant de l'écologisme radical (*deep ecology*), réclamant l'élargissement de la notion de *person-in-environment* (Besthorn, 2002; Coates et coll., 2006; Marlow et van Rooyen, 2001; McKinnon, 2008; Ungar 2002; Zapf, 2005a; Zapf, 2005b cités dans Molyneux, 2010, p. 65) et, même, une nouvelle éthique en travail social (Besthorn, 2003; Coates, 2000; Coates, 2003a; Coates, 2003b; Coates, 2004; Hillman, 2002; Keefe, 2003; Muldoon, 2006 cité dans Ibid.). Quant à lui, Ungar (2002), professeur en travail social à l'Université Dalhousie, réfère à une nouvelle écologie dans la pratique (*New Ecology in practice*) fondée sur un ordre social non hiérarchisé. De manière générale, ce nouveau cadre de pratique est associé à une vision holiste et écologique (Molyneux, 2010, p. 65; Besthorn, 2012). Ainsi, plusieurs auteurs (Besthorn, 2003, Coates et coll., 2006; Coates 2003a, 2003b, et 2004 dans Molyneux, 2010, p 65; Ungar, 2002; Coates et Gray, 2012; Besthorn, 2012) réclament un nouveau paradigme plus inclusif qui passerait de la personne dans l'environnement (*person-in-environment*) à la personne avec l'environnement (*person-with-environment*) (Molyneux, 2010; Besthorn, 2012). Dans cette proposition de travail écosocial, différentes perspectives sont offertes.

Une de ces perspectives mises de l'avant par différents auteurs est le ***travail social écologiquement radical*** (*deep ecological social work*) (Besthorn, 2003, 2012; Coates 2003; Coates, Gray et Hetherington; 2006). Coates et Gray expliquent que la *deep ecological social work* :

« Reflected the expanded conceptualization of the environment to include a central and significant place for the natural and physical environment (deep), as opposed to the more traditional and 'shallow' [...] view in which an exclusively social

understanding of environment dominated social work theory and practice.» (2012, p. 230).

Cette approche se compose de trois principales caractéristiques : une conscience écologique à l'avant-plan, une sensibilité aux aspects spirituels et un engagement politique marqué. Premièrement, la nature est perçue comme une ressource indispensable et irremplaçable contribuant au bien-être de tous et les catastrophes environnementales à l'échelle mondiale des calamités ayant de graves répercussions sur les populations souvent les plus pauvres et les plus marginalisées. Pour ces raisons, Besthorn (2012) identifie la profession du travail social comme ayant une responsabilité morale et éthique motivant son implication dans les problèmes environnementaux. Deuxièmement, cette approche met en évidence la relation complexe entre l'écologie et la spiritualité, souvent des peuples autochtones, en mettant l'accent sur l'interdépendance entre tous et l'égalité de droit. La prémisse selon laquelle la destinée humaine est reliée à celle de la Terre tel un grand écosystème en est un bon exemple. Elle s'oppose à la vision du monde dominante occidentale imposant un ordre hiérarchique entre les individus, mais aussi entre les individus et la nature et permettant l'exploitation et la domination des plus faibles (autochtones, femmes, pays en développement, etc.) (Besthorn, 2012; Coates, Gray et Hetherington, 2006). Finalement, cette approche exige que soient pris en compte les systèmes économiques, sociaux, politiques et environnementaux dans les enjeux socio-environnementaux. Les injustices sociales et environnementales sont au cœur des préoccupations de cette approche et s'expliquent de manière multifactorielle (Ibid.). Certains auteurs comme Coates (2006) mettent à l'avant-plan l'aspect spirituel, ce qui a donné lieu à la perspective écospirituelle (*ecospiritual perspective*).

Une dernière représentante de ce nouveau champ en travail social présente une *écologisation du travail social nommée le « travail social vert »* (Dominelli, 2012). Dans son *Green social work*, Dominelli (2012) développe une approche permettant aux

travailleurs sociaux de lire les problèmes environnementaux à la lumière de leur spécialité. Aussi inspiré du courant théorique de l'écologisme radical, Dominelli propose un modèle interdisciplinaire, transnational et égalitaire qui repose sur les valeurs intrinsèques au travail social : intérêt pour les marginalisés, les plus démunis ou les sans-voix lorsque vient le temps de décider. Elle se distancie des approches dites écologiques en travail social, qui se préoccupent essentiellement de l'environnement social (Van Wormer et Besthorn, 2001 cité dans Dominelli, 2012, p. 3). Cette approche tend à ignorer les relations de pouvoir fondées sur les structures sociales géopolitiques ayant des impacts sur la qualité de vie des populations pauvres et marginalisées ainsi que sur les écosystèmes terrestres (faune et flore). Jusqu'à présent, ces structures n'auraient pas su répondre adéquatement aux besoins des humains et de la planète. L'écologisation du travail social met en évidence les inégalités, les disparités socio-économiques, le processus industriel, les habitudes de consommation, les interdépendances mondiales et la limitation des ressources naturelles (Dominelli, 2012, p. 3). Enfin, l'auteure définit le travail social vert comme étant:

«a form of holistic professional social work practice that focuses on: the interdependencies among people; the social organization of relationships between people and the flora and fauna in their physical habitats; and the interactions between socio-economic and physical environmental crises and interpersonal behaviours that undermine the well-being by arguing for a profound transformation in how people conceptualize the social basis of their society, their relationships with each other, living things and the inanimate world. It does so by: questioning production and consumption patterns that exploit people and the Earth's largesse; tackling structural inequalities including the unequal distribution of power and resources; eliminating poverty [...]; promoting global interdependencies, solidarity and egalitarian social energy sources and minerals for the benefit of all rather than the privileged few; and protecting the Earth's flora and fauna. The aim of green social work is to work for the reform of the socio-political and economic forces that have a deleterious impact upon the quality of life of poor and marginalized populations, to secure the policy changes and social transformations necessary for enhancing the well-being of people and the planet today and in the future, and advance the duty to care for others and the right to be cared by others. » (2012, p. 25).

Cette écologisation des modèles et théories en travail social s'est aussi faite sentir, de manière plus générale, dans les différentes disciplines des sciences sociales (Barry, 2007; Bardier et al, 2007). Nous avons constaté que le travail social s'intéresse de plus en plus aux questions environnementales, toutefois l'intérêt pour les enjeux en lien avec l'AU est minimal. Par contre, plusieurs disciplines en sciences sociales s'y intéressent et proposent de bonnes pistes de réflexion pour le travail social.

1.3 Quelques approches théoriques et pratiques de l'agriculture urbaine en sciences humaines et sociales

S'il est peu question de l'AU en travail social, ce n'est pas le cas dans plusieurs disciplines des sciences sociales. Ainsi, des chercheurs issus de différents domaines ont proposé des lectures intéressantes du phénomène social qu'est l'AU qui, pour une recherche en travail social portant sur ce sujet, sont fort pertinentes. Dans les prochaines sections, nous survolerons quelques-unes de ces recherches pour mieux comprendre les impacts de l'AU sur les individus et les communautés.

1.3.1 Environnement et société : approches théoriques et recherches empiriques sur l'agriculture urbaine

L'AU est un phénomène qui croît en popularité à travers le monde, nous n'avons qu'à regarder l'actualité québécoise pour nous en rendre compte. Cet engouement a suscité l'intérêt de multiples chercheurs, et ce, à travers le monde et les disciplines. Boulianne (1999) affirme que c'est dès le début des années 1970 qu'une attention particulière s'est portée sur l'AU puisque le nombre d'interventions par des agences internationales d'aide au développement était en croissance. Au fil des ans, les motivations à la promotion de l'AU ont varié. Au début, cette pratique était principalement promue pour répondre aux besoins humains fondamentaux (Labrecque, 1997 : 34; Young, 1993 cités dans Boulianne,

1999, p. 2). Ensuite, l'AU a été perçue comme un outil de création d'emploi et de revenu (Ibid.). Et, finalement, l'AU s'est « vu assigner un rôle de protection et de régénération de l'environnement » (Ibid.) tout en étant un instrument pour lutter contre la pauvreté (dont l'insécurité alimentaire) et l'exclusion (Ibid.). Les articles recensés portant sur une facette ou une autre de l'AU dans différents pays des Amériques, d'Afrique, d'Europe, en Russie et quelques-uns en Asie et ont été rédigés par des sociologues, des anthropologues, des politologues, des économistes, etc. Enfin, deux types de recherches émergent : les recherches rendant compte des impacts environnementaux de l'AU (gestion des déchets et des eaux usées) et celles portant sur ses impacts économiques et sociaux. À ce sujet, Battersby et Marshak (2013) font remarquer que beaucoup d'études dans les pays du Sud portent sur les bienfaits nutritionnels et économiques et peu traitent spécifiquement des bénéfices sociaux de cette pratique. Dans le cadre du travail qui nous intéresse, il serait difficile de rendre compte de l'ensemble de la littérature sur le sujet, mais un bref coup d'œil nous permettra de mieux comprendre les approches qui ont été utilisées pour mieux cerner les multiples aspects du phénomène social qu'est l'AU de même que pour mieux comprendre ses impacts potentiels.

Battersby et Marshak (2013) ont étudié les retombées économiques et sociales perçues par les participants de projets en AU à Cape Town, en Afrique du Sud. Elles ont utilisé le concept de *metabolic rift* de McClintock (2010) pour démontrer les relations entre les constructions de l'AU dans les pays du Nord et ceux du Sud et ce, sans perdre de vue le contexte local.

Quant à elle, M. Boulianne (1998, 1999) parle de l'AU comme un moyen de favoriser le développement social local. Pour elle, c'est aussi un outil de participation citoyenne par l'activation de la citoyenneté des femmes (1999, 2000) et d'inclusion sociale, tant au Mexique qu'au Québec. Cette recherche rejoint celle d'autres chercheurs comme Henning (1997), Rees (1997) et Smit (1994) qui « affirment que l'agriculture urbaine constitue une

activité qui favorise l'émergence de nouvelles solidarités socio-économiques et une participation civique accrue, surtout lorsqu'elle est pratiquée dans un cadre collectif » (cité dans Boulianne, 1999).

Une autre série de recherches portant sur l'AU pratiquée au sein de collectivités concluent que cette pratique permet l'inclusion de groupes marginalisés à une activité économique et à une vie sociale et économique plus active » (Ratta, 1993; Cérézuelle, 1996 cités dans Boulianne, 1999 : 3; Nicolle, 2009).

Milbourne (2012), en utilisant l'écologie politique urbaine, étudie la contribution des jardins communautaires à ce qu'il appelle l'hybridité des injustices socio-environnementales à travers les jardins communautaires dans les quartiers défavorisés d'Angleterre, tandis que d'autres auteurs se sont intéressés aux impacts de l'appropriation de parcelles de territoire urbain à des fins d'exploitation agricole informelle (Beaudry, 2011; Crane, 2012; Certomà, 2011, Shillington, 2013). Principalement en Occident, certains auteurs feront des liens entre certaines pratiques agricoles urbaines et les nouveaux mouvements sociaux (Certomà, 2012; Paddeu, 2012; Reynolds, 2009) revendiquant, selon l'expression d'H. Lefebvre, le « droit à la ville » et à la justice sociale, voire alimentaire.

Nous n'avons ici énuméré que quelques recherches portant sur un ou l'autre des aspects sociaux de la pratique de l'AU. Tout un autre pan s'intéresse particulièrement aux femmes qui s'adonnent à cette pratique. Ces recherches sont pertinentes dans la mesure où le présent projet de recherche porte essentiellement sur les pratiques sociales de l'AU des femmes au Népal.

1.3.2 L'environnement, l'agriculture urbaine et les femmes

En 1998, le CRDI préconisait déjà l'opérationnalisation des questions de genre dans la recherche en AU en publiant un rapport intitulé « Genre et recherche en agriculture urbaine : méthodologie, répertoire et bibliographie annotée » (Hovorka, 1998). Depuis, à l'international, plusieurs universitaires et organisations internationales perçoivent la pratique de l'AU par les femmes les plus pauvres comme étant un outil d'*empowerment* (Hovorka, 2006; Hovorka et coll., 2009; PNUD, 1996; van Veehuizen, 2007). Cependant, certains se demandent si cette avenue n'est pas qu'une manière d'imposer un fardeau supplémentaire aux femmes (Bhatt, 2014; Rakodi, 1985 cité dans Hovorka, 2006, p. 52), tandis que d'autres pensent que l'AU n'est qu'une stratégie de survie maintenant les femmes dans un *statu quo* où on exploite leur force de travail dans un système de relations sociales capitalistes inégales et injustes (Sanyal, 1987 cité dans Hovorka, 2006, p. 52; Acharya, 2011).

Certaines expériences dans les pays en développement tendent toutefois à démontrer qu'effectivement, la pratique de l'AU par les femmes serait une stratégie de survie efficace contribuant à assurer leur sécurité alimentaire ainsi que celle de leurs proches (Buechler, 2009; Devi et Buechler, 2009; Hovorka, de Zeeuw, et Njenga, 2009a et 2009b; Hovorka et Lee-Smith, 2006; Mougeot, 2006; Ponce et Donoso, 2009; Soto et coll., 2009). Suite à ses recherches de terrain au Botswana et au Zimbabwe, Hovorka (2006) concluait que l'AU supportait bien les besoins quotidiens des ménages, mais que sa pratique était aussi une avenue menant à l'autonomisation sociale et économique à long terme des femmes. Suite à ses recherches, Boulianne (1999) affirmait que le jardinage communautaire permettait une plus grande participation sociale des femmes. Soto et coll. (2009) ont démontré qu'à María del Triunfo, au Pérou, un projet d'AU visant la promotion de l'équité entre les sexes avait contribué à renforcer l'autonomisation des femmes, à améliorer leur confiance personnelle ainsi que leur sens entrepreneurial et à renforcer leur capacité tout en augmentant leur indépendance et leur sentiment de liberté.

L'analyse selon le genre, même en AU, mène inévitablement à un examen fondamental des structures sociales et des institutions (Rathgeber, 1990, p. 494 cité dans Hovorka, 1998, p. 6). Chez Molyneux (1985), cette approche met l'emphase sur les besoins stratégiques de chaque sexe (*strategic gender needs*) qui sont « *a product of underlying structural inequalities which give rise to these practical needs, and are required for women to overcome their marginalized position relative to men* » (dans Hovorka, 2006, p. 56). L'identification des pratiques et des besoins stratégiques est, selon cette ligne de pensée, un élément essentiel pour atteindre l'autonomisation des femmes.

Quant à elle, l'idéologie du féminisme international promue par les agences d'aide internationale telles que l'Organisation des Nations unies (ONU) et par le biais des différentes conférences mondiales sur les femmes et le développement organisées depuis 1975 (Lama-Rewal, 2004) semble avoir marqué une partie des recherches internationales sur les pratiques d'AU par les femmes. De même, depuis le début des années 2000, l'intégration des questions d'égalité entre les sexes (*gender mainstreaming*) s'est imposée sur la scène académique et internationale comme cadre de référence et d'intervention pour les agences internationales de développement qui font la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes (PNUD, 2003 cité dans Hovorka et Lee-Smith, 2006, p. 131). Appliquée au développement urbain durable et aux questions de genres, l'approche fondée sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes se compose de cinq éléments d'intégration : 1) la clarification conceptuelle; 2) l'identification des besoins pratiques et stratégiques (structurels); 3) les désirs et les engagements politiques; 4) le renforcement des capacités et l'attribution des ressources; et 5) la recherche scientifique (Hovorka et Lee Smith, 2006, p. 131). Ainsi, le genre se définit comme une construction socioculturelle des rôles, des responsabilités et des statuts sociaux entre les hommes et les femmes, et ce, en lien avec les perceptions locales et culturelles de la masculinité et de la féminité définissant du même coup l'accès aux ressources dans un contexte particulier (Hovorka et Lee Smith, 2006). L'approche fondée sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes veille à

identifier les écarts de tout genre entre hommes et femmes, à développer des stratégies pour les réduire tout en favorisant leur implantation (PNUD, 2003 cité dans Hovorka et Lee Smith, 2006, p. 131). Ce projet de développement durable urbain tenant compte des différences hommes femmes affirme que des changements palpables et structurels ne peuvent émerger que si les hommes et les femmes, d'un effort concerté, reconnaissent les inégalités fondées sur les sexes (Hovorka et Lee-Smith, 2006). Concrètement, cette approche a inspiré bon nombre de recherches sur la pratique de l'AU par les femmes dans différentes villes recensées dans *Women feeding cities : mainstreaming gender in urban agriculture and food security* (Hovorka, de Zeeuw et Njenjga, 2009) qui tendent à démontrer la situation marginalisée des citadines des villes des pays en développement ainsi que l'apport social, économique, culturel et politique de cette pratique tout en mettant en évidence les relations de pouvoir inégales, et ce, dans les différentes structures sociales (familiales, économiques, politiques, organisationnelles, légales et idéologiques) composant les sociétés.

Cela dit, si les pratiques d'AU commencent à être bien documentées de par le monde, peu d'études se consacrent à rendre compte de ces pratiques au Népal. La littérature sur la situation des femmes népalaises est courante et diversifiée ainsi que celle sur les pratiques agricoles en régions rurales, mais, au moment de la recension de la littérature, nous avons dénombré moins de cinq articles portant sur l'AU au Népal.

Le texte de Talukder et coll. (2010) fait part des résultats d'une recherche financée par différents organismes internationaux (Oxfam Novib au Bangladesh et au Népal, USAID et CIDA au Cambodge et Mosanto aux Philippines). Cette recherche visait à vérifier si le fait d'avoir un jardinet attenant à la maison réduisait les cas de malnutrition (manque de micronutriments) chez les femmes et les enfants issus de ménages pauvres. Dans le cadre de cette recherche principalement quantitative, les chercheurs mesuraient et comparaient les taux de fer et autres micronutriments dans le sang des participants. Le programme de

production alimentaire à la maison (*homestead food production* - HFP), jumelé avec des séances d'éducation à l'alimentation, aurait permis d'améliorer et d'assurer annuellement la disponibilité et la consommation de micronutriments.

Zeza et Tasciotti (2010) ont analysé l'importance de l'AU pour les urbains les plus pauvres souffrant d'insécurité alimentaire en comparant des données d'enquêtes d'une quinzaine de pays en développement ou en transition, dont le Népal. Au Népal, 57% de la population urbaine vaquerait à des activités agricoles et 13% des revenus des ménages utilisant l'agriculture comme source de revenus amasseraient 30% ou plus de leurs revenus par leurs activités agricoles. Ainsi, les ménages impliqués dans des activités agricoles, du moins au Népal, auraient plus facilement accès à de la nourriture à faible prix et à un plus large éventail d'aliments (légumes, produits d'origine animale tels que le lait, les œufs ou la viande).

Dans un court article publié dans le *Urban Agriculture Magazine*, Shrestha (2003) rend compte des initiatives de microcrédit et d'investissement en AU au Népal. Les politiques nationales reconnaîtraient la microfinance comme un moyen important de réduire la pauvreté tout en stimulant la croissance économique, mais le besoin d'investissement dans la microfinance en AU et périurbaine n'aurait toujours pas été reconnu. Malgré cet état de fait, une coopérative de femmes, *Mahila Prayas Savings and Credit Co-operative Ltd.* accorderait des prêts aux femmes voulant démarrer une petite production agricole. L'auteur observe et rend compte des bienfaits économiques et sociaux de ces pratiques.

Finalement, Sapkota (2003) expose les pratiques agricoles périurbaines au Népal en fonction des différences entre les sexes. Ainsi, lorsque l'agriculture est une activité familiale, femmes et hommes jouent des rôles différents, mais ce sont les hommes qui contrôlent l'accès à la terre ainsi que l'allocation des revenus. Ces articles épars démontrent

qu'encore peu de recherches portent sur l'AU au Népal. Hovorka et Lee-Smith (2006) arrivent à une conclusion similaire en affirmant que peu d'informations sont disponibles en ce qui a trait aux initiatives asiatiques en AU.

En somme, nous semblons assister à une disproportion entre l'importance de la pratique de l'AU au Népal et la production l'intérêt théorique qu'on y porte et les discours des organisations internationales faisant la promotion de l'AU comme moyen de réduire la pauvreté, de favoriser la sécurité alimentaire et d'améliorer l'environnement (van Veehuizen, 2007; PNUD, 1996). Ces constats m'amènent donc à conclure qu'il serait intéressant et pertinent d'étudier les pratiques d'agriculture urbaine de femmes dans le contexte encore inexploré du Népal.

1.4 Objectif et questions de recherche

À travers la revue de littérature effectuée, l'importance de l'AU comme réponse aux besoins quotidiens des familles et comme moyen de réduire l'insécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté tout en favorisant à long terme l'autonomisation des femmes, par exemple dans l'étude de Hovorka au Botswana et au Zimbabwe, m'a interpellée. Les écrits de Boulianne (1999), qui concluaient que le jardinage communautaire au Mexique influençait les rapports sociaux et la participation sociale par l'activation de la citoyenneté, ont aussi suscité chez moi des questions. Pourquoi pratique-t-on l'agriculture urbaine au Népal? Dans ce pays, quels sont ses impacts sociaux, économiques, culturels et politiques de cette pratique? Ces interrogations ayant laissé leur trace ont été renforcées par le reste de la revue de littérature. Dans cette recherche, je me suis donc attardée à comprendre les pratiques sociales des femmes népalaises engagées dans l'agriculture urbaine. Pour

parvenir à cet objectif, j'en suis venue à formuler une question de recherche en ces mots :
quelles sont les pratiques sociales d'agriculture urbaine des femmes de Katmandou?

D'une part, les pratiques d'AU des femmes de Katmandou sont nettement visibles. Par contre, on en entend encore peu parler. D'autre part, plusieurs autres acteurs sont impliqués dans l'AU (ONG locales et internationales de femmes ou environnementales, autorités gouvernementales, communauté, etc.). Comment se représentent-ils l'agriculture urbaine? Y a-t-il une vision commune qui s'en dégage? Finalement, comment s'articulent les pratiques des femmes, leurs discours et ceux des organismes impliqués dans l'AU? Si vision commune il y a, les femmes agricultrices urbaines arrivent-elles à l'influencer? En quoi l'agriculture urbaine serait-elle une pratique d'action collective?

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Dès les tout débuts de cette démarche de recherche, je me suis inscrite dans le paradigme constructiviste, accordant une importance centrale aux sens que les individus donnent à leur expérience. En découle le choix d'inscrire ce projet dans la perspective d'une sociologie compréhensive et, plus précisément, de l'interactionnisme symbolique. La construction graduelle de l'objet d'étude, qui met l'accent sur les interactions entre les individus et les collectivités, permet de tenir compte de la complexité et de la multiplicité des réalités sociales que compose l'agriculture urbaine en contexte urbain au Népal.

2.1 Comprendre les sens des pratiques sociales : éléments d'une sociologie compréhensive et de l'interactionnisme symbolique

Pour Simmel, la société est le nom donné à l'ensemble des individus, liés entre eux par des actions réciproques (1981, p. 90) où l'individu est acteur de sens de son existence. La sociologie compréhensive, comme proposée par M. Weber, vise à « dégager les significations vécues par les acteurs et de mettre en évidence les logiques qui sous-tendent leurs actions » (Le Breton, 2004, p. 3). Rendant compte de la subjectivité, le chercheur considère tout sujet comme un acteur social. De même, le chercheur, avec ses motivations et ses désirs de compréhension du monde qui l'entoure, est aussi un acteur. Aussi, pour comprendre l'expérience des pratiques d'AU, il est tout à fait justifié de choisir d'axer cette recherche sur le ou les sens que donnent les acteurs notamment les actrices.

Cette façon d'appréhender l'expérience par le sens ne sera d'ailleurs pas étrangère à l'importance des interactions sociales. On prendra appui sur l'interactionnisme symbolique, qui est né sous la plume de Blumer en 1937, mais fort d'une tradition portée par E. Goffman, H. Becker et bien d'autres. L'interactionnisme symbolique établit son domaine d'étude dans la concrétude des relations interindividuelles où le monde social se crée et se recrée au fil des interactions et des interprétations de tous et chacun par rapport à l'Autre (Le Breton, 2004, p. 6). Approche interrelationnelle et coconstructiviste de sens, l'interactionnisme symbolique s'intéresse au « point de vue de l'acteur, [à] la construction de sens dans le moment de l'interaction, [à] la capacité pour l'acteur de se comprendre et de rendre compte de son action et de constituer ainsi la réalité, de renégocier en permanence son rapport au monde » (Ibid., p. 46). Dans le contexte népalais où la parole est encore très peu donnée aux femmes et où l'AU est un phénomène social dont on commence tout juste à parler, cette recherche prend tout son sens.

Cela dit, l'analyse et la discussion des résultats de recherche prendront en considération que l'interprétation de la réalité par un individu fait de lui un acteur de son existence. Autrement dit, les récits d'expériences en AU des femmes et des hommes auxquels cette recherche s'intéresse, est une interprétation produite d'interactions donc de discussions, de négociations, d'interprétation entre membres d'une communauté d'appartenance. Cette interprétation se fait en fonction d'un cadre commun, symbolique composé de référents sociaux et culturels qui seront, selon les mots de Blumer, des « actions jointes » si imbriquées dans les perspectives de plusieurs (Le Breton, 2004, p. 50).

En somme, l'interactionnisme prendra comme sujet d'étude non pas l'individu, mais les interactions, les actions réciproques, la mise en forme commune du social. La sociologie compréhensive et l'interactionnisme symbolique deviennent donc des outils pertinents et

puissants pour comprendre le sens que revêtent les pratiques sociales des individus dans leurs collectivités.

2.2 Rapport social de genre et les pratiques d'AU à Katmandou

Bien que ne se concentrant spécifiquement pas sur les questions et rapports de genre, cette recherche tend, dans une certaine mesure, à tenir compte des rapports sociaux de genre puisqu'elle s'intéresse à la réalité et aux discours de **femmes** agricultrices urbaines et ceux des organismes qu'elles fréquentent pour ce faire. En lien avec les pratiques d'agriculture des femmes au Népal, une analyse axée spécifiquement sur le genre, la classe sociale ou la caste aurait pu être fort pertinente (Devkota, D., Rauniyar, G. P. et coll., 1999; Maharjan, A. Bauer, S. et coll., 2013; Doss, 2011), mais un choix méthodologique et théorique a dû être fait. Bien que le cœur de l'analyse des données ne sera pas orienté en fonction des rapports sociaux de genre, il reste important de définir le groupe social retenu, soit celui des femmes.

Dans cette recherche, la catégorie « femme » est pensée comme « un groupe social rompant avec une vision biologique des différences de comportement entre hommes et femmes » (Flahault et Jaurand, 2012, p. 64). Le genre renvoie plutôt « à la classification sociale entre masculin et féminin, à l'acquis, au culturel et est conçu comme variable » (Oakley, 1972 dans *ibid.*) dans le temps et l'espace et permet de mettre en lumière les discriminations systémiques dont ce groupe est victime (Spivak, 1988).

S'attarder aux femmes en tant qu'individu genré permet donc de mettre en relief cette catégorie d'analyse binominale culturellement et socialement hiérarchisée (entre les hommes et les femmes) et entre les valeurs et représentations qui y sont associées (entre le

masculin et le féminin) (Béréni, Chauvin, et coll., 2008, p. 7 dans Flahault et Jaurand, 2012, p. 65). Comme le stipule De Laurentis, la notion de genre permet de souligner, ici dans les discours sur les pratiques d'AU des femmes de Katmandou, les divergences genrées « à travers les langages et les représentations culturelles » (2007, p. 40). Ainsi, le sujet « engendré » dans l'expérience de la race, de la classe et des relations sexuelles [devient] un sujet [...] qui n'est pas unifié, mais plutôt multiple » (Ibid.) qui variera dans le temps et l'espace permettant une analyse de la mobilité des identités.

Ce choix fait écho à différents courants théoriques en lien avec l'étude de l'AU dans les pays en développement et les études féministes⁷. Comme mentionné au chapitre premier, de l'analyse selon le genre découle une remise en question des structures sociales et des institutions (Rathgeber, 1990, p. 494 cité dans Hovorka, 1998, p. 6) et l'identification des pratiques et des besoins nécessaires à l'intervention.

C'est donc pour des raisons théoriques, mais aussi rationnelles et méthodologiques que ce projet de recherche d'attarde plus spécifiquement aux pratiques sociales des femmes en AU. D'un point de vue rationnel, il semblerait, avec la féminisation de l'agriculture au Népal (Garaula, Niehof et coll., 2010; Doss, 2011; GRID, 2011 ; Acharya, 2001 ; Karki, 2013), qu'un plus grand nombre de femmes que d'hommes s'investiraient dans ce secteur (FAO, 2010; Karki 2013). Concentrée la recherche sur ce groupe vise donc à tenir compte de cet état de fait. De cet état de fait découle le choix méthodologique de restreindre l'échantillon aux femmes.

⁷ Voir la 1.3.2 *L'environnement, l'agriculture et les femmes* du présent mémoire pour plus de détail.

2.3 Le sens des pratiques d'agriculture urbaine

Ce projet de recherche postule que l'AU a nécessairement des sens différents selon l'expérience des acteurs et actrices. Alors, il est concevable que la représentation tant des problèmes que des solutions qui justifient le recours à la pratique de l'AU puissent être similaires, différentes, convergentes voire même divergentes en fonction des logiques qui sous-tendent les actions des différents acteurs. Cela suppose qu'un processus non seulement individuel, mais aussi collectif soit en cause. En conséquence, il est pertinent de prendre en compte la construction sociale de l'AU par le biais de la théorie des cadres.

2.3.1 L'agriculture urbaine : de la pratique individuelle aux pratiques collectives

L'agriculture urbaine relève à la fois des pratiques sociales individuelles et collectives. L'AU répondra à des besoins certes individuels, mais partagés par plusieurs acteurs qui, à diverses échelles, constituent « un collectif plus ou moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres collectifs » (Cefaï, 2007, p. 8).

Elle se détermine par un désir d'agir ensemble collectif et une logique de revendication visant à établir un nouvel ordre de vie (Neveu, 2005, p. 9). Cette action collective en AU est dorénavant présente sur les scènes locale, nationale et internationale bien qu'elle prendra une couleur, un sens particulier en fonction de l'espace dans lequel elle s'insère. Par exemple, les recherches de Besthorn (2013), de Boulianne (1999), de Boulianne et coll. (2010) et de Nicolle (2009) sur la participation citoyenne, la socialisation et l'intégration sociale par la pratique de l'AU rendent bien compte de ce désir d'un agir ensemble collectif poursuivi par l'AU. D'autres auteurs (Wegmuller et Duchemin, 2010; Crane, 2011; Crane et coll., 2012; Zanetti, 2010) auront su démontrer que l'AU répond à une logique de

revendication lorsqu'elle est pratiquée dans le but de s'appropriier des espaces vacants par les citoyens. Finalement, en étant une manière de promouvoir, de protéger et de défendre l'environnement et la biodiversité urbaine (Gason, 2005; Reyburn, 2006, Warren, Lerman et Charney, 2008 dans Wegmuller et Duchemin, 2010; RUAF, 2014a, 2014b), un outil de développement économique et de lutte contre la pauvreté (Boulianne, 1999, 2001; Bhatt et Kongshaug, 2005 cité dans Wegmuller et Duchemin, 2010; Hovorka et coll., 2009) et un moyen de mettre de l'avant la justice sociale (Besthorn, 2013) en luttant contre l'insécurité alimentaire (Duchemin, 2010; Duchemin et coll., 2010; Gailloux, 2013; Milbourne, 2012; Besthorn, 2013) l'AU devient aussi promotrice d'un nouvel ordre de vie.

2.3.2 Analyser théoriquement le processus de construction sociale de l'agriculture urbaine : la théorie des cadres (frame analysis)

Parmi ce foisonnement d'intérêt pour l'AU, il reste intéressant de comprendre le processus de construction de sens que donnent les acteurs et les actrices sociales à cette pratique, ce que propose l'analyse des cadres de Benford et Snow (2000) : Comment se représentent-ils individuellement et collectivement l'AU? Comment en sont-ils arrivés à une vision commune? Des conceptions différentes, voire divergentes, de l'agriculture urbaine existent-elles? Comment se manifestent-elles?

S'inscrivant dans la sociologie des mouvements sociaux et proposée par le sociologue américain David A. Snow, l'analyse des cadres s'est développée dans les années 1980 en réaction aux courants de la mobilisation des ressources (Fillieule, Mathieu et Péchu, 2006, p. 38). Contrairement à cette approche, l'analyse des cadres ne met pas tant l'accent sur la disponibilité des ressources ou les opportunités politiques que sur la « façon dont ces différents éléments sont perçus. Il s'agit, contre l'omnipotence des modèles structurels d'explication, de prendre en compte les facteurs idéels et subjectifs de la participation » (Ibid.) et d'analyser le travail de construction de sens de toutes les parties engagées (*leaders*

et membres d'un mouvement) dans une mobilisation collective. Ainsi, cette approche se veut un moyen d'aller un peu plus loin que la simple analyse des facteurs organisationnels et politiques pour mieux s'attarder à la subjectivité, aux schèmes d'interprétation, des acteurs de l'AU. Concrètement, l'analyse des cadres permettra de mettre en évidence différents discours tenus par les acteurs du milieu (agricultrices, communautés d'appartenance, organismes engagés dans l'AU, municipalités, etc.) et le sens que revêt pour eux la pratique de l'AU dans le Népal contemporain.

Le concept de cadre sert à rendre compte des « “schèmes d'interprétation” qui permettent à des individus de localiser, percevoir, identifier et étiqueter des événements dans leur espace quotidien et le monde en général, qui contribuent à les guider dans leurs actions et dans leurs interactions » (Bateson 1954; Goffman 1991, p. 21 cité dans Fillieule, Mathieu et Péchu, 2006). Dans cette perspective, le cadrage permet de rendre compte de la manière dont les acteurs des mouvements sociaux eux-mêmes cadrent leurs propres activités et produisent des cadres d'interprétation (Benford et Snow, 2000).

Pour qu'il y ait une mobilisation, il doit y avoir un certain alignement des cadres des individus autour d'un même cadre, celui-ci définissant une situation problématique. Benford et Snow (2000) proposent trois principales étapes de cadrage : le cadrage diagnostique de la situation (*diagnosis framing*), le cadrage de pronostic ou la proposition de moyens pour y remédier (*prognostic framing*) et cadrage motivationnel nous informant sur la nécessité d'agir (*motivational framing*). Le cadrage diagnostique (*diagnosis framing*) est l'étape où les causes, les responsables d'une situation problématique souvent considérée comme injuste sont identifiés (p. 615-616). La deuxième étape vise à proposer des moyens pour remédier ou s'attaquer à la situation problématique en proposant une stratégie ou un plan d'action (p. 616). Le dernier cadrage, le cadrage motivationnel, propose une raison à l'engagement dans l'action collective d'amélioration notamment en présentant un vocabulaire qui lui est distinctif (p. 617).

L'objectif du processus de cadrage sera de joindre les motivations des acteurs sociaux à un mouvement collectif. Pour ce faire, quatre principales stratégies de cadrage seront mises de l'avant : la connexion de cadre (*frame bridging*), l'amplification de cadre (*frame amplification*), l'extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*). La connexion de cadre agit lorsqu'existent déjà plus de deux idéologies congruentes, mais non reconnues de part et d'autre (Benford et Snow, 2000, p. 624). La connexion des cadres, pouvant surgir entre deux individus ou un particulier et un mouvement, permet de s'engager. L'amplification des cadres implique l'idéalisation, l'embellissement, la clarification des discours, des valeurs et des croyances existantes qui sont partagés par les acteurs (Ibid.). L'extension de cadre survient lorsqu'on tend à étendre le discours au-delà du centre d'intérêt premier pour y inclure des enjeux présumés importants pour les adhérents potentiels (Ibid., p. 615). Le dernier alignement stratégique est la transformation de cadre. Il survient lorsque vient le temps de mettre de l'avant de nouvelles pratiques, de nouvelles valeurs (Ibid.). Ici, il sera intéressant de s'entretenir avec les femmes pratiquant l'AU, mais aussi avec les représentantes des organismes ou des projets auxquels elles participent puisque leurs expériences pourront étayer leurs motivations et ainsi en favoriser leur compréhension. De plus, il est probable que leurs représentations de la ou des situations problèmes ainsi que des stratégies pour y remédier soient différentes d'un acteur à l'autre, d'un organisme à l'autre ou encore, au sein même d'un organisme. Ainsi, les raisons qui poussent à l'action peuvent être variables en fonction du milieu de provenance, du groupe d'appartenance ethnique, etc.

Les cadres pourront être perturbés, contestés de différentes manières. Benford (1993), utilisant les termes de Goffman (1974), réfère aux mésententes ou aux luttes à l'intérieur d'un mouvement quant au diagnostic de la situation (*diagnosis framing*) ou lorsque viennent les propositions de moyens (*prognostic framing*) (Benford et Snow, 2000, p. 626).

Ainsi, des stratégies d'occultation ou de désalignement des cadres (Contamin, 2009, p. 45) entre les différents acteurs pourront surgir.

La réussite d'une initiative de cadrage ne dépendra pas que des cadres, mais, d'une part, de leur capacité à rendre compte de la culture dans laquelle ils s'insèrent et, d'autre part, « de la saillance des problèmes pris en compte, de leur proximité avec la vie quotidienne des publics cibles et de leur adéquation avec les mythes essentiels de cette population » (Contamin, 2009, p. 41). Ce qui n'est pas sans rappeler ce que Goffman écrivait : « pris ensemble, les cadres primaires d'un groupe social constituent l'élément central de sa culture [...]. Il faut s'efforcer de se représenter ce qu'est, pour un groupe donné, le cadre de ses cadres, son système de croyances, sa « cosmologie » (1991 [1974], p. 36 cité dans Paveau, 2006, p. 48). À la fois du ressort de la culture individuelle et groupale, les opérations de cadrage permettent de comprendre la façon dont les acteurs construisent du sens, comment ils communiquent et travaillent entre eux, comment ils évaluent une situation et comment ils se mettent en action sans tomber dans une analyse uniquement structurale. Dans le contexte népalais, l'importance de la culture associée au cadre prend tout son sens. Dans ce pays riche en disparités sociales, il est fort probable que la conception de l'agriculture urbaine prenne un sens différent en fonction du groupe ou de la classe sociale à laquelle appartient la personne interrogée à ce sujet.

Dans l'étude qui nous intéresse, l'analyse des cadres permettra de mieux comprendre les sens donnés par les femmes pratiquant l'AU et les différents cadrages de ces discours avec les mouvements sociaux dans le domaine. Elle permettra d'analyser l'articulation entre les discours des femmes (sur leur situation, les problèmes auxquels elles font face, les solutions envisagées), ceux des groupes ainsi que ceux des autorités locales.

La recension de la littérature portant sur l'AU semble indiquer que ce phénomène n'a pas été étudié au moyen de l'approche de l'analyse des cadres. Étant donné que les dimensions sociales de l'AU sont reconnues, il est intéressant de savoir dans quelle mesure elles sont présentes dans la façon dont les mouvements sociaux qui en font la promotion au Népal et comment ces derniers se les représentent. Au Népal, l'agriculture, qu'elle soit rurale ou urbaine, fait partie intégrante des mœurs. Par ailleurs, il semble que ce n'est que récemment que les ONG et le gouvernement ont commencé à s'intéresser à cette pratique. Ainsi, il est intéressant de s'interroger sur la nature de l'articulation des différents discours dont ceux des ONG, des gouvernements et ceux des agriculteurs, plus particulièrement ceux des femmes. En somme, les dimensions sociales de l'AU sont-elles présentées en concordance avec les différents cadres associés à ce phénomène ou sont-elles en divergence avec les cadres promus par les organisations? Le choix de ce cadre théorique vise à orienter la recherche vers ces questions.

CHAPITRE III

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

3.1 La méthode de recherche privilégiée : l'enquête ethnographique

À Katmandou, l'agriculture fait partie intégrale du paysage urbain. Les citoyens font pousser des légumes, cultivent des arbres fruitiers et élèvent des poules ou des vaches laitières au cœur de la ville, mais ces pratiques restent muettes puisque très peu d'écrits portent sur cette réalité népalaise si ce n'est à travers des programmes des grandes agences d'aide internationale. Nous pouvons supposer des motivations qui poussent les citoyens à s'adonner à des activités vivrières, mais recueillir ces raisons sur le terrain contribuerait à une meilleure compréhension de ce phénomène social. Pour ce faire, l'enquête ethnographique a été retenue.

L'enquête ethnographique s'inscrit dans une longue tradition de recherche en sciences sociales en passant par les premiers anthropologues de terrain comme B. Malinowski et M. Mead, l'École de Chicago et l'interactionnisme symbolique. Au fil du temps, l'approche ethnographique s'est intéressée à différents domaines. Pour certains comme Spradley (1979) elle a pour objet la connaissance culturelle, pour Gumperz (1989) elle porte sur les interactions sociales et pour Lutz (1981) elle se centre sur l'analyse holistique des sociétés (cité dans Anadón, 2006, p. 19). Mais pour saisir une culture, des interactions sociales ou encore l'« essence » d'une société, petite ou grande, la chercheuse s'immergera toujours dans ledit groupe afin d'en appréhender le « style de vie » à partir de la reconstruction

analytique et interprétative qu'il en fera (Ibid., p. 20). Ainsi, l'enquête ethnographique tend à comprendre les phénomènes sociaux à partir des données recueillies sur le terrain et du point de vue des individus et des groupes plutôt qu'à partir d'hypothèses préétablies que l'on veut vérifier (Atkinson et Hammersley, 1994 cité dans Gérin-Lajoie, 2006, p. 77) tout en rendant la parole à ceux qui ne l'ont pas (Beaud et Weber, 2003, p. 8).

L'approche ethnographique a été privilégiée d'abord parce qu'elle donne la parole aux individus et aux groupes spécifiques et aussi parce qu'elle s'intéresse précisément aux expériences de la vie quotidienne des uns tout en tentant de comprendre les pratiques sociales dans lesquelles ces expériences s'immiscent (Anadón, 2006, p. 20). C'est à partir des discours recueillis et insérés dans ces pratiques que l'analyse s'accomplit (Gérin-Lajoie, 2006, p. 73). À travers l'analyse des cadres, l'approche ethnographique est un outil méthodologique pour décrire et analyser les activités de production de sens qui sont au cœur de la mobilisation (Snow, 2001, p. 6). Par son contact direct avec les acteurs, l'approche ethnographique permet de comprendre comment les différents cadres principaux (les cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnels) se construisent entre et dans les groupes et parmi les actrices y participant.

Cette approche est aussi priorisée pour des raisons pratiques. Bien que familière aux us et coutumes du Népal pour y avoir vécu quelques années, je ne connaissais pas la culture organisationnelle ni les règles ou les codes des organisations sociales. L'approche ethnographique, qui encourage l'immersion du chercheur sur le terrain choisi, favorise cette compréhension qui ne peut qu'être bénéfique à l'ensemble de la recherche. En privilégiant l'enquête ethnographique, cette recherche s'inscrit dans la grande tradition de la recherche qualitative, de la sociologie compréhensive et de la l'interactionnisme symbolique qui privilégie, entre autres techniques, l'observation de terrain et l'entretien (Le Breton, 2004).

Pour ce faire, différents outils de collectes de données ont été privilégiés : l'observation participante, les entretiens semi-directifs, les notes de terrain et l'analyse documentaire (Anadón, 2006, p. 18). En lien avec la sociologie compréhensive, ces outils de collecte de données ont permis de « saisir les significations telles qu'elles sont vécues par les acteurs » (Le Breton, 2004, p. 172) tout en tenant compte de la trame sociale dans laquelle ils s'insèrent. Pour ce faire, j'ai travaillé avec des projets ou des organismes travaillant en AU et auprès des femmes productrices agricoles de la vallée de Katmandou.

3.2 Recours à deux études de cas : pertinence et critères

Pour réussir à saisir les différentes étapes de cadrage en lien avec les pratiques de l'AU par les femmes népalaises, j'ai travaillé avec deux projets préalablement sélectionnés. Pour ce faire, l'étude de cas a été retenue puisqu'elle permet de faire une description en profondeur d'un phénomène et offre la possibilité d'une analyse qui tend à mettre en relation l'individuel et le social (Anadón, 2006, p. 23). Ainsi, elle permet une description détaillée du cas étudié de même que sa compréhension approfondie.

Pour être retenus, les groupes ciblés devaient d'abord avoir des activités dans la vallée de Katmandou et être impliqués un domaine relié à l'AU auprès des groupes marginalisés, spécialement celui des femmes. Au début de la recherche, une dizaine d'organismes ou projets ont été identifiés. Un premier contact a été fait par courriel ou par téléphone. Je les informais de la nature du projet, m'enquerrais de leur intérêt pour ce dernier et sollicitais une rencontre pour vérifier la pertinence de leur organisme/projet pour l'étude. À la suite de ces premiers contacts, seulement deux organismes ont été retenus en fonction de la concordance de leur mission et de leurs activités et de l'objectif de la recherche et de leur désir à y participer.

Le premier cas retenu pour l'étude est un projet d'implantation de toits verts à Katmandou (RUAF, 2014) et ses partenaires, la *Kathmandu Metropolitan City*, l'*Environment and Public Health Organization* (ENPHO, Nepal), UN-Habitat et l'*Institute for Social and Environmental Transition* (ISET, Nepal) chapeauté par la fondation RUAF (*Resource centre of urban agriculture and food security*). C'est par le biais du site Internet du RUAF, qui est un organisme international qui vise à contribuer à la réduction de la pauvreté urbaine, l'amélioration de la sécurité alimentaire en ville de même que l'amélioration de la gestion de l'environnement et la stimulation de la gouvernance urbaine participative (RUAF, 2014b), que j'en suis venue à connaître ce projet.

Le deuxième cas à l'étude est un collectif de deux organisations locales : *Rangjung Yeshe Shenpen* (Shenpen), un organisme à but non lucratif qui travaille avec des organismes locaux, et la *Women Cooperative Society* (WCS), qui offre, d'un côté, des formations en agriculture pour les femmes de Katmandou et de l'autre, l'accès au micro-crédit. Ces organismes et projets seront présentés plus en détails dans la dernière partie du chapitre 4.

Le fait de choisir deux cas à l'étude a permis d'explorer des contextes et des interactions qu'on suppose différents entre eux. Cela a permis d'étayer le sens donné par différents acteurs aux pratiques sociales de l'agriculture. C'est donc avec un souci de diversité des objectifs poursuivis et de l'approche préconisée par les organismes que leur sélection s'est effectuée, et ce, dans le but d'enrichir l'analyse des cadres.

3.3 Conditions de réalisation et méthode de la collecte des données

Il faut ici préciser que mon terrain de recherche s'est déroulé en deux temps en raison d'importants tremblements de terre et leurs multiples répliques. Le terrain s'est étiré de février à la fin décembre 2015 avec une pause s'étalant du 25 avril à la mi-septembre 2015.

Le terrain est donc séparé en deux périodes : pré et post-séisme. J'aborderai cet aspect particulier du terrain de recherche plus en détails dans la première partie du quatrième chapitre étant donné que cet événement, ainsi qu'un autre (l'embargo imposé à la frontière indo-népalaise), a perturbé et influencé la recherche ou plus précisément la collecte et l'analyse des données puisqu'ils ont teinté la nature des propos des participantes⁸.

Pour collecter les données sur les processus de cadrage des actrices de l'AU, je me suis insérée, à titre d'observatrice participante, aux activités des deux organismes retenus ainsi qu'à celles des femmes qui les fréquentent (ex. : participer aux séances de jardinage). Dans un premier temps, l'observation participante aura permis de créer une proximité entre les actrices et moi en me permettant d'être témoin de leur quotidien, de me familiariser avec leur environnement tout en pouvant recueillir leurs propos. Dans un deuxième temps, j'espérais que ces séances d'observation sauraient créer entre les participantes et moi une certaine proximité et un lien de confiance favorisant plus facilement l'expression libre de leurs points de vue lors des entretiens semi-dirigés.

Les critères de sélection des représentantes des organismes ou projets étaient assez souples : travailler pour un des organismes ou projets retenus depuis au moins un an, connaître les problématiques en lien avec l'agriculture et des femmes en ville, désirer et être intéressé à s'entretenir avec moi. En ce qui concerne les critères de sélection pour les entretiens individuels avec des productrices agricoles, ils se résumaient à : être engagée dans une activité de production agricole d'aliments, être membre ou fréquenter un des organismes sélectionnés, être capable et être intéressée à se raconter. J'ai essayé de composer un échantillon assez diversifié en tenant compte du statut socio-économique, du statut marital, de l'âge et du groupe ethnique d'appartenance des agricultrices urbaines.

⁸ Pour plus de détails, voir les tableaux synoptiques de la collecte des données à l'annexe A.

Le schéma d'entrevue était assez ouvert pour permettre aux actrices de s'exprimer plus longuement sur les sujets qui les touchaient et était adapté en fonction de l'interlocutrice. Les thèmes principaux abordés étaient : l'histoire de la personne ou de l'organisme, la description de sa pratique (pourquoi?, comment?, où?), sa relation avec les autres acteurs sociaux (les autres participants, l'organisme ou les autres organismes œuvrant dans le même domaine, la communauté, la ville, les voisins, etc.), les impacts (individuels et collectifs) de la pratique de l'AU, les défis rencontrés et leur projection d'avenir. Quelques questions ont été orientées de manière à bien cerner les différentes étapes de cadrage. À des fins d'analyse, ces entretiens ont été enregistrés et retranscrits en forme de verbatim.

L'étape de la transcription a été périlleuse étant donné les défis linguistiques de ce terrain. À l'écoute des entretiens, j'ai constaté que l'interprète ne traduisait pas exactement ou complètement l'ensemble des propos des interlocutrices s'exprimant en népalais. Pour remédier aux incompréhensions qui auraient pu arriver, l'interprète m'a aidé dans la transcription en clarifiant certains propos. Ces derniers étaient traduits et transcrits en anglais ou en français si le niveau de langage utilisé m'était accessible.

Tout au long de ce travail de terrain et tel que proposé par Arborio et Fournier (2005, p. 45-60), je pris soin de collecter les réactions de même que mes impressions, questions, réflexions et pistes d'analyse dans un journal de bord qui, lui aussi, a été soumis à l'analyse des données. Ce journal de bord a été une source de données, mais aussi un outil visant à rendre compte de ma réflexivité en tant que chercheuse étudiante, car un chercheur n'est jamais impartial. À ce sujet, Santiago affirme qu'il « ne sert à rien d'idéaliser une neutralité inexistante, mais [il] faut en travailler l'élaboration et la mettre au service de l'acquisition de connaissance » (Santiago, 2006, p. 202).

3.3.1 L'entrevue semi-dirigée

En raison des défis liés à la langue, mais aussi à mon manque d'expérience en tant qu'intervieweuse, j'ai planifié et réalisé deux entrevues plus courtes (environ 50 minutes) au lieu d'une plus longue avec chaque participante. Cette stratégie permettait une rétroaction sur la première entrevue tout en donnant lieu à un retour sur les thèmes les plus intéressants ou ceux qui avaient été mal compris. C'est à la suite de l'entrevue exploratoire que j'ai réalisé qu'il n'était pas si facile de « rebondir » lorsque vient le temps de relancer l'interlocuteur, surtout lorsqu'on ne s'exprime pas dans sa langue maternelle. Avec les informateurs-clés qui pouvaient s'exprimer en anglais, une seule entrevue était planifiée. Par contre, avec les femmes agricultrices deux rencontres étaient organisées.

Les aléas du terrain de recherche ont aussi confirmé cette intuition. Par exemple, il est arrivé à deux reprises que les représentants des organismes participants m'accompagnent lors de la première rencontre avec une de leur membre. Cela avait pour effet de transformer l'entrevue individuelle en entrevue quasi collective où les observateurs présents, qui étaient parfois jusqu'à cinq, gênaient l'entrevue, commentaient la traduction ou encore répondaient à la place de la répondante.

3.3.2 L'analyse des données

Le traitement et l'analyse des données sont des tâches cruciales et parfois laborieuses. Pour ce faire et m'assurer de rendre la richesse des propos recueillis, des thèmes couverts et des nuances qui caractérisent les expériences des interlocutrices concernant leur expérience d'agricultrices urbaines, j'ai choisi d'effectuer une analyse thématique.

Ainsi, les données collectées ont été traitées à l'aide de l'analyse thématique telle que proposée par Paillé (2011). De manière générale, ce type d'analyse a permis de repérer les grands discours entourant la pratique de l'AU par les femmes. Plus précisément, cette analyse a veillé à identifier différents thèmes évoqués au fil des entretiens puis à repérer « selon quelles combinaisons ils sont amplifiés et articulés dans les cadres » (Snow, 2001, p. 14). Ces thèmes ont été mis en relations en fonction des actrices mettant en lumière les « nœuds du processus de cadrage » (Ibid.).

Une fois les entrevues retranscrites et traduites, les sept entrevues réalisées avec des femmes agricultrices ainsi que les trois autres faites avec des représentants des organismes sélectionnés ont été analysées en fonction des thèmes et des sous-thèmes abordés. Ainsi, j'annotais dans la marge de droite le thème ou le sous-thème (souvent un seul mot ou encore une expression) se collant le plus possible aux propos de la participante. J'ai ainsi privilégié une codification plus inductive, ce qui signifie que je n'avais pas de liste de codification préétablie. Subséquemment, une arborescence a été créée mettant en relation les thèmes et sous-thèmes des différentes entrevues. Suite à cette étape, je suis retournée à mes cadres méthodologique et théorique pour ainsi les mettre en relation avec les résultats recueillis.

3.4 Défis logistiques

Toutefois, la barrière langagière pouvait représenter un défi de taille puisque la langue nationale est le népalais et que l'anglais est essentiellement parlé par les gens scolarisés, les jeunes, les commerçants et les représentants du gouvernement. Bien que je maîtrise l'anglais et que mon népalais soit fonctionnel, j'ai eu recours au service d'une interprète puisque les entrevues étaient réalisées en népalais. Ainsi, je voulais m'assurer de saisir, tant au moment de l'entretien que de l'analyse, toute la subtilité des propos de mes interlocutrices.

3.5 Considérations éthiques et limites de la recherche

La recherche en sciences sociales soulève plusieurs considérations éthiques (Deslauriers, 1991). J'en soulève ici quelques-unes : ma position en tant que chercheuse dans un pays en développement, l'importance de la confidentialité, de la protection et de la diffusion des données recueillies.

3.5.1 L'éthique de la recherche à l'étranger et le consentement éclairé

La recherche à l'étranger implique des défis éthiques qui lui sont propres. C'est lors de la demande d'approbation éthique exigée par la Faculté des sciences humaines que je m'en suis rendue compte. Lors de ce processus, on suggérait fortement aux chercheuses-étudiantes faisant leur terrain de recherche à l'étranger de s'assurer de respecter des normes éthiques du pays d'accueil. J'ai donc dû passer plusieurs journées à épilucher les sites Internet des différentes universités népalaises et des centres nationaux de recherche, à contacter des chercheurs népalais et occidentaux pour conclure qu'il n'existait pas de

normes de recherche au Népal ni de protocole de recherche en sciences humaines et sociales.

3.5.2 Ma position en tant qu'étudiante chercheuse (dans un pays en développement)

Lorsqu'on pense à un terrain à l'étranger, on ne peut taire les questions d'altérité. En tant que femme blanche nord-américaine et éduquée évoluant dans un pays en développement, ces dernières me semblent évidentes. Comme le propose Bhabha (2007 cité dans Collignon, 2007), j'ai misé sur mes différentes positions comme sujet plutôt que sur une identité nord-américaine blanche et éduquée. Le fait d'être une femme, de vivre au Népal, de comprendre la langue et d'être familiarisée avec la culture pouvaient et se sont avérés des avantages intéressants.

Cela dit, cette démarche n'aura su taire les différences culturelles entre les participantes et moi-même. Tout au long de mon terrain de recherche et même après, certaines participantes au projet de recherche ont formulé différentes requêtes. Certaines m'ont demandé si je pouvais les aider à envoyer un de leurs enfants au Canada ou si je pouvais faire quelque chose pour eux suite au tremblement de terre (ex. : contribuer financièrement aux travaux de remise à neuf de leur maison) tandis qu'une autre femme m'a ouvertement demandé si je pouvais trouver un emploi pour son fils. Ces demandes, fort malaisantes, auront su soulever différents enjeux éthiques de la recherche qualitative ainsi que différentes questions en lien avec la position d'étudiante-chercheuse.

Face aux demandes d'aide à l'immigration, je me suis fait un devoir de dire la vérité à ces femmes. Je leur ai proposé de les accompagner si elles décidaient d'entreprendre des démarches d'immigration en vérifiant le sérieux des organismes choisis pour éviter qu'elles « se fassent arnaquer », en leur référant des organismes fiables ou en leur expliquant les

formulaire à remplir. Je leur ai aussi expliqué que j'avais aucune expérience d'immigration, étant née canadienne, et leur ai suggéré de communiquer avec des Népalais ayant migrés vers la destination choisie.

Cela étant dit, certains événements ont accentué ces différences. Par exemple, j'ai dû faire face, après les séismes d'avril et de mai 2015, à des demandes qui ne pouvaient passer sous silence mes origines. En plus de m'adresser de nouvelles demandes d'aide à l'immigration en contexte post-sismique, d'autres femmes m'ont directement demandé une aide financière pour reconstruire leur maison. À toutes, j'ai expliqué pourquoi je ne pouvais pas leur offrir une assistance financière et proposé une aide à la mesure de mes compétences et mes moyens, soit du temps.

Faire de la recherche auprès des êtres humains implique une incontournable et sérieuse réflexion sur la position de chercheuse que nous voulons adopter. J'ai privilégié une approche où les participantes étaient considérées en tant qu'équivalentes et essayé de miser sur les ressemblances plutôt que les différences. Par exemple, je me présentais en mettant l'emphase sur le fait que je suis mère de jeunes enfants, que je pratique moi-même l'agriculture urbaine et que je vis au Népal depuis déjà plusieurs années puisque j'y aime la culture et la langue. Ainsi, j'ai toujours essayé d'atténuer les différences telles que le fait d'être « blanche », nord-américaine et, conséquemment, étrangère. Les demandes d'aide ainsi formulées m'ont rappelé ces différences, mais ont aussi avivé mon appréhension des différences culturelles inévitable. Enfin, je discuterai plus en détail des réflexions à cet effet dans la dernière partie du chapitre 7.

3.5.3 Les données de nature qualitative : confidentialité, protection et diffusion des données

Plusieurs auteurs ont identifié les principes éthiques qui orientent la recherche qualitative et, plus particulièrement, la recherche ethnographique. En tant que chercheure-étudiante, ma première responsabilité était de m'assurer que cette recherche n'aurait pas d'impacts négatifs sur les participantes. Comme le mentionne Deslauriers, « la principale responsabilité du chercheur touche aux personnes qui participent à la recherche. Il doit [...] prendre en considération leur bien-être physique, social et psychologique, leur droit à la vie privée et à la dignité » (1991, p. 54).

J'ai veillé à présenter la recherche, ses objectifs et ses finalités simplement avant que les participantes ne s'y engagent afin d'obtenir le consentement éclairé de toutes participantes, et ce, à toutes les étapes du projet. Ces dernières ont été informées qu'elles avaient le droit de se retirer du projet à tout moment si elles le désiraient, sans subir de préjudice. Je me suis aussi assurée de respecter le droit à l'anonymat des participantes qui désireraient ne pas être identifiées (changement des noms, non-présentation de détails qui pourraient les identifier, etc.).

En présentant le formulaire de consentement aux premières participantes, j'ai rapidement réalisé que ces femmes comprenaient plus ou moins les concepts abstraits qu'il contenait et ce, bien que les explications étaient en népalais. Des concepts comme l'« éthique de la recherche », « le consentement », la « signature » ou le respect de la « confidentialité », etc. n'existent pas vraiment au Népal ou sont si peu popularisés que les gens, de manière générale, n'y comprennent rien ou s'en méfient.

Avec l'aide de l'interprète, j'ai réalisé que le formulaire de consentement faisait plus peur aux femmes que cela ne les rassurait. Elles posaient une panoplie de questions à l'interprète à savoir ce que cela représentait, à quoi ce long formulaire pouvait bien servir, pourquoi elles devaient signer, etc. Il faut dire qu'une bonne partie des femmes rencontrées ne

savaient pas lire ou avaient un niveau de lecture fonctionnel en népalais. Ainsi, leur demander de signer était un autre acte embarrassant pour elles⁹. Suite à ces premières entrevues et à une discussion avec la directrice de la recherche, j'ai ajusté la présentation du formulaire de consentement et opté pour la cueillette du consentement oral plutôt qu'écrit.

Le prochain chapitre s'attardera, dans un premier temps, à contextualiser la recherche qui, comme je l'ai déjà mentionné, a été perturbée par des événements qui n'étaient pas sous mon emprise. Dans un deuxième temps, les deux cas à l'étude seront présentés pour ainsi mettre la table à la présentation des résultats de recherche.

⁹ La pratique courante veut que les personnes illettrées signent en apposant leurs empreintes aux documents officiels.

CHAPITRE IV

CONTEXTUALISATION ET PRÉSENTATION DES DEUX CAS À L'ÉTUDE

Entre la conception du projet de recherche et sa concrétisation par le travail de terrain et, finalement, l'analyse des données et la rédaction, il y a ce que Raoul appelle l'« expérience de terrain ». Cette dernière se

construirait [...] au carrefour d'un double phénomène, ou plutôt d'une dialectique entre un processus de construction par le chercheur d'une part et une situation d'offre à voir par les acteurs et par la « réalité » d'une situation vivante et vécue d'autre part (2002).

Je me sens obligée de rendre compte ici du contexte particulier qui a façonné ce terrain de recherche et qui a sûrement influencé le processus de construction de la situation, la collecte des données ainsi que l'interprétation des résultats. Ce terrain a été d'abord entrecoupé par les tremblements de terre qui, en avril et mai 2015, ont coûté la vie à plusieurs milliers de personnes, et ensuite ralenti par un blocus économique qui a paralysé le Népal pendant six mois.

Ce chapitre sera donc divisé en trois parties. La première exposera les événements et les conséquences des séismes sur les participantes et sur la recherche. Seront présentés en deuxième partie l'embargo économique de 2015-2016 et ses conséquences. Ayant contextualisé adéquatement le terrain de recherche, je m'en rapprocherai un peu plus dans la troisième partie de ce chapitre puisque j'y présenterai les deux études de cas retenues.

4.1 Quand la recherche s'inscrit dans un contexte de crise : le séisme du 25 avril 2015 et ses conséquences sur la recherche

La cueillette des données de cette recherche a commencé officiellement en février 2015 et a été perturbée par un séisme majeur et ses nombreuses répliques. Le tremblement de terre, dorénavant connu sous le nom de *Gorkha*¹⁰, a transformé le Népal et marqué ses habitants le 25 avril 2015. À ce moment, la collecte des données était entamée, mais non complétée. Les organismes ou projets avaient été sélectionnés, les participantes presque toutes rencontrées une première fois, et quelques séances d'observations participantes avaient été réalisées et quelques autres planifiées.

Suite aux tremblements de terre j'ai donc arrêté, pendant l'été 2015, la collecte des données et tout travail en lien avec le mémoire. La situation s'étant stabilisée, nous sommes retournés au Népal à la fin août. Pour les participantes à la recherche, les conséquences matérielles du séisme auront été nombreuses et importantes : les maisons de deux d'entre elles ont subi des dommages majeurs et elles ont toutes perdues une, voire deux saisons de récolte. Mais c'est probablement psychologiquement que les impacts ont été les plus importants. Une des femmes, bien que sa maison n'ait subi que des dommages mineurs, n'est jamais retournée y habiter. Le traumatisme a été si grand qu'elle préférait dormir dans une construction de fortune plutôt que de retourner chez elle. À l'automne 2016, trois des sept participantes n'avaient toujours pas réintégré leur maison.

Enfin, le séisme a eu des impacts majeurs sur les pratiques agricoles dans l'ensemble des zones sinistrées¹¹ et plus particulièrement sur les femmes (Norlha, 2015; Bradwhaw et

¹⁰ Du nom de la ville épicentre.

¹¹ Les recherches sur les conséquences du séisme auront su confirmer cette intuition puisqu'elles disent que le premier secteur affecté par le séisme aura été celui de l'agriculture (Catlos, Anke et coll., 2016).

Fordham, 2013) et, conséquemment, sur les participantes. Les quatre agricultrices cultivant en champs ont rapporté n'avoir rien, ou presque rien semé après le séisme et ses répliques et deux d'entre elles ont pris une parcelle de leur terre pour se construire des abris temporaires. Deux des trois femmes cultivant sur leur toit ont totalement ou partiellement abandonné leur jardin.

Les organismes avec lesquels j'ai travaillé ont aussi été affectés. La WCS et Shenpen ont annulé les formations en agriculture qu'ils offrent sur une base annuelle¹². La *Kathmandu Metropolitan City*, porteuse du projet d'agriculture sur les toits (AST), a aussi suspendu toutes activités en lien avec le projet. Aussi, on a pu lire dans le *Himalayan Times* que la ville avait dû réduire le nombre de formations portant sur l'agriculture sur les toits parce que les citoyens craignaient, suite au séisme que ce genre de pratique n'endommage leur bâtiment et puissent avoir des conséquences fatales (Bogati, 2015).

4.2 L'embargo indien sur le Népal suite à la promulgation de la constitution népalaise

Le 20 septembre 2015, le Népal a promulgué sa première constitution en tant que pays dorénavant démocratique. Cette constitution n'a pas fait l'unanimité et certains groupes se sont révoltés, ce qui a occasionné des manifestations dans différentes régions du Népal, dont le Terai, et plus d'une quarantaine de morts (*The Guardian*, 2015) avant même la promulgation de la constitution. Après son adoption, les opposants, tant à l'intérieur du Népal qu'à l'extérieur, se sont rapidement manifestés¹³. La principale conséquence fut l'embargo imposé pendant six mois à la frontière entre l'Inde et le Népal. Durant cet

¹²J'ai donc dû renoncer à faire de l'observation participante lors que cette formation de cinq jours réduisant considérablement la collecte de données pour la deuxième étude de cas.

¹³ Étant donné la complexité de la question, j'incite le lecteur intéressé à consulter d'autres sources telles que Battarai (2015) ou Haviland (2015).

embargo, désigné comme « non-officiel » dans les médias (Bhattarai, 2015), l'importation de biens en provenance de l'Inde, dont plusieurs essentiels, a été rendue impossible.

Le blocus a eu des conséquences importantes sur l'ensemble de la population. D'abord parce qu'en moins d'une semaine il est devenu presque impossible de se procurer les biens essentiels à la vie quotidienne : essence, gaz pour la cuisinière, produits alimentaires de base (huile, riz, lentilles), etc.¹⁴. Le blocus s'est transformé en crise de l'énergie entre décembre 2015 et la fin février 2016 puisque le déjà faible réseau électrique était surutilisé, ce qui causait l'explosion de nombreux transformateurs¹⁵.

Plusieurs organisations internationales ont qualifié la situation de crise humanitaire (ONU, 2016; Gaur, 2015). Par exemple, les hôpitaux n'avaient plus de médicaments et de matériel médical nécessaire pour assurer les soins de base et d'urgence. Des centaines de milliers de personnes vivaient encore sous la tente et souffraient du froid, de la faim, etc. Les enfants et les personnes âgées étaient les plus vulnérables et de fait, des dizaines de personnes sont mortes de froid sous les tentes (NDTV, 2015; UNICEF, 2015; The Himalayan, 2015).

Cet embargo a duré un peu plus de cinq mois et a eu des conséquences certaines sur le terrain de recherche. D'abord en le ralentissant considérablement¹⁶. Ensuite, en affectant profondément le moral et la résilience de la population et les participantes. Toutes les pensées et les paroles étaient centrées sur les malheurs qui s'abattaient sur le Népal. Mais

¹⁴ Les gens faisaient la file pendant des jours pour avoir un cylindre de gaz naturel ou cinq litres pétrole. Chaque geste de la vie quotidienne (ex. cuisiner) est devenu une expérience, une aventure en soi.

¹⁵ De manière générale, les coupes quotidiennes d'électricité dans la vallée de Katmandou pendant les mois les plus froids et sombres de l'année durent en moyenne entre dix et douze heures par jour (<http://www.easynepalotyping.com/loadshedding-nepali>). Pendant la période de crise, nous avons eu des coupures d'électricité s'étirant sur plusieurs jours.

¹⁶ Les premières semaines, j'étais incapable de me rendre aux entrevues puisque je n'avais plus d'essence et que les transports en commun ne fonctionnaient plus. De décembre 2015 à février 2016, les pannes prolongées d'électricité (Bashyal, 2015; Mihara, 2015) empêchaient de recharger les outils (enregistreuse, téléphone, ordinateur) servant à l'enregistrement des entrevues.

si ces crises ont été difficiles pour la population en général et les participantes en particulier, elles l'ont aussi été pour moi, chercheure-étudiante, qui me heurtait à mon premier terrain de recherche.

4.3 Les questions éthiques et morales qui en découlent

C'est lorsque je suis retournée au Népal en août 2015 et que j'ai repris contact avec les femmes participant à la recherche que les premiers questionnements moraux, voire éthiques, sont apparus. À plusieurs reprises, j'avoue avoir remis en question la pertinence de cette recherche. En continuant, j'avais l'impression de minimiser les conséquences du séisme sur la vie de ces femmes au détriment d'une quête individuelle. Était-il éthique de poursuivre une recherche sur les pratiques sociales de l'AU alors que tant de personnes étaient mortes et que des centaines de milliers d'autres avaient été jetées à la rue ? Pouvais-je continuer cette recherche alors qu'on parlait de crise humanitaire ? Comment le justifier ?

C'est aussi à cette période que j'ai dû faire face à des demandes bien singulières de quelques-unes des participantes. Deux des sept participantes ont demandé que je les aide à faire immigrer leurs enfants au Canada, une autre à trouver un emploi à son fils et finalement, une quatrième aurait aimé une aide financière pour rénover sa maison endommagée dans le séisme, me faisant bien comprendre que cela serait bien vu en échange de sa participation à la recherche¹⁷. Ces demandes m'ont aussi grandement fait réfléchir, me rappelant les différences qu'il pouvait y avoir entre les participantes et la chercheure. C'est à ce moment qu'une réflexion éthique et épistémologique sur la meilleure position d'une chercheure occidentale dans un pays aux mille maux a été entamée.

¹⁷ Dans tous les cas, j'ai réexpliqué les termes du formulaire de consentement. Pour la dame qui voulait une aide financière pour reconstruire sa maison, j'ai proposé mon temps à défaut d'argent.

Après plusieurs lectures sur les conséquences du séisme sur la population, de mûres réflexions et discussions (entre autres avec ma directrice de recherche), il me semblait juste de poursuivre, mais en intégrant ces questionnements ainsi qu'en abordant, dans le mémoire les conséquences que ces événements ont pu avoir sur les pratiques sociales en AU des femmes en particulier et la recherche en général.

4.4 La présentation des cas à l'étude

C'est dans la perspective de couvrir une plus grande diversité de discours en lien avec la pratique de l'AU à Katmandou que deux projets ont été sélectionnés. Le premier est un collectif de plusieurs organismes. Ce projet, dirigé par la *Kathmandu Metropolitan City* (KMC), est financé par des organismes internationaux et implanté en partenariat avec des organismes locaux. Le deuxième est aussi un partenariat entre deux organismes locaux, la *Women's Cooperative Society* (WCS) et Rangjung Yeshe Shenpen.

4.4.1 La Women's Cooperative Society et Rangjung Yeshe Shenpen : financer et former pour autonomiser les femmes népalaises

Le projet consiste à offrir de la formation en agriculture aux femmes agricultrices étant membres de la WCS, un organisme proposant principalement du microcrédit aux femmes pauvres. Shenpen, en raison de sa mission et de ses intérêts, finance les formations. La WCS a été créée en 1995 par des femmes et pour des femmes et a pour mission de faciliter l'accès aux services financiers (épargnes, prêts, etc.) aux femmes de la vallée de Katmandou et de réduire la pauvreté grâce à l'autonomisation (*empowerment*) de ces dernières, et ce, en améliorant leur statut économique et social. Entre autres objectifs, WCS tente de favoriser l'épargne individuelle et collective, d'offrir un accès facile au microcrédit, d'offrir un accès facile aux garanties de prêts aux femmes les plus démunies, de les amener à s'engager dans le développement économique de leur entreprise et à éduquer les filles de familles

villageoises pauvres et permettre ainsi de briser le cercle vicieux de la pauvreté. Tel est le discours officiel véhiculé sur le site Internet de l'organisme, dans ses publications (WCS, 2016), mais aussi au cours des rencontres mensuelles tenues par une représentante de l'organisme.

Une des manières complémentaires qu'a trouvée la WCS pour parvenir à cette mission est d'offrir des formations, par exemple en agriculture, à ses membres. Ces formations sont possibles grâce à un partenariat financier avec *Rangjung Yeshe Shenpen*. Shenpen est un petit organisme à but non lucratif dont l'objectif principal est d'apporter un support constant aux plus vulnérables et aux plus pauvres de la communauté locale en favorisant l'éducation, le bien-être et l'autonomisation (Rangjung Yeshe Shenpen, 2015a). Pour accomplir sa mission, *Shenpen* travaille en collaboration avec différentes ONG de la vallée de Katmandou. Ces ONG œuvrent auprès de différentes populations, dont les femmes agricultrices, par le biais de la formation professionnelle de ces dernières (Rangjung Yeshe Shenpen, 2015b). Si Shenpen a décidé de s'impliquer dans la formation professionnelle des femmes népalaises, c'est d'abord parce qu'elles n'ont souvent pas le même accès à l'éducation, l'emploi et aux mêmes moyens de développement économique (Rangjung Yeshe Shenpen, 2015a, 2015c). Les femmes sont encore souvent dépendantes financièrement de leurs pères, leurs frères ou de leurs maris, ce qui implique (et impose) des contraintes et des restrictions à leur bien-être ainsi qu'à leur implication, sociale, économique et politique dans la société.

4.4.2 Kathmandu Metropolitan City et la promotion du jardinage urbain sur les toits : jardiner pour lutter contre les changements climatiques ?

Ce projet porté par la KMC consiste en la promotion et l'implantation de jardins sur les toits des résidences privées des citoyens. Ce projet a été amorcé en 2013. La KMC l'a mis sur pied par le biais de son bureau de la collecte des déchets du département de

l'environnement en partenariat avec le *Resource Centre on Urban Agriculture and Food Security* (RUAF, 2014a), l'ONU-Habitat, et l'*Environment and Public Health Organization* (ENPHO), une ONG népalaise. Le projet compte plusieurs objectifs tels que la lutte aux changements climatiques (KMC, 2012 [document non publié]), la promotion de la productivité des toits verts, la réutilisation des eaux de pluie et la diminution de la production de déchets solides par le recyclage des déchets organiques ménagers. Initialement, le projet était financé par l'ONU et soutenu par des organismes locaux jouant un rôle de mobilisation sociale¹⁸.

Ayant présenté les organismes auprès desquels la recherche a été effectuée, je présenterai dans les deux prochains chapitres les résultats de recherche. Le chapitre 5 sera consacré à l'étude de cas du projet d'agriculture sur les toits dirigé par la KMC tandis que le chapitre 6 sera dédié au projet de microcrédit et de formation offerte aux femmes agricultrices dans la vallée de Katmandou.

¹⁸ Une fois la motivation des participant.e.s avérée, un ingénieur devait inspecter la maison pour certifier que le bâtiment pouvait accueillir sur son toit le poids d'un jardin sans l'endommager. Suivait une formation où on enseignait aux participants comment faire un jardin sur les toits sans abîmer ces derniers. Différents thèmes étaient abordés : arrosage, traitement contre les insectes nuisibles, compostage, recyclage des eaux usées, semences, calendriers des semences, avantages et inconvénients de l'AU, etc. À la fin de chaque formation, en plus d'avoir acquis de nouveaux savoirs théoriques et pratiques, les participants recevaient des semences, un bac à compost et quelques bacs pouvant accueillir de nouvelles plantes comestibles.

CHAPITRE V

PREMIER CAS À L'ÉTUDE : L'AGRICULTURE SUR LES TOITS DE KATMANDOU

Le premier cas à l'étude est le projet dirigé par la ville de Katmandou (KMC), en partenariat avec l'ONU-Habitat, la fondation RUAF, ENPHO et quelques autres partenaires locaux. Dans ce chapitre seront présentés les différents éléments de cadrage qui entrent en jeu dans la construction, pour ces organismes et leurs participantes, de l'AU à Katmandou. Plus spécifiquement, les opérations de cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnels des principaux organismes impliqués, soit la KMC et l'ONU-Habitat¹⁹ seront détaillés. Suivra la présentation des résultats des entrevues réalisées avec les femmes pratiquant l'agriculture sur leurs toits (AST). La présentation de ces résultats suivra la même logique.

Les propos de la KMC ont été principalement recueillis lors d'entrevues individuelles avec le responsable du projet, dans la littérature grise qui m'a été remise par ce dernier, dans le matériel promotionnel produit pour ce projet (vidéo, dépliant et manuel de formation) et lors de l'observation participante réalisée lors de la formation offerte aux citoyennes de la ville. Ceux de l'ONU-Habitat ont été collectés sur le site Internet et dans quelques publications sur le sujet (vidéo, brochures, etc.). Les propos se concentrent sur la description des éléments de cadrage découlant de l'analyse des cadres. Enfin, c'est

¹⁹ Bien que ce projet compte plusieurs partenaires, n'ont été retenus pour la présentation des résultats que deux organismes. Cette décision se justifie par les limites imposées à la recherche dans le cadre de la maîtrise, la disponibilité des informations et l'espace limité pour la présentation des résultats.

seulement après avoir décrit les éléments de cadrage aux chapitres 5 et 6 que la discussion sur les dynamiques de cadrage sera développée, et ce, au septième chapitre.

5.1 Le discours de l'ONU-Habitat : de la théorie à la pratique

5.1.1 D'un problème mondial à un problème local : le cadrage de diagnostic

C'est lors de la Déclaration du millénaire de l'Organisation des Nations unies, en 2000, que l'ONU a déterminé l'extrême pauvreté et la faim (Objectif 1), l'iniquité sociale et économique des femmes (Objectif 3) et les problèmes environnementaux (Objectif 7) (UNDP, 2015) comme des problèmes internationaux prioritaires. Ces enjeux mondiaux ont été découpés en différentes cibles à atteindre. Pour ce faire, les différentes agences de l'ONU, en partenariat avec les gouvernements des différents États membres concernés et d'autres organisations internationales, travaillent à créer, financer et/ou mettre sur pied des programmes.

L'ONU, par le biais de l'ONU-Habitat et d'autres de ses agences, travaille à améliorer ces cibles au Népal en supportant différents projets dans des secteurs tels que la gestion de l'eau, le développement vert, les changements climatiques, etc.. Son implication dans l'établissement du projet d'AST à Katmandou fait partie d'une de ces stratégies et s'inscrit dans le programme *Urban Planning and Design : Green homes — Promoting Sustainable Housing in Nepal (2013-2015)*. Ce programme tend à répondre, entre autres, aux problèmes de la production de gaz à effet de serre et de la pauvreté urbaine (UN Habitat, 2016).

Ce projet s'inscrit aussi en réponse au constat du Programme des Nations unies pour l'environnement qui estimait, dans son rapport intitulé « *Building Urban Resilience :*

Assessing Urban and Peri-Urban Agriculture in Kathmandu », que l'agriculture, dans la vallée de Katmandou, subissait des changements rapides et majeurs ayant des impacts sur le système alimentaire de la ville en intensifiant, par les pressions urbaines, la dégradation de l'environnement tout en augmentant les risques liés aux changements climatiques (Dixit, Chettri et coll., 2014).

Plus concrètement, l'ONU-Habitat, dans une demande de manifestation d'intérêt dans le cadre du programme *Integrating urban and peri-urban agriculture and forestry in the UN-Habitat cities and climate change initiative and partner city adaptation and mitigation strategies and programmes*, identifie une série de problèmes importants :

«The current challenges posed by climate change and its interaction with cities, urban poverty and food security are recognized globally. The rapid urbanisation process goes hand in hand with increasing food insecurity and malnutrition in cities, especially on the side of the simultaneously increasing population living in poverty» (UN-Habitat et RUAF Foundation, 2012 [document non publié])

C'est dans les limites de ce diagnostic que l'ONU-Habitat propose différentes formes de pratiques de l'agriculture urbaine comme solution.

5.1.2 Des propositions de solutions : le cadrage de pronostic

Dans la présente recherche, il est impossible d'analyser en détail les discours d'une aussi vaste organisation que celle de l'ONU, mais dans son appel à candidatures, l'ONU-Habitat propose certaines pistes de solutions dont la pratique de l'AU et périurbaine :

«Urban and peri-urban agriculture production has the added potential of reducing transport, refrigeration, and storage requirements, thus leading to reduction in energy use and related Greenhouse gas emissions» (Ibid., 2012).

C'est dans cette logique que le projet de verdissement des toits de la ville de Katmandou s'inscrit. Ainsi, cette solution devient une stratégie raisonnable pour les différents acteurs appelés à se mobiliser.

5.1.3 Le cadrage motivationnel

L'ONU-Habitat, à travers ses représentants, ses publications, ses projets et plus spécifiquement son appel d'offres ci-haut mentionné (Ibid.) tend à motiver ces partenaires sur le terrain : les gouvernements, les municipalités, les institutions gouvernementales locales (Ibid.), etc. Pour ce faire, elle utilise un discours, voire même un vocabulaire répétitif appelant à l'action les différents acteurs sociaux concernés en leur « [offrant] des raisons de s'engager dans une action collective » (Benford et Snow, 2012 -3/2000, p. 230).

L'utilisation d'idées telles que "The effects of urbanization and climate change are converging in dangerous ways", "Cities are major contributors to climate change: [...] they produce more than 60% of all carbon dioxide and significant amounts of other greenhouse gas emissions" (ONU-Habitat, 2016, 2012; Dixit, Chettri et coll., 2014; NEFEJ, 2014a), en est un exemple. En exposant les avantages potentiels de l'application de solutions, l'ONU-Habitat appelle à la motivation :

«However, when properly planned, capacitated, and managed through the appropriate governance structures, cities can be places of innovation and efficiency. Together with their local authorities, they have the potential to diminish the causes of climate change (mitigation) and effectively protect themselves from its impacts (adaptation) » (ONU-Habitat, 2016).

Cette organisation met en valeur la gravité de la situation et l'urgence d'agir et dirige et interpelle ces partenaires à s'engager dans l'action.

«Cities can reduce their greenhouse gas emissions while simultaneously addressing other pressing local environmental problems such as air pollution, waste, and

transport, not to mention other challenges such as local economic development.» (Ibid.).

En travaillant avec les municipalités et en finançant certains projets spécifiques, l'ONU-Habitat, amène l'acteur social qu'est la ville à se mobiliser et, plus concrètement, à :

« [...] better plan the city with reduced urban sprawl, greener buildings, and better public transport can reduce a city's carbon footprint while at the same time providing a better quality of life for its citizens and an environment that is more attractive.» (Ibid.).

Comme nous le verrons dans la prochaine section, le discours de la KMC se fonde, en quelque sorte, sur celui de cette agence internationale impliquée dans la promotion de l'AU et, plus particulièrement, de la popularisation des toits verts tout en ajoutant une touche locale.

5.2.1 Le discours de la Kathmandu Metropolitan City : l'urgence d'agir

La KMC, en tant qu'acteur social important dans la promotion et l'implantation de l'AU, évoque certains motifs similaires à ceux présentés par l'ONU-Habitat et d'autres qui lui sont propres. Seront présentés dans les prochains paragraphes les cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnel qui lui correspondent.

5.2.2 L'identification et l'attribution du problème : le cadrage de diagnostic

La ville de Katmandou, bien que reprenant une partie du discours et des idéaux véhiculés par les organismes internationaux subventionnant le projet, met surtout l'emphase sur des éléments problématiques la touchant directement. La KMC reconnaît l'urgence d'agir pour lutter contre les changements climatiques, mais identifie aussi le problème de la gestion des déchets solides comme étant plus imminent et comme étant sa motivation première à mettre

de l'avant le projet d'AST. À ce sujet, le représentant de la ville disait: « *it is very difficult to manage solid waste in Kathmandu Valley. Our proposal is to minimize production of waste. It can be minimized from the household by not sending the organic waste to our station. This is the principal matter we want to address.* » (M. Shrestha) L'occurrence de ce propos dans le discours de M. Shrestha semble démontrer l'importance accordée à cet aspect.

En plus du désir de réduire la production de déchets à la source, la ville de Katmandou identifie le manque d'espace et la piètre qualité de l'environnement urbain comme d'importants problèmes. À ce sujet, la ville dit: « *Basically, in Kathmandu we do not have space and we have a deteriorated environment.* » (M. Shrestha) Ces éléments problématiques semblent être à la base de la promotion du jardinage urbain.

Dans le discours du directeur du Bureau de la gestion environnementale de la KMC, M. Shrestha, d'autres défis de nature environnementale, économique, sociale et politique s'ajoutent. Ces éléments supplémentaires seront présentés dans la section du cadrage motivationnel puisqu'ils sont principalement abordés comme des mesures incitatives bien qu'étant des préoccupations certaines. Ils seront donc plus longuement abordés dans la présentation du cadre motivationnel de cet acteur social.

5.2.3 L'AU sur les toits comme solution : le cadrage de pronostic

Benford et Snow disent du cadrage de pronostic qu'il « implique que soit proposée une solution au problème, ou du moins un plan d'attaque, ainsi que des stratégies permettant de mener à bien ce plan » (2012-3/2000, p. 228). À la question du « que faire? » pour réduire la production de déchets et réduire les effets négatifs des changements climatiques sur les

citadins de Katmandou, la KMC, comme la fondation RUAF et l'ONU-Habitat, propose et promeut l'AST comme la principale solution.

Mais pour mettre en place cette solution, la KMC repose principalement sur la coopération, la participation de la plus petite unité de la ville : le citoyen, le ménage. La KMC reconnaît les défis engendrés par le fait de s'adresser aux citoyens de la ville puisque cela représente plusieurs centaines de milliers d'acteurs sociaux à convaincre du bien-fondé de la proposition et, conséquemment, de sa mise en pratique. Probablement pour rejoindre le plus grand nombre, la KMC a développé un cadrage motivationnel large en identifiant plusieurs éléments le composant.

5.2.4 De l'économie à la politique en passant par la santé publique : le cadrage motivationnel de la KMC

Pour favoriser l'action et pousser le citoyen à devenir acteur dans la ville, la KMC a élaboré un discours motivationnel aux visages multiples. Ces éléments sont de nature environnementale, sociale, économique, politique et portant sur la santé individuelle et publique.

5.2.4.1 Motivations environnementales

Les motivations de nature environnementale ont été mentionnées par l'ensemble des acteurs sociaux impliqués dans ce projet. La KMC avance que la pratique de l'AST dans la ville est un moyen de minimiser les impacts négatifs des changements climatiques et de la pollution atmosphérique, mais considère surtout cette pratique comme un moyen efficace de réduire à la source la production de déchets solides. En plus de ces aspects du discours déjà abordés, la KMC voit dans la propagation des pratiques agricoles en ville une manière de remédier à des problèmes concrets tels que le manque d'espaces libres pour ces pratiques

et la pénurie d'espaces verts, ce qui porterait les individus à qualifier de médiocre l'environnement urbain de leur ville. Ainsi, la pratique de l'AST devient un moyen pour les citoyens de contribuer directement à l'amélioration de l'environnement visuel en réduisant la quantité de déchets jonchant les rues et de la qualité de l'air en verdissant la ville.

Une bonne partie de la production vidéographique intitulée *Rooftop gardening in Kathmandu – A climate change strategy* (NEFEJ, 2014 a), qui a servi de matériel promotionnel au projet, met de l'avant cette motivation en présentant différents experts expliquant les effets positifs de l'AST comme stratégie visant la réduction de la production de gaz à effet de serre et de déchets. Tant le représentant de la KMC que le matériel promotionnel du projet promeuvent l'AST pour d'autres motifs environnementaux. L'un d'eux est la réduction de l'utilisation de pesticides et d'insecticides chimiques. En produisant et utilisant leur compost, les citoyens s'assureraient de la qualité de la nourriture produite.

À cela s'ajoute l'argument selon lequel en produisant localement une partie de leur nourriture, les citoyens contribueraient à la réduction de la pollution et de la production de gaz à effet de serre puisqu'on limite ainsi le transport des 600 tonnes métriques de fruits et légumes importées dans la ville de Katmandou quotidiennement (NEFEJ, 2014a). Ces motivations sont facilement associées au désir d'amélioration de l'environnement, tandis que d'autres réfèrent directement au portefeuille des citoyens de Katmandou.

5.2.4.2 Motivations économiques

Les motifs économiques font partie intégrante du discours motivationnel de la KMC et ont été recensés dans tous les documents consultés et lors des entrevues réalisées avec le représentant de la ville. Ainsi, l'AST permettrait à qui la pratique de faire des économies

substantielles puisqu'elle dispense le jardinier d'acheter quotidiennement la ration de légumes consommés par le ménage.

Dans la vidéo promotionnelle du projet, un jardinier interviewé affirme économiser depuis qu'il cultive des légumes sur son toit tandis qu'une dame avance ne plus rien déboursier pour l'achat de légumes depuis avoir commencé à l'AST (NEFEJ, 2014). À ces raisons de pratiquer l'AST, s'ajoutent des facteurs motivationnels sociaux.

5.2.4.3 Motivations sociales

Les motivations sociales poussant les individus à cultiver leurs toits sont variées. On y voit une manière d'occuper les femmes et les retraités pour qui la pratique agricole est inscrite dans la culture, mais ce serait aussi une manière de socialiser, d'interagir avec le voisinage (M. Shrestha, 2015; NEFEJ, 2014a).

À quelques reprises, le directeur du projet à la KMC a mentionné le fait que la pratique de l'AU était un bon moyen d'occuper les femmes au foyer et les personnes retraitées, qui proviennent souvent de familles au passé agraire.

«People who are doing this rooftop gardening (RFT) are retired people, [housewife] women. People who are from farmer families are willing to do it. People who are from outside the city are also from agricultural background, so when they come to Kathmandu they like to do agriculture.» (M. Shrestha, 2015)

Cet argument est aussi illustré dans la vidéo de la NEFEJ (2014a) où la majorité des participants au projet interviewés sont identifiés comme étant des femmes au foyer ou des retraités. Ainsi, l'AST devient un moyen d'occuper les temps libres ou un loisir.

Mais les bénéfices ou motivations à pratiquer l'AST ne s'arrêtent pas là. Ce serait aussi une manière de socialiser et de créer des liens avec les autres participants. Ainsi, après avoir suivi la formation sur l'AST, M. Bikram et les 24 autres participants ont décidé de rester en contact. Ils visitent les toits des uns et des autres et échangent leurs savoirs et leurs semences, car ils ont « décidé d'apprendre les uns des autres » (NEFEJ, 2014a [traduction libre]). C'est à partir de cela que s'est développé, selon un des participants interviewés, « un sens de la compréhension et de la coopération » (Ibid.). M. Shrestha voit dans les liens qui unissent les femmes pratiquant l'AST une concurrence motivante :

«There is a competition among women. One will do something and the other one will also do that. [...] It is a good thing that motivates them. One will give something to another and then to another. They will exchange» (M. Shrestha, 2015).

À plusieurs reprises, on a mentionné le fait que l'installation d'un jardin sur le toit suscite l'intérêt des voisins et la fierté du jardinier qui tendra à partager ses moissons avec son entourage : « *They will share, be proud of it because we cannot get such things on the market. They will say that this is homemade from their house* » (M. Shrestha, 2015).

5.2.4.4 Motivations relatives à la santé des individus et à la santé publique

Bien que dans une moindre mesure que les motivations environnementales, économiques ou sociales, les documents produits par la KMC et les propos de son représentant soulignent les aspects bénéfiques du l'AST pour la santé des individus et des collectivités. Trois aspects principaux caractérisent les bienfaits sur la santé des individus s'adonnant à des pratiques maraîchères dans la ville. Le premier est l'exercice qu'elle permet de faire sur une base quotidienne. Tant les participants au projet interviewés pour la vidéo promotionnelle que le représentant de la ville sont d'accord à ce sujet. Shrestha dit: "*in the morning people can go [on the roof] and do exercise at the same time they do gardening* »²⁰. Le deuxième

²⁰ Ceci fait aussi écho aux pratiques culturelles des Népalais qui, chaque matin, font leurs exercices ou étirements avant d'entamer leur journée.

bienfait du jardinage sur la santé des individus et des populations réside dans le fait que le jardin familial est engraisé uniquement de compost fait maison, ce qui signifie qu'aucun pesticide, fertilisant ou autre produit chimique nocif pour la santé n'a été induit dans la production maraîchère (NEFEJ, 2014a)²¹. Finalement, la KMC reconnaît que la dégradation de l'environnement par la pollution de l'air, de l'eau et la contamination des sols est un enjeu considérable pour la ville et ses résidents. Le verdissement des toits des résidences urbaines est donc vu comme un moyen d'améliorer ces effets pervers en réduisant la production de gaz à effet de serre nocif pour la santé pulmonaire et en aidant à la gestion de l'eau (NEFEJ, 2014a). Finalement, la ville met de l'avant une dernière catégorie de motivations pour faire la promotion de l'AST, les motivations politiques.

5.2.4.5 Motivations politiques

Annuellement, Katmandou se voit imposer un quota minimum de verdissement de la ville par le gouvernement central (M. Shrestha, 2015). À ce sujet, M. Shrestha dit que chaque municipalité se doit de promouvoir le verdissement de la ville parce qu'elles reçoivent des subventions publiques leur octroyant un budget supplémentaire. Ainsi, « *[there are] many agreements relative to it. We call them performance audits for the municipalities and one of them is 'rooftop garden'* » (Ibid.). Ces pressions politiques seraient donc une motivation pour la KMC à promouvoir l'AU.

Mais les liens entre l'AST et le cadre juridique ne s'arrêtent pas là. Depuis le début du projet pilote jusqu'au moment où ces lignes ont été écrites, les ONG locales et internationales ainsi que la KMC sont d'accord et travaillent à la rédaction et la mise en place de politiques, d'actes et de régulations spécifiques à l'implantation de jardins sur les toits de Katmandou. Depuis 2014, deux moutures de la *Rooftop Gardening and*

²¹ Les normes en matière d'épandage de pesticides, d'insecticides et d'autres produits chimiques ne sont pas claires au Népal et il est connu que les agriculteurs népalais utilisent des quantités dépassant les normes habituelles (Bhandari, 2014; Prasain, 2014)

Management in Nepal : Requirements for Specific Policy, Act, and Regulations (NEFEJ, 2014b; NEFEJ, 2015) ont été publiées. Le but de la reconnaissance légale de la pratique de l'AST est, entre autres, d'aider la ville dans la mise en application du projet en rendant obligatoire sa pratique sous peine de sanctions monétaires pour les propriétaires d'immeuble dans la métropole népalaise (Ibid.).

Enfin, il semble possible de dire que les cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnel proposés par la KCM sont diversifiés et relativement flexibles et inclusifs. Le discours de la KMC, porteuse du projet d'AST, reprend et bonifie d'un caractère local et culturel celui des organismes internationaux subventionnaires. En proposant une variété de cadres, la ville intègre et articule de nombreux thèmes ou idées (Benford et Snow, 2012 -3/2000, p. 231). En étant inclusifs, ouverts et élastiques, on suppose qu'ils seront « susceptibles de fonctionner - ou d'évoluer vers - des cadres cardinaux » (Ibid.).

Comme les processus de cadrage s'intéressent à la construction de sens et que tous les « acteurs des mouvements sociaux sont considérés comme des agents signifiants activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens auprès des autres membres, des adversaires, ainsi que de leurs auditoires ou des observateurs » (Ibid., p. 223), je me suis aussi intéressée aux discours de l'auditoire destiné à recevoir le message de la KMC et ses partenaires dans ce projet d'AST en interviewant trois femmes s'adonnant à cette pratique. Je tenterai donc de cerner, dans les propos des femmes agricultrices, les différents cadrages associés à l'analyse des cadres.

5.3 Du discours des femmes pratiquant l'agriculture sur leurs toits

5.3.1 Succincte présentation des participantes

Dans le cadre de cette étude de cas, trois femmes pratiquant l'agriculture sur leurs toits ont été rencontrées : Saru, Shanti et Sunita didis²². Saru et Sunita didis viennent de famille au passé agricole. Toutes trois sont mariées et mères d'un ou deux enfants. Elles pratiquent toutes l'agriculture sur le toit de leur résidence familiale. Ces femmes ont eu un parcours académique fort différent. Shanti didi n'a jamais vraiment fréquenté l'école, Sunita didi a bien un peu étudié, mais n'a pas complété ses études tandis que Saru didi a un diplôme universitaire. Elle est aussi la seule à occuper un emploi rémunéré.

Saru didi est la seule à vivre avec un membre de sa belle-famille, soit son beau-père. Tout près de chez elle, elle possède une petite terre de 8 *aana* (254,4 m²). Elle est l'instigatrice du jardin sur son toit, mais c'est son beau-père qui exécute la majorité des tâches de nature agricole, et ce, tant sur le toit que sur la terre familiale. Elle dit de sa participation:

«I will provide some technical points as well as information about the market. I will say: « this crop is very good » or « we should plant this instead of that ». I will suggest to him but the rest of the decisions he will make» (Saru didi).

En plus de ses pratiques agricoles, Saru didi et sa famille collectent les eaux de pluie pour leur utilisation personnelle.

Finalement, toutes ces femmes faisaient bien pousser quelques plantes sur leurs galeries avant d'avoir suivi la formation de la ville, mais c'est après celle-ci qu'elles se sont toutes mises à une culture plus « intensive » couvrant de 60 à 80 % de leur toit de plantes.

²² En népalais, le terme didi signifie grande sœur. C'est aussi un terme général d'adresse démontrant le respect que l'on confère à une personne. Ce terme est utilisé comme les Occidentaux utilisent les termes d'adresse tels que « madame » ou « monsieur ».

5.3.1 Identifier les problèmes pour mieux agir : le cadrage de diagnostic

Pour les Népalaises, s'adonner à l'agriculture va de soi étant donné que cette pratique s'inscrit dans la culture nationale et familiale de la plupart des ménages. Sunita didi a donc identifié l'absence d'espace cultivable de sa résidence postnuptiale comme le problème majeur l'ayant amenée à pratiquer l'AST.

Quant à elle, Shanti didi s'est mise à jardiner sur son toit parce qu'elle avait du temps libre à occuper. Convaincue qu'elle ne pourrait pas occuper un emploi rémunéré parce qu'analphabète, elle s'est mise à l'AST après avoir vu des programmes télévisés et entendu des émissions radiophoniques sur le sujet. En se demandant ce qu'elle devrait faire pour occuper ses temps libres, Shanti didi a trouvé dans la pratique agricole une réponse adéquate à ses besoins personnels tout en contribuant au mieux-être de sa communauté. Shanti didi a aussi identifié la pollution urbaine comme un problème majeur lié à son choix de pratiquer l'AST.

Pour sa part, Saru didi, qui est à la fois une agricultrice et une employée de la KMC, croit profondément au bien-fondé de cette pratique. Elle y voit une manière de répondre au problème criant de la gestion des déchets solides, problème qu'elle dit aussi relever de la santé publique. Elle identifie aussi la perte de terres arables dans la vallée de Katmandou en raison de l'urbanisation rapide comme un problème majeur auquel il faut répondre. Elle pense que les gens préfèrent encore cultiver les champs parce qu'ils sont habitués à ce genre de pratiques, mais elle voit dans le coût de ces pratiques un frein important retenant les individus à poursuivre leurs pratiques traditionnelles²³. Mais Saru didi va plus loin et

²³ Les raisons évoquées par Saru didi sont probablement liées au coût de la main-d'œuvre urbaine et aux problèmes en approvisionnement en eau. À cela s'ajoute la valeur de la terre qui est de plus en plus élevée dans la vallée de Katmandou, donc de moins en moins abordable ou rentable pour l'exploitation agricole.

affirme qu'une grande partie des problèmes environnementaux au Népal prennent racine « dans l'esprit des gens et la culture populaire [puisque] les gens n'ont pas l'esprit vert, qu'ils n'aiment pas les déchets, et ce, même si c'est pour les transformer en quelque chose de bien et de bon ». Cette participante identifie aussi deux problèmes de nature sociale motivant la pratique de l'AU : l'isolement des personnes âgées et la migration massive des jeunes. Elle explique que souvent, les personnes âgées sont venues du village pour être avec leurs enfants travaillant à la capitale (et ont conséquemment perdu une bonne partie de leur réseau social). De cette migration interne découlerait un plus grand isolement social. Saru didi pointe le problème de la migration massive des jeunes népalais en manque d'emplois vers les pays du Golfe et la Malaisie comme un autre problème national crucial. Tous ces problèmes ont donc une solution en commun : la pratique de l'AST.

5.3.2 Proposer une solution : le cadrage de pronostic

Pour remédier au manque d'espaces pouvant être consacrés à l'agriculture en ville, un nombre important de citoyens cultivent quelques aliments utilisés dans la cuisine de tous les jours, dans divers contenants. C'est la solution que Sunita didi a adoptée lorsqu'elle a emménagé dans l'appartement situé au dernier étage de leur immeuble. Toutefois, c'est sous les encouragements de la responsable du projet d'AST de la KMC qu'elle s'est mise à une culture plus intensive. Cette dernière lui aurait dit : « *you must add boxes and containers in order to cultivate more* », ce qu'elle a consenti à faire après avoir assisté à la formation offerte par la ville.

Shanti didi dit avoir commencé un jardin sur son toit parce qu'étant femme au foyer et mère de collégiens, elle avait du temps à occuper et le fait d'être analphabète ne lui permet pas d'occuper un emploi. Pour elle, cultiver son toit est aussi une manière de faire quelque chose pour améliorer l'esthétique de la ville ainsi que la qualité de l'air.

À la question du « que faire ? » pour améliorer les situations problématiques identifiées, Saru didi croit fermement que l'AST est une des solutions à adopter. D'abord, parce que les toits représentent, pour elle, un espace sous-utilisé répondant directement à ce manque flagrant d'espaces verts et exploitables à des fins agricoles dans la ville. Pour elle, l'AST est un outil de sensibilisation aux questions environnementales. Il serait donc du devoir de la ville de sensibiliser et d'éduquer ses citoyens au bien-fondé des pratiques agricoles en ville.

«People can recognize that environment is important but their attitude is different. They throw things away when it is over. Their attitude isn't nice. If you do not have the right attitude, you cannot change your habit. This is why we must continuously do public education campaign. The government must do it all the time» (Saru didi).

Elle croit aussi que les autorités gouvernementales devraient motiver les citoyens en offrant gratuitement et abondamment les formations.

«We should have some motivation programs. We have to encourage and motivate people. The city has to offer training freely and it has to be easy to access it. Anyone who wants to get training should be able to go to the municipality and get it. But sure, it is free of cost. Now, the municipality does not take money for it. There is just the compost bin for which people have to pay half» (Saru didi).

Finalement, Saru didi voit dans la pratique de l'AST une manière novatrice de créer des emplois pour prévenir l'exil de la jeunesse népalaise qui quitte massivement le pays pour aller travailler à l'étranger et d'occuper et de valoriser les personnes âgées.

5.3.4 La motivation dans le quotidien : le cadrage motivationnel

Au sein des discours des trois participantes, il est possible d'identifier de multiples sources de motivation à leurs pratiques de l'agriculture. Ces motivations sont parfois tout à fait personnelles, d'autres fois elles sont partagées entre toutes les participantes et de temps à autre, elles évoquent des éléments du discours des organismes subventionnaires. Ces

motivations sont de nature économique, sociale, culturelle, environnementale, temporelles, politique et en lien avec la santé. Dans les prochains paragraphes, seront présentées plus en détail les particularités du discours des agricultrices urbaines rencontrées dans cette première étude de cas.

5.3.4.1 Motivations économiques

Les trois femmes rencontrées ont reconnu l'importance des retombées économiques de leurs pratiques agricoles sur les revenus de leur famille. Toutes économisent sur l'achat de leur ration quotidienne de légumes et deux, Saru et Shanti didis, en tirent un revenu. En cultivant sur leurs toits, Saru, Shanti et Sunita didis disent avoir accès à des légumes frais à l'année :

«Because of the lack of water around the farmhouse, I think I have vegetables for only seven to eight months a year. But all year, I grow vegetables on the roof. If there is no water, then I put wastewater. I do keep the wastewater from the dishes, the bath, from the clothes washing, from washing vegetables and then I give it to the plants. I give all this water to the plants and because of that, I can cultivate all year long» (Saru didi).

En faisant pousser ces légumes, cette participante estime n'avoir à acheter que 30 % des légumes que sa famille et elle consomment annuellement. Elle économiserait encore du fait que tous ses légumes sont biologiques et que le consommateur doit déboursier un peu plus pour acquérir ce genre de légumes (*Ibid.*). Sunita didi dit que depuis qu'elle s'adonne à l'AST, elle n'achète des légumes au marché que si elle n'en produit pas en assez grand nombre ou si le légume désiré est hors saison : « *I just have to buy a little bit of vegetables if they are available in the market but not in my garden, but most of the time I have enough on my roof.* » (Sunita didi).

En plus de faire des économies sur l'achat de légumes, Shanti didi affirme qu'il lui arrive aussi de vendre une partie de ses surplus au magasin du coin. À ce sujet, elle avance: « *sometimes I have too much of green onions and I sell some to the shop close by. I got 20 to 50 rupees (de 20 à 50 cents) a packet* » (Shanti didi).

Qui plus est, Shanti didi a instauré un système d'échange avec le boucher de son quartier. En échange d'oignons verts qu'elle produit en grande quantité, cette participante acquiert de la viande. En plus de créer des liens significatifs avec son entourage, cette femme a l'impression d'y gagner puisqu'elle affirme que la viande est un produit dispendieux en comparaison avec ses légumes. Cette agricultrice affirme toutefois qu'il n'est pas toujours facile de vendre les surplus étant donné qu'ils sont limités et imprévisibles. De plus, le marché représenterait en soi une difficulté. Elle dit :

« I want to have all kinds of vegetables so if there is too much of one, I do not know where to go to sell it and we cannot eat everything. In my mind, if I grow all kinds of vegetables, for us it is too much and for sale is not enough. This is difficult » (Shanti didi).

Ainsi, si elle n'arrive pas à vendre ces surplus, elle les fera sécher pour les utiliser plus tard.

Saru didi vend aussi une partie de sa production, mais son expérience est tout autre. En fait, elle s'adonne à l'AU partiellement dans le but de générer des revenus. En vendant une partie de certaines productions, son beau-père récolterait son « argent de poche ». En équipe, ils cultivent donc des denrées à forte valeur ajoutée tels que des piments forts locaux²⁴, des asperges, élèvent des vers à compost et produisent du compost et des œufs biologiques.

²⁴ En 2014, Saru didi et son beau-père auraient produit et vendu 42 kilos de *Dalla kursani*, un piment fort spécialement apprécié par les Himalayens.

Mais ces femmes ne sont pas motivées que par les aspects financiers de l'AST et toutes disent en retirer des bénéfices sociaux assez importants pour les pousser à poursuivre.

5.3.4.2 Motivations sociales

Tant Shanti, Sunita que Saru didis reconnaissent une panoplie de motivations sociales à la pratique de l'AST telles que : la reconnaissance/notoriété sociale dans la communauté, la participation sociale, l'entraide et l'échange ainsi que le réseautage. Pour les trois agricultrices rencontrées, la pratique de l'AST est un outil de participation sociale. Pour Sunita et Shanti didis, toutes deux femmes au foyer, cette pratique est une occupation personnelle, mais aussi sociale dans la mesure où elle contribue à améliorer l'environnement du voisinage.

Plus concrètement, la pratique de l'AST serait pour elles un outil de socialisation. Pour Sunita didi, sa participation à la formation sur le sujet lui a permis d'élargir son cercle de connaissances habitant dans son quartier et s'intéressant, comme elle, à cette activité :

«Now, I know and talk with them. After training, we used to talk to each other to see what was happening with others' garden, what to do if a problem happens and so on. People help each other. We make new contact. If I don't know, I will ask friends and the opposite is also true».

Ainsi, le jardin devient un outil d'échange et de socialisation. Avec ses ami.e.s agriculteur.rices, elle échangera des semences et à ses proches, elle offrira des légumes. Cette expérience est partagée par Shanti didi, Saru didi et son beau-père. Saru didi affirme que ce dernier, contrairement à bien d'autres personnes âgées du voisinage, a plus d'occasions de socialiser parce qu'il est actif et cultive toujours. Elle explique cela ainsi :

«Here, we don't know so much the others and the other elderly people but people know my father-in-law. Why do they know him? Because he is doing work, because he is going outside of the house, because he is active» (Saru didi).

Sunita didi partage aussi cette idée selon laquelle, d'un point de vue collectif, l'AST est une manière de garder les personnes âgées actives. Selon elle, il est difficile pour ces dernières d'aller cultiver les champs donc l'AST devient une option intéressante²⁵.

Deux des participantes ont identifié leurs pratiques de l'AST comme un instrument de reconnaissance sociale. Par exemple, il arrive à Sunita didi, grâce à sa pratique et son expérience, de transmettre à ses voisins intéressés son savoir-faire.

Au sujet de la reconnaissance sociale reliée à leur pratique d'AST, Saru didi en a long à dire. Elle affirme que leur pratique agricole, en général, fait parler dans le voisinage, voire même dans la ville, ce qui leur conférerait un certain statut. Elle explique que les gens d'un peu partout les connaissent parce que : « *they recognized (me) from my rooftop garden, from my earthworms gardening. This is why I got recognized in my community* » (Saru didi).

En plus de motivations de nature sociale, les participantes ont aussi identifié des motivations culturelles à pratiquer d'AST.

²⁵ En cultivant dans des bacs, les personnes s'adonnant à cette pratique n'ont plus à se pencher au niveau du sol comme l'exige l'agriculture dans les champs.

5.3.4.3 Motivations culturelles

Saru et Shanti didis ont toutes deux grandi au sein de familles d'agriculteurs et toutes trois ont épousé des fils d'agriculteurs. En cultivant sur leurs toits, toutes prolongent une longue tradition familiale.

Qui plus est, il est possible d'identifier des avantages culturels beaucoup plus spécifiques, ou palpables, dans les discours de Saru, Sunita et Shanti didis. Par exemple, toutes trois cultivent des fleurs ou des herbes pour les utiliser dans les rituels²⁶. À ce sujet, l'expérience et les propos de Shanti didi sont très intéressants. Cette dernière cultive aussi des fleurs pour les intégrer dans les cérémonies religieuses auxquelles elle s'adonne quotidiennement; elle offre ces fleurs en offrande dans différents temples de la ville : « *Every morning I do puja (religious rituals). On my ritual plate I put lots of flowers. I go to all temples to do puja and give flowers to the gods. Then I come back. [...] After giving offerings, I feel good and peaceful* » (Shanti didi). Ainsi, Shanti didi dit cultiver une moitié de son jardin pour sa famille et l'autre moitié pour les dieux qu'elle vénère. Saru didi est un peu plus spécifique et dit faire pousser certaines espèces les plus convoitées ou appréciées pour les rituels religieux :

« For many festivals we need flowers. So, it is common to see people growing them and use them for it. Often, those flowers aren't available on the market, so people plant them in order to get access to them. This is a benefit. This is what happened while celebrating our dead people like I did when my mother died. » (Saru didi)

5.3.4.4 Motivations environnementales

Les trois participantes ont aussi en commun de se soucier de l'environnement et, par leur pratique d'AST, ont l'impression de faire leur part pour en améliorer la qualité. Plus

²⁶ Pour plus de détails sur la production agricole des participantes et sur ses fonctions, voir l'Annexe B.

spécifiquement, l'AST serait un moyen efficace de gérer les déchets, d'embellir la ville et d'isoler les toits des maisons.

Par leur pratique de l'AST, les agricultrices urbaines reconnaissent plusieurs avantages à composter à la maison. D'abord, cela leur permet d'avoir accès rapidement et sur place à un engrais de qualité et sans produits chimiques. Ensuite, cette pratique a l'avantage de réduire considérablement la quantité de déchets produits par leur ménage, ce qui contribuerait à garder l'environnement plus propre. À ce propos Sunita didi dit « *With the waste, I can do compost, which reduces the waste. This is organic compost that we can use in our vegetable garden. Then, everything looks much cleaner, greener and nicer. It prevents throwing good things* ». Sunita dit avoir appris à composter en assistant à la formation offerte par la KMC; « *Before, I didn't know how to make compost. I threw everything* » et se réjouit d'avoir intégré cette pratique dans son quotidien.

Comme les deux autres participantes, Shanti didi a été touchée par le fait que jardiner aide à réduire à la source les déchets produits par son ménage. Elle ajoute à cela un argument esthétique. Pour elle, l'AST contribue à l'embellissement et au verdissement de son environnement et de son quartier ce qui, même à une très petite échelle, participe à l'amélioration de la qualité de l'air de la ville.

Finalement, Sunita didi dit aussi avoir remarqué que son appartement, situé à l'étage au-dessous du jardin, est, durant les mois les plus chauds, plus frais qu'avant son installation, ce qu'elle apprécie grandement. Elle justifie ce changement par le fait que le jardin isolerait le toit.

5.3.4.5 Motivations concernant la santé

Des motivations concernant la santé ont aussi été abordées par les trois femmes rencontrées. Parmi ces dernières il y a : garder la forme en faisant de l'exercice, cultiver certaines plantes pour traiter des problèmes de santé spécifiques et cultiver pour consommer des légumes frais sans pesticides et autres produits chimiques.

Tant Saru, Sunita que Shanti didis ont affirmé que leurs pratiques d'AST étaient un bon moyen de faire quotidiennement de l'exercice²⁷. Comme plusieurs Népalais, Shanti didi voit dans le jardinage une manière de rester active tout en faisant de l'exercice. À ce propos, elle dit: « *When I do not have other chores, I come on the roof and do a bit of gardening and exercise at the same time* ».

Pour Saru didi, la pratique de l'AU est une manière de garder la forme, et ce, tant physiquement que moralement. À ce sujet, elle dit du jardinage que c'est une forme de « *clay therapy* » pour ceux qui en ont besoin. Aussi, elle pense que son beau-père garde la forme parce qu'il est occupé et actif. Mais cela étant dit, elle reconnaît qu'à un certain âge certains efforts tel que transporter de lourdes charges ne sont pas appropriés et qu'il est important d'adapter ses pratiques aux capacités de la personne :

« I thought that it was easy to grow asparagus for my father-in-law. You just have to plant and wait to harvest them. They necessitate little work. [...] After, you have to bring them to the market, but if you grow cauliflowers, eggplants and so on, you have to work a lot and those veggies are heavy and difficult to carry around. [...] Due to his age, he is around 68 year-old, I thought it was better to give him easy work in which he doesn't have to bring heavy load » (Saru didi).

De manière plus pratique, d'autres variétés de légumes et de plantes sont cultivées pour des raisons de santé ou comme traitement. Par exemple, Saru didi cultive de l'aloès vera pour

²⁷ Les Népalais et les Népalaises ont l'habitude de faire de l'exercice, ou du moins des étirements, tous les matins en se levant ; cette pratique fait partie du rituel quotidien d'une grande majorité. Ainsi, lorsque je demandais aux femmes participantes de me décrire une journée typique à partir du lever jusqu'au coucher, la majorité ont dit qu'elles se levaient, se lavaient, faisaient des exercices, balayaient la maison, etc.

assouplir la peau, guérir certaines blessures, mais aussi pour gérer, sur une base quotidienne, sa haute pression.

Enfin, les trois participantes ont mentionné être heureuses de cultiver et consommer leurs légumes parce qu'elles savaient que ces derniers ne contenaient aucun engrais ou produits chimiques et étaient, par conséquent, biologiques. À ce sujet, les propos de Sunita didi sont éclairants: « *Having fresh and organic vegetables on a regular basis is an advantage for us and for our health* ». Dans les trois prochaines sections seront abordées des motivations singulières à l'une ou l'autre des participantes.

5.3.4.6 Motivations en lien avec l'estime personnelle

Sunita et Shanti didis ont toutes deux mentionné que leurs pratiques d'AST et les commentaires positifs qui s'en dégagent favorisaient leur estime personnelle. Par exemple, Shanti didi se dit fière, satisfaite d'elle-même. Elle est contente de composter et de produire des légumes frais et sains pour sa famille et son entourage. Cette fierté vient, entre autres raisons, du fait qu'il arrive que des représentants de la ville travaillant sur le projet d'implantation de toits verts viennent, accompagnés d'observateurs, pour voir son jardin considéré comme modèle. Mais cette pratique la rend aussi heureuse et fière parce que son mari et ses fils la complimentent pour son travail continu : « *My son talks about it on Facebook and my husband too. My husband says that he is very happy to eat vegetables and when it comes nice he takes photos and shows them* » (Shanti didi).

5.3.4.7 Motivation temporelle

Sunita didi est la seule à associer à sa pratique de l'AST un avantage temporel important. Elle perçoit dans le fait d'avoir son jardin à proximité une manière de gagner du temps en n'ayant pas à aller quotidiennement au marché. À plusieurs reprises au cours des entrevues,

elle a mentionné cet aspect qui semble lui essentiel : « *I don't have to hurry to go buy vegetables because everything is available on the roof* ». Cet avantage est unique à cette participante et pourrait être important pour cette dernière en raison de problèmes de santé qui l'obligent à passer plusieurs heures par jour dans une clinique pour recevoir des traitements. Le jardin sur le toit permet de simplifier son quotidien.

La dernière motivation ayant été abordée par une seule participante est de nature politique.

5.3.4.8 Motivation politique

Saru didi ne perçoit pas que des motivations individuelles dans ses pratiques agricoles; elle y trouve aussi des motivations collectives de nature politique. Lorsque je lui ai demandé pourquoi elle jardinait sur son toit, elle a tout simplement répondu : « pour le bien de la nation ». Pour elle, verdir son toit est une manière d'améliorer de l'environnement « pour l'ensemble de la nation ». Qui plus est, ce serait aussi une manière de nourrir la population urbaine. Finalement, avoir un jardin sur son toit est une manière d'éduquer et d'ouvrir l'esprit de l'Autre puisque « la plupart des Népalais n'ont pas ce genre d'esprit et, conséquemment [il] est difficile de faire changer les choses ». Ainsi, en donnant l'exemple, cette participante veut démontrer que l'agriculture, particulièrement en ville, est encore une pratique bénéfique pouvant contribuer au mieux-être collectif.

Ces propos me mènent donc à brièvement présenter la perception populaire de la pratique de l'agriculture urbaine à travers les propos recueillis auprès de ces trois participantes.

5.3.5 La perception populaire de l'AU à travers les propos des participantes

Bien que Saru didi dise être maintenant reconnue dans sa communauté en raison de ses pratiques agricoles, elle avoue que cette reconnaissance n'aura pas été facile à gagner et qu'elle a d'abord dû faire face au jugement de ses pairs. Par exemple, lorsqu'elle a commencé à élever des vers²⁸ pour produire et vendre du compost son mari et son beau-père étaient en désaccord et son entourage semblait mépriser cette activité. Constamment, on lui demandait pourquoi elle vaquait à ce genre d'activité puisqu'elle était déjà « riche » et n'avait aucun besoin de toucher, traiter ces matières organiques perçues comme sales et impures²⁹. Elle dit aussi avoir été consciente, au début de son élevage de vers, que les gens pensaient qu'elle était « folle et sale » pour ainsi traiter les déchets organiques des autres³⁰. Avec le temps, elle aura su convaincre les membres de sa communauté de sa pratique. Ce serait la richesse du terreau produit qui aurait convaincu les membres de sa famille, et plus particulièrement son beau-père, de l'efficacité de cette méthode. Mais le fait que son expertise soit reconnue et médiatisée aura aussi contribué à l'acceptation sociale de cette pratique peu commune chez les Népalais :

« Je fais beaucoup parler de moi. Par exemple, lorsque les connaissances de mon mari me voient dans les journaux, à la télé ou m'entendent à la radio, ils demandent : « mais qu'est-ce qu'elle fait ta femme ? ». Mon mari en est content et fier. [...] Après cela, tout le monde veut acheter ma production de compost, de vers, de piments forts. Maintenant, on me connaît comme la « *worm lady* » ou la « *Kursani* [piment fort] *lady* ».

Sunita et Shanti didis ont aussi dû faire face à certains commentaires réprobateurs de leurs proches. Shanti didi se rappelle qu'au début, ses enfants exprimaient ouvertement leur désaccord, disant que cela devait être une tâche ennuyante en plus de n'être pas nécessaire étant donné qu'« ils pouvaient se permettre d'acheter leurs légumes au marché local ». Ce

²⁸ Seules deux variétés de vers sont utilisées pour le vermicompostage, *l'eisenia foetida* et *l'eisenia andrei*. Le fumier des vers est un engrais riche et souvent convoité.

²⁹ La culture népalaise accorde beaucoup d'importance, tant socialement, culturellement que religieusement, aux notions de pureté et d'impureté, stigmatisant souvent celui ou ce qui est sale, impur (Cameron, 1998).

³⁰ Saru didi et sa famille ne produisent pas assez de déchets organiques pour alimenter leurs vers. Elle ramasse donc, deux à trois fois par semaine, les déchets organiques d'un petit restaurant avoisinant.

ne serait qu'après quelques récoltes que leurs remontrances auraient cédé le pas à la fierté. Finalement, Shanti didi dit avoir bien essayé de convaincre certaines de ses amies à la pratique de l'AST, mais sans grand succès.

« No one wants to do because they have a lot of money to buy vegetables from the market. So, they don't want to do it. If they do, it will become a nice environment for all of us. I do talk about rooftop gardening and always request my friends to do, but they have other things to do. Few people are willing to do rooftop gardening. [...] Nowadays it is true that people don't like to work with their hands and they don't appreciate too much sun because they become darker ».

5.4 En guise de conclusion

L'étude de cas présentée dans ce chapitre s'attardait à mieux comprendre les pratiques d'AU des acteurs sociaux impliqués dans la promotion et la pratique de l'AST à Katmandou. Les discours de quelques acteurs sociaux, des organismes internationaux aux citoyennes pratiquant l'AU en passant par les représentants de la KMC, ont été exposés. Cela dit, s'en dégage-t-il une vision commune entre tous ces acteurs ? Comment s'articulent les pratiques des femmes, leurs discours et ceux des organismes impliqués ?

L'exposé des opérations de cadrage de diagnostic et motivationnel³¹ montre que le discours de l'ONU-Habitat est principalement conceptuel. Certains de ces éléments sont repris, interprétés et bonifiés d'exemples locaux par la KMC. La ville, en identifiant plusieurs problèmes (ex. : luttes aux changements climatiques, gestion de l'eau, gaz à effet de serre, gestion des déchets solides, etc.) auxquels la pratique de l'AST pourrait répondre, a su rencontrer les impératifs des organismes subventionnaires. En y ajoutant une composante locale (problème concernant la gestion des déchets solides, problème de la qualité de l'air, non-emploi des femmes et des retraités), la KMC semble avoir réussi à rejoindre les

³¹ Voir les tableaux récapitulatifs des différentes opérations de cadrage de diagnostic, de pronostic et motivationnel des acteurs sociaux exposées dans cette première étude de cas à l'Annexe C.

préoccupations de ses citoyens. Cependant, c'est probablement en développant un cadrage motivationnel à l'image des préférences de ses résidents que la ville aura su intéresser et convaincre un nombre toujours croissant de personnes à pratiquer l'AST.

Dans cette étude de cas, à des problèmes de différentes natures (économiques, sociaux, environnementaux et politique) une réponse principale, ou cadrage de pronostic, est proposée : la pratique de l'agriculture sur les toits. Ce simple plan d'action fait consensus parmi des acteurs sociaux de provenance et de milieux différents. En fait, une seule agricultrice a proposé des outils supplémentaires pouvant aider à régler certains problèmes identifiés, Saru didi. Cette dernière ajoute que la pratique de l'AST est aussi un moyen d'éduquer et de sensibiliser la population tout en pouvant générer des emplois. L'évocation de Saru didi du fait que l'AST est une solution au manque d'emploi rappelle aussi les propos des agences internationales qui voient dans cette pratique un outil de création d'emploi et d'autonomisation des plus populations les plus vulnérables.

En regardant de plus près les cadrages, j'aurais tendance à croire, comme le proposent Benford et Snow, que le cadrage de diagnostic tend ici à correspondre à son cadrage de pronostic (2012-3/2000, p. 242). Ainsi, à la question du « que faire? » pour répondre aux problèmes identifiés par les différents acteurs sociaux, la réponse proposée, soit la pratique de l'AST, répond adéquatement.

Le même phénomène se produit en ce qui concerne le cadrage de diagnostic et le cadrage motivationnel. Les organismes internationaux proposent en général un discours plus théorique (ex. : réduction de la production de gaz à effet de serre) tandis que la ville, qui partage souvent les mêmes motivations que ses bailleurs de fonds, exprimera ses motivations à faire la promotion de l'AST en termes beaucoup plus simples se collant ainsi sur la réalité des citoyens et des citoyennes de Katmandou.

Enfin, il apparaît que la plupart des éléments des discours des femmes pratiquant l'AST se retrouvent dans le discours proposé par la ville qui, par l'élaboration détaillée de son cadrage motivationnel, leur offre des raisons de s'engager dans une action collective à l'image de leurs besoins. Cet engagement est perceptible dans les propos des femmes agricultrices (désir de s'impliquer pour le bien de la nation, désir d'éduquer ses voisins et de changer les mentalités de leurs proches), mais aussi dans leurs actions. Bien que jardinant seules, ces femmes disent essayer d'inciter les membres de leur entourage à faire de même (Shanti didi) ou encore enseigner à qui le veut bien à faire de la sorte (Saru didi et Sanita didi). Est-ce que ces femmes agricultrices, par leurs pratiques et discours, arrivent à influencer les discours des organisations porteuses du projet ? La recherche ne saurait le dire.

Dans le prochain chapitre seront présentées les mêmes opérations de cadrage, mais pour les acteurs sociaux ayant pris part à la deuxième étude de cas.

CHAPITRE VI

DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS : FINANCER ET FORMER LES FEMMES AGRICULTRICES À KATMANDOU (WCS ET SHENPEN)

C'est pour mieux cerner la variété des discours en lien avec les pratiques sociales d'AU que deux études de cas ont été réalisées. Bien que travaillant, dans les deux cas, avec des femmes pratiquant l'agriculture, les deux projets étudiés sont fort différents. Tandis que le premier projet rassemblait des acteurs de différentes provenances, le deuxième projet, celui dont les résultats seront présentés au fil de ce chapitre, se compose du travail de collaboration de deux organismes locaux : la *Women's Cooperative Society* et *Shenpen*³².

Dans les prochaines sections seront présentés les résultats de la recherche en fonction des cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnels des organismes concernés. Suivra la présentation des mêmes cadrages, mais pour les quatre agricultrices urbaines ayant suivi une formation offerte par ces organismes.

³² La quantité des données recueillies pour cette étude de cas est plus mince que pour la première. Est-ce parce que ces organismes, fonctionnant avec de petits budgets, se contentent de répondre à des besoins immédiats exprimés par les femmes fréquentant leurs programmes sans se soucier ou ressentir le besoin d'en faire la promotion ? Peut-être ces organismes ne ressentent-ils pas le besoin de produire un discours faisant la promotion de leurs actions ? Peut-être n'ont-ils pas besoin de convaincre plus d'individus à y participer ? Est-il possible que la qualité des entrevues ait été influencée par le contexte dans lequel la plupart d'entre elles ont été réalisées, soit après le séisme et en plein cœur de la crise provoquée par le blocus indien sur le Népal ? À toutes ces questions, je n'ai pas de réponse, mais y réfléchir et les garder en tête permettra sûrement de mieux comprendre les limites de cette recherche et rappelle que la maîtrise est un exercice complexe d'apprentissage.

6.1 Women's Cooperative Society et Shenpen: donner accès au crédit et former pour autonomiser les femmes népalaises

La *WCS* et *Shenpen* travaillent avec les femmes agricultrices depuis de nombreuses années. Comme plusieurs autres ONG, ces dernières voient dans la formation professionnelle des femmes une manière de les autonomiser socialement et financièrement.

6.1.1 Identifier l'origine d'un problème : le cadrage de diagnostic

Si la *WCS* a été fondée, c'était, de prime abord, pour offrir des prêts à faibles taux d'intérêt et répondre « au problème de pauvreté des femmes népalaises en les autonomisant (*empowering*) par le biais de l'amélioration de leur statut économique et social » (*WCS*, 2015 [traduction libre]). La culture népalaise étant patriarcale et discriminatoire à l'égard des femmes (Mahat, 2003; Nowack, 2015), les femmes et les filles de ce pays sont moins éduquées (et plus souvent illettrées), souffrent plus d'insécurité alimentaire et sont très souvent dépendantes socialement et économiquement d'un homme; dans un premier temps de leur père ou de leur frère et ensuite de leur mari. Ainsi, *WCS* et *Shenpen* identifient la pauvreté, la situation de dépendance des femmes et le caractère patriarcal de la société népalaise comme étant problématiques et, par leur action, tendent à modifier cette situation.

6.1.2 Trouver des solutions : le cadrage de pronostic

Le cadrage de pronostic implique la proposition d'une solution s'articulant à la situation problématique, ainsi que les stratégies qui permettront de mener à bien ce plan (Snow et Benford, 2012 -3/2000; Benford, 1993). À la question du « que faire? » la *WCS* répond: « *to provide easy access to financial services for women in urban and rural areas and assist in alleviating poverty through women empowerment by raising their economic and social*

status » (WCS, 2015). En entrevue, le représentant de la WCS rencontré répète dans ses mots le discours officiel et ajoute :

« We work with low-level income women to empower them economically, to make them independent. We tell them that they can stand by themselves on their feet. For that, women cannot do only housework but must do other things. We tell them that after doing the housework, they can do other work. [...] Our program is to make women sustain themselves. [...] We are making women with low income being economically self-independent. If the women become independent economically, we succeed. » (représentant de la WCS)

Le représentant de la WCS rencontré explique que son organisation, par les rencontres mensuelles qu'elle propose à ses membres, aide aussi les femmes à discuter et intervenir lorsqu'elles font face à d'autres problèmes, dont, par exemple, des problèmes de nature sociale. À ce propos, il dit:

« We also do brainwash. It means that we give advice, we teach them new knowledge. For example, we teach them and repeat that alcohol is not good, that it makes problem and wastes the financial resources of the family. We will tell them that this is not okay. That it is not good to fight in a family because no one is happy... if you want to destroy those habits, you can make groups and discuss.

If the group is strong, it is a force. People can help each other and communication will help. If you have five members, you can discuss your personal problems (husband that drinks and beats) the group can talk with the husband and it can make the situation better. »

Ainsi, ces groupes de microfinance et de formation pourraient aussi être un outil de changement social.

Chez Shenpen, on croit qu'outiller les femmes en leur offrant des formations est un moyen efficace de contrer leur situation de dépendance et de changer, petit à petit, la société dans laquelle ces femmes évoluent. C'est donc pourquoi cet organisme finance des formations en agriculture (coordonnatrice de Shenpen). Ayant identifié les cadrages de pronostic et de

diagnostic des organismes porteurs du projet, les prochaines lignes s'attarderont à présenter les différents éléments composant le cadrage motivationnel.

6.1.3 Cadrage motivationnel

Le cadrage motivation renvoie « à la production des raisons de l'engagement dans l'action et à la sélection de vocabulaires de motifs appropriés » (Benford, 1993, p. 12). De par leur mission et leur engagement auprès des femmes népalaises, les deux organismes partenaires ont développé un discours justifiant leur engagement au fil des ans. Ce discours, tournant autour de l'autonomisation et du bien-être des femmes népalaises, est orienté vers trois principaux axes motivationnels : économique, social et culturel.

6.1.4.1 Motivations économiques

Pour la WCS, la principale motivation à offrir du microcrédit et des formations aux femmes est le désir de voir les femmes les plus pauvres jouer un plus grand rôle dans l'économie népalaise en favorisant leur autonomie financière et sociale. À ce sujet, le directeur de WCS disait :

« Our organization's objective is, for low-level income women, to empower them economically, to make them independent. We tell them that they can stand by themselves on their feet. For that, women cannot do only housework but must do other things. We tell them that after doing the housework, they can do other work. [...] They can plant green-leaf vegetables by themselves and agriculture can be a job. [...] Our goal is to make women sustain themselves. [...] If the women become independent economically, we succeed. We want women to change and upgrade their economic development. » (représentant de la WCS)

Tout comme la WCS, Shenpen met aussi l'accent sur l'autonomie financière des femmes que procure la formation en AU. Dans la plupart de leurs publications (bulletins d'information, statut Facebook, site Internet), les gains financiers post-formation sont

détaillés et les histoires à succès racontées. L'augmentation des revenus des femmes ayant suivi une des formations est aussi mise en évidence dans les rapports annuels où sont détaillées les augmentations en fonction des participantes (voir le tableau de l'Annexe D pour plus de détail).

Ainsi, une grande partie du discours des deux organismes insiste sur les bénéfices économiques de la pratique professionnelle de l'AU. Ce discours, maintes fois répété, composerait le « vocabulaire de motifs » (Snow et Benford, 2012-3/2000). Bien que ce dernier soit simple, ce vocabulaire socialement construit proposerait aux adhérentes, comme le mentionnent Snow et Benford, « des justifications convaincantes pour s'engager et pour maintenir leur participation » (Ibid., p. 230).

Des motivations financières, il est difficile de détacher les motivations sociales; l'une allant souvent de pair avec l'autre.

6.1.4.2 Motivations sociales

En voulant améliorer les conditions économiques des femmes népalaises, les deux organismes ont aussi à cœur l'amélioration de leur qualité de vie. Les motivations de nature sociale prennent trois différentes formes : rompre le cercle vicieux de la pauvreté et proposer aux femmes de nouveaux rôles sociaux comme celui de leader dans leur communauté et modifier, dans la mesure du possible les relations sociales au sein de leur propre famille.

Dans un premier temps, ce souci d'autonomisation sociale des femmes se concrétise par la cessation des impacts nocifs du cercle vicieux de la dépendance et de la pauvreté. La représentante de Shenpen rencontrée disait:

« By offering education or skills training to women we might be able to stop the cycle of poverty. This is true for the living conditions of the women themselves but even more for their children as one of the first thing mothers will do with their new income is to invest it in the education of their children. » (représentante de Shenpen)

Ainsi, en acquérant des connaissances professionnelles les habilitant à pratiquer un métier lucratif leur permettant de répondre à leurs besoins personnels et familiaux, les femmes auraient un plus grand pouvoir sur leur propre destin, mais aussi, et surtout sur celui de leurs enfants, à qui un monde de possibilités s'ouvrirait par le biais de l'accès à l'éducation.

Le fait que certaines femmes ayant suivi une ou des formations en AU et, par conséquent, soient à la tête d'une petite ou moyenne entreprise lucrative leur confèrent parfois un nouveau statut social dans leur communauté. La formation de nouvelles *leaders* communautaires est une motivation sociale soulevée par les deux organismes. Dépendamment des cas, ces femmes *leaders* deviendraient des modèles et aideraient les autres femmes de leur communauté sur le plan social ou professionnel. Shenpen donne l'exemple d'une participante qui, par l'acquisition de connaissances techniques en agriculture, est dorénavant consultée par ses paires et parfois invitée à partager ses connaissances avec ces dernières (représentante de Shenpen).

Finalement, la représentante de Shenpen mentionnait que permettre aux femmes de jouer un rôle économique appréciable au sein de leur famille avait aussi des impacts sociaux plus importants sur la société népalaise qu'on pouvait le penser bien que ces changements se fassent, selon elle, petit à petit. À ce sujet, elle racontait :

« Nepali society is deeply patriarchal. Still now, husbands often don't want their wives to be exposed to the outside world. The outside world can be wide; it can be having a job outside the house but it can also just to meet outsiders at the children's school or at the local market. Then, it happened that some tension appeared in households where the wife slowly builds a small business after getting trained by us. Most of the time there will be an adjustment period. After a while, the husband tends to accept the change because he realizes that his wife, on top of caring for the

household as she always did, can also be an important financial support. With the positive economic impacts on the household, the vision of men tend to slowly change. »

Cette motivation promouvant de nouveaux rôles sociaux féminins est bien de nature sociale, mais nous rappelle aussi que tous les processus de cadrage s'enracinent dans un contexte culturel particulier ayant ses propres contraintes dont il est important de tenir compte (Benford et Snow, 2000). L'exemple donné illustre bien les propos de Snow (2001) selon lesquels les processus de cadrage peuvent contribuer à la transformation d'un code culturel particulier.

Comme l'a mentionné Snow (2001), il y a une relation étroite entre, d'une part, les processus de cadrage et, d'autre part, le contexte culturel dans lequel ils s'inscrivent. Ainsi, tout un pan du cadrage motivationnel de la WCS et Shenpen repose sur des motivations culturelles.

6.1.4.3 Motivations culturelles

Si ces deux organismes ont décidé de s'impliquer auprès des femmes agricultrices, ce serait en partie pour ces raisons culturelles. Le fait que l'agriculture soit, au Népal, une activité traditionnelle où les femmes, souvent pauvres, s'investissent facilement lorsqu'elles le peuvent représente le cœur de cette motivation. À ce sujet, le représentant de la WCS disait des femmes vaquant aux travaux agricoles : « *they just do traditional work, most of the time for their family. After, they will make more and sell a part of it on the market. After, they become professional* ». Ainsi, en allant à la rencontre des femmes pratiquant traditionnellement l'agriculture, il serait possible pour ces organismes de se rapprocher d'un segment plus vulnérable de la société. Leur offrir de courtes formations mettant en valeur leurs savoirs traditionnels serait donc une manière dynamique et interactive de rejoindre ce

segment de la population puisque ce cadre représente encore une partie centrale de la culture institutionnalisée d'une manière particulière (Goffman, 1981 cité dans Snow, 2001). À cet effet, la représentante de Shenpen affirmait malheureusement que l'agriculture était dorénavant souvent perçue, du moins en contexte urbain, comme une activité (économique ou de subsistance) destinée aux pauvres, aux ruraux ou aux gens peu scolarisés.

Après avoir exposé les cadrages de diagnostic, de pronostic et motivationnels des organismes porteurs de ce projet de microcrédit et de formation en AU, il est temps de s'attarder aux propos des femmes qui en bénéficient.

6.3 Les pratiques sociales d'AU de quatre femmes : entre unicité et ressemblances

6.3.1 Succincte présentation des participantes et de leurs pratiques agricoles

Dans le cadre de cette deuxième étude de cas, quatre agricultrices ont été rencontrées : Pavitra, Bimala, Devi et Nilu didis. Bien qu'ayant des histoires distinctes, ces femmes partagent des caractéristiques certaines. Par exemple, les quatre participantes viennent de familles au passé agricole. Elles ont toutes à peu près le même âge³³, sont toutes mariées et mères de deux ou trois enfants adultes. Finalement, ces agricultrices habitent toutes une maison leur appartenant³⁴ et cultivent toutes, à l'exception de Nilu didi qui les loue, les terres familiales. Toutes les participantes cultivent une grande variété de légumes³⁵ pour

³³ Au moment des entretiens, elles étaient toutes âgées de 36 à 40 ans.

³⁴ Ici, je me dois de préciser que toutes les participantes rencontrées disaient être propriétaires de leur maison. S'agit-il de propriété familiale ou individuelle, le sujet n'a pas été abordé. Par contre, il est culturellement rare que les titres fonciers soient, au Népal, au nom de la femme.

³⁵ Voir l'annexe E pour plus de détails sur leurs productions agricoles respectives.

leur consommation familiale et pour la vente. Deux des participantes ont aussi une ou deux vaches laitières dont elles tirent profit de la vente quotidienne du lait.

En moyenne, elles pratiquent l'AU à des fins marchandes depuis une dizaine d'années, sauf pour Nilu didi qui vit de l'agriculture que depuis cinq ans, moment où elle a abandonné son petit magasin qui était peu rentable.

Mais pourquoi ces femmes se sont-elles mise à l'AU à des fins commerciales ? C'est en exposant, dans la prochaine section, les éléments du cadrage de diagnostic qu'il sera possible de répondre à cette question.

6.3.2 L'identification d'un problème en commun ou le cadrage de diagnostic

Toutes les participantes ayant pris part à cette étude de cas ont affirmé avoir commencé à cultiver plus intensivement pour vendre une partie de leur récolte puisqu'elles faisaient toutes face à des difficultés financières familiales importantes. Soit leurs maris étaient sans emploi, soit leurs revenus étaient insuffisants pour subvenir à leurs besoins familiaux. Quant à elle, Nilu didi avait, avant de se lancer dans l'agriculture plus intensive, un petit magasin, mais elle se souvient que cela rapportait très peu :

« The shop was small and I couldn't earn enough money to cover the fees of our household. There are a lot of shops like that and little customers, which is not good for the business. [...] We couldn't pay the bills: the house, the electricity, the school fees [...] So, I decided to grow vegetables. » (Nilu didi)

C'est ainsi que cette femme a trouvé, dans la pratique plus intensive de l'agriculture, une réponse à son problème.

Bimala didi s'est aussi mise à travailler pour remédier aux problèmes financiers de sa famille nucléaire. Elle dit: « *my husband's salary wasn't enough to take care of all of us and to pay for the house* ». Comme elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts, prendre un travail est devenu une option. Mais à cette motivation première se sont ajoutés d'autres mobiles. Comme ses consœurs, Bimala didi raconte qu'avant de générer ses propres revenus, sa famille avait aussi de la difficulté à faire face à ses obligations financières. En plus de cette difficulté majeure, elle ajoute qu'elle trouvait embarrassant de dépendre financièrement et moralement de son mari. Au sujet de cette époque, elle s'exprime ainsi :

« Before, we didn't have money. I had to beg my husband to have money and I was shy to ask all the time. I also had to ask money to my husband for personal things and I didn't feel good about it. My husband didn't want to buy other things than food. If I was asking for more, he was asking "why" and didn't want to give money. It was the same about clothes and he was saying that we didn't need new or other clothes. My husband thought that it was good to eat and stay home. » (Bimala didi)

Toujours en se remémorant cette époque, cette participante affirme que quitter son statut de femme au foyer à temps plein n'a pas été facile. Au début, elle pensait, étant éduquée, chercher un emploi à l'extérieur, ce à quoi son mari s'est toujours opposé.

Finalement, trois participantes, Nilu, Devi et Pavitra didis ont dit s'être rabattues sur les pratiques agricoles comme source de revenu parce qu'elles s'y connaissaient déjà en la matière venant de familles de fermiers, mais aussi parce que selon elles, « les gens sans éducation sont destinés à occuper des métiers en lien avec l'agriculture ». Les propos de Nilu didi illustrent bien cette affirmation: « *I have to do this work and cannot do another job because I do not have education. To do agriculture, no need of education* ».

6.3.3 À un problème commun une solution commune : le cadrage de pronostic

C'est dans les pratiques et les savoirs familiaux que ces participantes ont trouvé une réponse à leur problème, soit la pratique de l'agriculture à des fins lucratives. En plus de générer des revenus, cette occupation n'exigeait pas qu'elles quittent le domicile familial, ce qui voulait dire qu'elle pouvait s'acquitter de leurs responsabilités familiales tout en travaillant la terre pour en retirer des revenus. Les propos de Pavitra didi résument bien l'ensemble des raisons ayant poussées ces femmes vers la pratique de l'AU comme solution à leurs problèmes. Ainsi, lorsque je lui ai demandé pourquoi elle s'était tournée vers la production agricole au lieu de toute autre profession pour répondre au besoin de sa famille, elle a répondu qu'étant non éduquée, toutes les professions requérant un minimum d'études n'étaient pas envisageables. À cela s'ajoutait l'avantage d'être toujours proche de la maison et de la famille dont elle avait la responsabilité de s'occuper. La dernière raison ayant motivé ce choix était liée à la connaissance ancestrale de la pratique : « *From before, my family was farming, and I already knew about it. [...] My family didn't have a shop so I do not know how to deal with it and also, I didn't have interest in it.* » (Pavitra didi)

6.3.4 L'identification des agricultrices à leurs pratiques ou le processus de cadrage motivationnel

Comme le résume Benford, le cadrage motivationnel renvoie principalement à la production des raisons à l'engagement dans l'action et au choix d'un vocabulaire justifiant l'appropriation (1993). Certaines des raisons qui expliquent leur engagement, comme celles de nature économique ou sociale, s'entrecourent dans les propos des participantes, tandis que d'autres, telles les raisons en lien avec la santé, caractérisent les dires d'une participante en particulier. Ces raisons expliquant l'engagement se répartissent en cinq catégories de motivation : économique, sociale, géographique, en lien avec la santé et avec l'environnement et la politique. À différents égards, la parole de ces femmes peut faire écho à celle des organismes porteurs du projet.

6.3.4.1 Motivations économiques

La raison prédominant le discours motivationnel des quatre des femmes impliquées dans la pratique de l'AU est directement liée aux cadrages principaux de diagnostic et de pronostic et est, elle aussi, de nature économique. Toutes les participantes ont identifié un problème financier comme cadrage de diagnostic premier, toutes ont vu dans la pratique de l'AU une solution à leurs problèmes, et toutes s'entendent à conclure que cette pratique est économiquement satisfaisante.

Tant Pavitra didi que Bimala, Devi ou Nilu didis se disent heureuses de pouvoir faire ce travail et de contribuer financièrement aux revenus de leur ménage. Trois des quatre femmes rencontrées disent générer de relativement bons revenus³⁶. Sur ces trois agricultrices, deux ont mentionné que le contexte social urbain était particulièrement propice à l'engrangement de profit étant donné 1) la densité urbaine grandissante ; et 2) le fait que la population urbaine occupe de plus en plus des emplois de bureau, ce qui leur laisserait de moins en moins de temps pour cultiver pour leur consommation personnelle. Les propos de Pavitra didi illustrent bien cette assertion:

« Before, there was not so much market because people were all doing agriculture. There was no one to buy because everyone grew everything by themselves. People were not buying so much. Now, people are making houses and everyone doesn't have his own house or his own land. People rent room and cannot grow food by themselves, which means that they have to buy. They also have office work and don't have time to do agriculture. » (Pavitra didi)

³⁶ Ici, il m'a été malheureusement impossible d'avoir accès aux revenus exacts des participantes qui répondaient de manière très évasive aux questions à ce sujet. Après la deuxième entrevue, l'interprète m'a fait comprendre, en anglais, que les questions en lien direct avec les revenus étaient culturellement embarrassantes dans la culture népalaise. Je me suis donc rabattue sur des questions plus générales en lien avec leur appréciation de leurs revenus.

Au cœur des discours des quatre participantes à cette étude de cas, un souci économique particulier était le même : celui d'avoir des revenus suffisants pour offrir une bonne éducation à leurs enfants. Mères d'enfants adultes, elles se sont toutes attardées à décrire avec joie les choix universitaires de leurs enfants en insistant sur les coûts qui y étaient associés³⁷. Nilu didi disait que, malgré l'effort physique nécessaire, elle était satisfaite de connaître un certain succès économique qui lui permettait de payer les dépenses de sa maisonnée, de donner une bonne éducation à ses deux enfants et d'épargner.

Le fait de générer des revenus par la vente de leurs légumes est une motivation primordiale, mais le fait d'économiser sur l'achat des légumes consommés quotidiennement représente pour Nilu et Devi didis des motivations supplémentaires. À ce sujet, Nilu didi disait qu'elle n'avait qu'à acheter quelques aliments tels que la viande, l'huile ou le sel depuis qu'elle était une agricultrice à temps plein, ce qui lui permettait de faire des économies substantielles.

6.3.4.2 Motivations sociales

Les quatre participantes rencontrées ont identifié différentes raisons de nature sociale justifiant leur engagement en AU et dans les groupes que représentent la WCS et Shenpen. Entre autres motivations, elles ont mentionné l'importance de la solidarité (financière et de genre), le statut de leader découlant de leur pratique et de leur succès et l'autonomie qu'elles ont acquis au fil des ans.

Une seule participante a affirmé faire partie de plus d'un groupe de femmes ou de microcrédit. Pour elle, l'aspect collectif ou solidaire est important. Conséquemment, elle

³⁷ Ensemble ces quatre agricultrices ont dix enfants; les dix fréquentaient l'université ou avaient obtenu un diplôme universitaire au moment des entrevues.

n'a jamais été en retard dans le paiement de ses prêts et elle considère comme primordial d'assister à toutes les rencontres mensuelles et d'aider, comme elle peut, ses consœurs. Lors de l'entrevue, elle a aussi révélé avoir enfreint les règles du groupe en contractant un prêt en son nom pour sa meilleure amie, aussi membre, puisque cette dernière ne pouvait avoir accès à la somme totale que son projet nécessitait. Mais la solidarité entre les membres n'est pas que financière, elle est aussi sociale.

La solidarité entre les femmes membres de la WCS se manifeste aussi par le rôle qu'elles jouent dans les conflits conjugaux vécus par certaines. Deux des participantes rencontrées ont dit jouer un rôle « d'arbitre » dans des histoires de violence conjugale, ou de « défense des droits des femmes » (*advocacy*). À cet effet, Nilu didi dit que si une femme est confrontée à un problème de violence conjugale, elle se rendra au domicile de cette dernière avec un groupe composé de quelques femmes et tentera d'aider :

« First, we as a group will go to meet him [the husband] and talk to him, give advice. If he agrees with us, he will say sorry and he will stop beating or not being nice with his wife. [...] As much as possible, we will talk together and try to solve the problem. If not, then we need to go to the police. » (Nilu didi)

Ainsi, Nilu didi et les femmes membres du groupe ont développé un sens de l'entraide tel que promu par l'organisme, s'opposant même, parfois, aux schèmes culturels en vigueur dans leur société.

Une autre raison motivant ces femmes dans leurs pratiques agraires de tous les jours est le statut social que leur expérience et leur succès leur confèrent. Nilu et Bimala didis ont toutes deux évoqué qu'au fil des ans, elles avaient gagné en confiance et se sentaient à l'aise à jouer un rôle de *leader* au sein de leur groupe respectif et dans leur communauté³⁸. Bimala

³⁸ Nilu et Bimala didis racontaient qu'au moment où elles sont devenues membres de la WCS, il n'existait pas de groupe dans leur voisinage respectif et devaient participer au groupe du « village »

didi, au fil des ans, est devenue une *leader* de sa communauté. Elle a recruté un bon nombre des femmes membres du groupe d'épargne de son voisinage et, avec elles, a formé un groupe au sein de la WCS. Elle en parle en ces mots:

« I really like the women's group. I give advice to other ladies. It makes me happy to do that and all women are part of it. Since we are doing it, everyone is doing better. [...] Sometimes, some ladies need money and the group will give money to them. And it will be the turn of another one after. [...] I really like this work. And in those days, there are more ladies. » (Bimala didi)

Cette nouvelle position sociale de *leader* confère à Nilu didi un statut de conseillère et d'enseignante. Ainsi, il arrive que, de temps à autre, des femmes l'approchent pour avoir des conseils ou apprendre : « *from time to time, ladies come and want me to teach them. So I will do.* »

Depuis qu'elle génère d'importants revenus pour son ménage, elle dit connaître une certaine autonomie financière et sociale. Ainsi, elle prend ses décisions par elle-même et effectue toutes les transactions financières de manière autonome : « *I take all decisions by myself because all the money comes from the sale of the vegetables I grow. [...] I do everything by myself. If I need to go to the bank to deposit money, I will go alone. All those things around the vegetables and the house I do and decide myself.* » (Nilu didi) Cette dernière motivation nommée par certaines des femmes rencontrées se trouve donc dans l'autonomie qu'elles ont acquise au fil des ans. À bien des égards, le discours de Nilu didi ressemble à celui de la WCS. Cet impact, à une échelle différente, semble perceptible chez d'autres participantes. Par exemple, Pavitra didi revenait, au moment de notre deuxième entrevue, d'un rendez-vous chez le notaire où elle venait de signer l'acte d'achat d'une nouvelle parcelle de terre.

voisin. Par la suite, elles ont recruté des femmes dans leur entourage et fondé un groupe dont elles sont responsables depuis.

6.4.4.3 Motivation géographique : l'agriculture en ville

Bimala, Devi, Pavitra et Nilu didis voient une panoplie d'avantages à pratiquer l'agriculture, particulièrement aux abords de la ville. Pour Bimala didi, le fait d'être proche d'un marché en expansion, de ses clients, est incontestablement un avantage puisqu'elle n'a pas à faire appel aux services d'un intermédiaire et vend directement aux clients : « *Every day, I go to sell the milk and the vegetables to people's house and the vegetables in some shops. Sometimes, it is not enough for the shopkeepers. They call and would like to have more.* » (Bimala didi)

6.4.4.4 Motivation en lien avec la santé

Le fait de produire elle-même des aliments frais et sains représente un avantage pour Pavitra didi. Selon elle, ses clients aiment son lait parce qu'il ne contient pas de produits chimiques, contrairement au lait disponible en paquet. Mais contrairement au discours des femmes pratiquant l'AST, très peu de participantes ont identifié des motivations en lien avec la santé.

6.4.4.5 Quand les motivations environnementales rencontrent la politique

Nilu didi est la seule des participantes à cette deuxième étude de cas à avoir évoqué des arguments de nature environnementale pour justifier les pratiques d'AU, ce qui n'est pas sans rappeler le discours d'autres organisations impliquées dans ce domaine à Katmandou (KMC). Cette participante pense que l'agriculture devrait être perçue comme un moyen d'améliorer l'environnement. À ce sujet, elle dit : « *I think that if other people do agriculture it will be better for the environment.* » Elle reconnaît à l'agriculture pratiquée dans la ville

un caractère nécessaire que les autorités devraient protéger. Cette assertion prend forme ainsi dans ses propos:

« We should protect some lands or areas for agricultural purpose. The government should plan the city development. A lot of people build houses without considering the agricultural vocation of the lands. This kind of development should stop. When they build like that, no lands remain for agriculture. Then, you always have to move farther from the city, but even in the city people need to eat. »

Pour illustrer l'importance de ses propos, Nilu didi donne l'exemple du blocus qui sévissait au moment de la dernière entrevue :

« People think that we can get vegetables from other places or countries but we cannot eat vegetables if we rely on it. Now, if we produce ourselves in the city we do not have to depend on others. If we look at the actual situation, we do not have a real shortage of vegetables because we produce some. For example, now we have a shortage of petrol and gas, but not of vegetables. If it is like that, it is because people in the valley of Kathmandu are growing it so it is why it is still available. Since we grow vegetables, we do not have to pay for others. If we do by ourselves, we do not need to depend on others. This is a good advantage. »

Ainsi, la pratique de l'agriculture est perçue par cette participante, comme une manière de maintenir un environnement agréable au sein de la ville, mais aussi comme un moyen de nourrir sa population sans avoir à dépendre de l'extérieur. À l'échelle de ce projet, cette perception peut sembler singulière, mais elle fait écho aux discours d'autres acteurs sociaux rencontrés, pensons à celui construit par la KMC.

6.4 Sur les perceptions sociales l'AU

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, les participantes sont, de manière générale, satisfaites des bénéfices qu'elles retirent de leurs pratiques d'AU ; le principal bémol étant, et ce pour l'ensemble d'entre elles, la difficulté physique que représente ce travail. Par

contre, cette vision positive de leur profession changeait de tout au tout lorsqu'on parlait de l'avenir de leurs enfants ou de leurs perceptions générales de l'agriculture. Ainsi, trois agricultrices sur quatre ont clairement dit ne pas vouloir que leurs enfants prennent la relève.

Bien qu'ayant un fils voulant devenir agriculteur, Nilu didi semble plutôt en désaccord avec cette idée et affirme que cette profession n'est pas adaptée aux besoins et à la situation de son fils :

« For me, it is OK to do this work, but not for him. He has to keep his job. If we had our own lands it would be OK, but since we do not have and I have to rent the land that I cultivate, I think it is better for him to have another work. [...] It is OK for uneducated people like me, but not for educated people like him. I don't want him to do that work because I am afraid that after, he won't have a job. » (Nilu didi)

Ces propos rappellent ceux de la coordonnatrice de Shenpen qui affirmait, elle aussi, qu'au Népal souvent l'agriculture est perçue comme une activité pratiquée par les gens pauvres ou illettrés.

Pavitra et Devi didis, bien qu'elles reconnaissent que le marché de Katmandou soit, pour les agriculteurs locaux, florissant et qu'elles en retirent un salaire acceptable, refusent catégoriquement que leurs enfants prennent la relève de leur petite entreprise. À ce sujet, Pavitra didi dit :

« They won't become farmers. They don't like it. They will try to find a job. [Laugh] They don't like farming but also I tell them that I don't want them to do like me. The kids also say that it is a difficult work for me and that I shouldn't do that. They say that they will have official work and then they will buy everything we need for living » (Pavitra didi).

Devi didi abonde dans le même sens et insiste sur le fait qu'elle a fait étudier ses filles pour qu'elles puissent se distinguer :

« I decided to struggle for the education of my children. So, my children won't do this work in the field. This is how it is. My children must not do that work. I made them study a lot. In my family, we had a lot of land and it is why I couldn't study. I never asked the girls to help in the field and they don't like. [...] They must study, they must study. For my children, I did everything. » (septembre 2016)

La perception des filles de Devi didi sur le travail agricole est intéressante. Devi didi rapporte que ses filles n'aiment pas, de manière générale, le travail agricole parce qu'il est salissant. Elles n'aimeraient pas que leur mère se prête à cette activité :

« My children say that I shouldn't do too much because my body hurts and it is difficult for me. They say: "We are making money so you do not need to do physical work. To work a bit is OK but not too much" and again, they don't like that my skin is getting darker by doing that work. They say: "Your face is not getting nice when you do that work, it becomes darker. » (Devi didi)

Seule Bimala didi semblait voir d'un bon œil la possibilité que ses enfants reprennent son entreprise. Comme Saru didi, une des femmes pratiquant l'AST, elle y voit un moyen de retenir la jeunesse (ou du moins ses enfants) au pays. Cette idée se concrétise en ces termes:

« In my mind, I think it is nice to do agriculture in Nepal but my kids don't think the same. It could be nice for them to take over the business but they don't want. If they were taking over my business, they wouldn't have to go in other countries but they don't like it and I don't want to force them. [...] I would like them to do so because it is nice but I think they don't like the work. » (Bimala didi)

C'est donc avec un peu de déception qu'elle a avoué qu'elle pensait qu'au moment où elle arrêtera de cultiver la terre et d'élever des animaux, ce sera la fin de cette profession qui, jusqu'à maintenant, était transmise en génération en génération, car elle sait bien que ses deux enfants n'envisagent pas de faire comme elle.

Les propos recueillis des femmes agricultrices et de la représentante de Shenpen³⁹ sont-ils suffisants pour conclure qu'une image négative s'oppose à celle de l'agriculture au Népal ? Une telle conclusion serait, à ce point de la discussion, un peu rapide. Nonobstant ce fait, il est pertinent de s'attarder à la question puisque les cadres sont définis comme « des ensembles de croyances et de significations orientées vers l'action » qui « inspirent et légitiment les activités et les campagnes » (Benford et Snow, 2000 cité dans Snow, 2001, p. 7). Comme le contexte culturel joue un rôle primordial dans le travail interprétatif qui découle de l'analyse des cadres, il semble important de s'attarder brièvement aux perceptions populaires de l'agriculture.

Une simple recherche sur Internet semble démontrer qu'une image assez négative de la pratique de l'agriculture est répandue dans la société népalaise. Mishra, un diplômé en sciences agricoles, résume, dans son cybercarnet « *Changing Common Perception of agriculture* », la perception négative de l'agriculture dans la société népalaise :

« I was born in a society where people perceive agriculture as a poor man's occupation which is done for survival but not as a career. People here believe that agriculture is nothing more than playing with dirt and excreta under hot sun. They argue the point that agriculture is for uneducated people and educated people should be involved in occupations like medical science, engineering, teaching, banking, etc. Needless to say, I was also part of that society. » (Mishra, 2014)

Paudel, Gill et Rajotte (2013) confirment en écrivant :

« Overall, attitudes about agriculture are much more negative than positive, and a general ignorance about agriculture contributes to the poor perception of agriculture and careers in this field. It is not that uncommon to find people in Nepal, including many students, considering agriculture to only involve plowing and food production. »

³⁹ Ici, il est important de rappeler les propos d'une des femmes faisant partie de la première étude de cas, Saru didi. Cette dernière mentionnait aussi que son entourage trouvait curieux qu'elle s'attarde à cette pratique étant donné « qu'elle était assez riche pour acheter au lieu de cultiver ».

Paudel affirmera dans son article « *Agriculture in Nepal: How do we inspire a new generation to go into farming?* » (2015) que la première chose à faire pour inciter les jeunes à s'intéresser professionnellement à l'agriculture serait de changer la perception négative de cette profession. Afin de poursuivre la discussion et l'analyse des données tout en les ancrant correctement dans l'analyse des cadres, j'en conclurai que cette perception plutôt négative de la pratique de l'agriculture est assez répandue dans la société urbaine népalaise.

6.5 En guise de conclusion

Cette deuxième étude de cas visait à mieux comprendre les pratiques d'AU des acteurs sociaux impliqués dans le projet de microcrédit et de formation des femmes agricultrices fréquentant la WCS et Shenpen. Les discours de quelques acteurs sociaux, les représentants des organismes impliqués et les agricultrices les fréquentant, ont été exposés. Cela dit, est-ce qu'une vision commune à tous ces acteurs se dégage ? Comment s'articulent les pratiques des femmes, leurs discours et ceux des organismes impliqués ?

L'exposé aura montré que les différentes activités de cadrage sont principalement orientées vers les aspects économiques⁴⁰. En regardant de plus près les éléments de cadrage de diagnostic présentés, il est possible de remarquer que l'accent est mis sur les problèmes économiques, et ce, tant par les organismes porteurs du projet que par les femmes y participant. Les principaux problèmes sociaux identifiés sont le manque de scolarisation et la dépendance des femmes dans une société fortement patriarcale.

⁴⁰ Un tableau récapitulatif des différentes opérations de cadrage des acteurs sociaux rencontrés dans cette étude de cas est disponible à l'annexe F.

Dans cette étude de cas, le cadrage de pronostic identifie un plan d'action simple : générer des revenus par la pratique de l'AU. Le consensus semble aussi assez facile à atteindre puisque tous les acteurs sociaux sondés s'entendent sur cet élément. En fait, les organismes porteurs du projet voient bien dans la formation aux pratiques en AU des femmes un moyen d'arriver à ces fins, mais cet aspect en lien avec les bénéfices retirés en lien avec la formation ne semble pas ressortir autant du discours, ou du cadrage de pronostic, des femmes rencontrées. En comparant les opérations de cadrage de pronostic de ces dernières et des organismes qu'elles fréquentent, il est possible de voir que les organismes porteurs du projet ont élaboré un cadrage de pronostic un peu plus complexe.

La comparaison des opérations de cadrage motivationnel démontre une certaine concordance entre les discours des organismes promoteurs et les femmes agricultrices participantes. Ainsi, il est possible de retrouver, dans le discours des organismes sondés, des éléments similaires dans les propos des agricultrices. Par exemple, la plupart des acteurs sociaux identifient l'AU comme une manière de générer des revenus et d'acquérir, pour les femmes, leur indépendance financière. Le fait que cette pratique repose sur des savoirs traditionnels et culturels facilitant ainsi la mise en action est aussi un élément faisant part de tous les discours. Finalement, tous s'entendent pour dire que la pratique de l'AU est un outil efficace pour permettre aux femmes d'offrir une bonne éducation à leurs enfants, ce qui serait un facteur motivationnel important tant pour les agricultrices que pour les organismes porteurs du projet.

Mais en regardant de plus près les différents éléments des opérations de cadrage de part et d'autre, il est possible de constater que les agricultrices ont identifié une plus grande variété de motivations qui ne se reflète pas tout à fait dans les discours de la WCS et de Shenpen. Ainsi, les femmes agricultrices auraient un discours plus riche et varié. Certaines participantes ont identifié le fait d'être agricultrice au cœur de la ville comme une motivation importante tandis qu'une autre participante perçoit des avantages en lien avec

la santé (produits biologiques) dans sa pratique. Finalement, une dernière participante reconnaît dans la pratique de l'agriculture en contexte urbain des motivations environnemento-politiques. Par contre, ces aspects n'ont pas été abordés dans le discours des organismes porteurs du projet.

Ayant exposé les propos des différents acteurs sociaux œuvrant dans les deux cas à l'étude en fonction des différentes activités de cadrage proposées par l'analyse des cadres, ces résultats de recherche seront discutés dans le prochain chapitre.

CHAPITRE VII

LA DISCUSSION

Dans le présent chapitre, je répondrai à la principale question de recherche : quelles sont les pratiques sociales d'agriculture urbaine des femmes de Katmandou? Et à ses sous-questions : Comment se représente-t-on l'AU? Une vision commune s'en dégage-t-elle? Comment s'articulent les pratiques des femmes, leurs discours et ceux des organismes impliqués dans l'AU? Si vision commune il y a, les femmes agricultrices urbaines arrivent-elles à l'influencer?

Pour ce faire, rappelons que les chapitres 4, 5 et 6 présentaient les éléments utiles à analyser les données recueillies dans les deux études de cas, et ce, à la lumière d'éléments qui opérationnalisent l'analyse des cadres tels que proposés par Benford et Snow (2012 3/2000).

Le fait de « cadrer » sert à conceptualiser le travail de la signification des acteurs sociaux concernés (Snow, 2001, p. 7). Par le cadrage, les acteurs sociaux « attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes, de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels » (Snow et Benford, 1988, p. 198 dans Ibid.). Ces cadres sont définis comme « des ensembles de croyances et de significations orientées vers l'action » qui « inspirent et légitiment les activités et les campagnes » (Benford et Snow, 2000 dans Ibid.). Il est donc important, dans l'analyse des cadres, de tenir compte des cadres culturels existants puisque c'est à partir du contexte culturel que le travail interprétatif s'effectue.

Ce qui est particulièrement intéressant dans ce cadre théorique, c'est qu'il met l'accent non seulement sur l'identification du système de sens et des discours des acteurs sociaux, mais aussi sur les changements que ces discours subiront en fonction de l'interaction entre acteurs sociaux et des différents contextes. À ce sujet, Snow affirme que des changements peuvent s'opérer au contact avec des « événements du monde qui n'étaient pas perçus auparavant comme pertinents, comme étant hors du ressort du mouvement » (Snow, 2001, p. 4). Par conséquent, il s'agira de discuter de la « variabilité des cadres, tel que proposée par Benford et Snow (2012-3/2000). Les principaux éléments de la variabilité des cadres retenus pour ce faire sont : 1) l'identification et l'attribution du problème; 2) la résonance, la transformation et l'amplification des cadres, et 3) la connexion des cadres. Ces éléments de la variabilité des cadres éclaireront plus particulièrement :

- La compréhension de l'articulation des pratiques des femmes, de leurs discours et de ceux des organismes impliqués dans l'AU;
- La relation possible entre les deux études de cas retenus;
- La compréhension d'une vision commune si telle est le cas et l'influence du discours des femmes agricultrices sur cette dernière.

Or, à la lumière des deux études de cas réalisées, il est possible d'affirmer que les pratiques sociales d'AU des femmes de Katmandou sont diversifiées. Les manières de faire l'agriculture en ville sont plurielles (en champs, sur les toits, en serres, etc.) ainsi que les discours qui les accompagnent. Les pratiques et discours varieront d'abord en fonction des problèmes identifiés par les femmes agricultrices et les organismes (cadrage de diagnostic) et ensuite au regard de l'analyse des motivations qui les habitent (cadrage motivationnel). Ainsi, il est possible de conclure qu'un même discours est partagé entre les acteurs sociaux ayant participé à une étude de cas, mais impossible de conclure s'il y a vision commune de l'agriculture urbaine entre les organismes (cas à l'étude) s'y impliquant bien que certains éléments de leurs discours soient partagés.

7.1 Identification et attribution du problème

Le cadrage de diagnostic, présenté dans les chapitres 5 et 6, a mis en relief la nature des problèmes soulevés par les femmes et les organisations des cas à l'étude (Benford et Snow, 2012 -3/2000).

De cette première analyse, il ressort deux constats :

- 1) Les éléments de cadrage de diagnostic sont essentiellement similaires au sein des études de cas, mais varient grandement entre les deux cas à l'étude; et
- 2) Plus nombreux sont les éléments de cadrage de diagnostic identifiés, plus important sera le nombre de personnes intéressées et plus leur horizon de provenance sera diversifié.

À l'intérieur des deux études de cas, une grande partie des éléments du cadrage de diagnostic des participantes sont partagés entre elles et les promoteurs du projet dans lequel elles sont respectivement impliquées. Par contre, les cadrages de diagnostic identifiés dans les deux études de cas varient entre eux substantiellement. Dans le projet d'AST, les principaux problèmes ciblés sont de nature environnementale (gestion des déchets, pollution) et sociale (socialisation, insécurité alimentaire). Tandis que ce sont les problèmes de nature économique (impératifs financiers, situation de dépendance des femmes) qui sont principalement ressortis du projet de microcrédit et de formation des agricultrices urbaines. Ainsi, pour un même cadre, soit celui de la pratique de l'agriculture, différents cadrages de diagnostic sont associés dans les deux cas à l'étude retenus.

Les recherches portant sur l'identification et l'attribution du problème par le cadrage de diagnostic vont un peu plus loin et reconnaissent l'importance de cette étape parce que ce processus tendrait à affirmer que :

Plus nombreux étaient les problèmes couverts par un cadre, plus large était le spectre des groupes sociaux susceptibles d'être concernés par ce cadre et plus important était le potentiel de mobilisation de ce cadre (Gerhards et Rucht, 1992 dans Ibid., p. 231).

En retournant aux cadrages de diagnostic des précédents chapitres (voir les tableaux récapitulatifs des différentes opérations de cadrage aux Annexes C et F), il est possible de voir que le projet d'AST identifie un plus grand nombre de problèmes dans son processus de cadrage diagnostic comparativement au projet de microfinancement et de formation des femmes en AU. En identifiant des problèmes de nature multiples (environnementale, sociale, économique, politique, etc.), le projet d'AST permet à un plus grand nombre de personnes, mais aussi à des citoyens provenant d'horizons plus diversifiés de s'y intéresser. Le profil des participantes en est un exemple; y participent des femmes hautement scolarisées comme des femmes analphabètes, des femmes au travail comme des femmes au foyer. La recherche aura aussi démontré que d'autres groupes de la population s'y intéressent tels les retraités, des ONG locales et internationales (travaillant dans le domaine de l'environnement, avec les femmes ou ayant une mission sociale), la ville, etc. Cette affirmation se confirme dans les médias écrits. On pouvait lire dans le *Republica*: « *a large number of people in the Kathmandu Valley grow vegetables on their rooftop, with increasing numbers of residents eager to follow suit. [...] The demand for taking the training on rooftop farming has been growing consistently.* » (Amatya, 2016)

Dans le deuxième cas à l'étude, un consensus concernant le cadrage de diagnostic et de pronostic existe bien entre les organismes porteurs du projet et les participantes, mais il se limite aux éléments en lien avec les problèmes économiques importants des ménages⁴¹.

Mais pour bien comprendre la portée des cadres, il est aussi utile de se pencher sur des éléments découlant de l'analyse des cadres tels que la résonance, la transformation, l'amplification et les connexions des cadres.

7.2. Résonance et résonance culturelle, transformation et amplification de cadres et autres éléments d'analyse découlant de l'analyse des cadres

Le concept de résonance des cadres permet de s'attarder à l'efficacité mobilisatrice des activités de cadrage employées. Comme le mentionnent les théoriciens de l'analyse des cadres, en s'y intéressant il est possible de répondre à la question cruciale suivante : « pourquoi certains cadrages, plutôt que d'autres, semblent être efficaces ? » (*Ibid.*, p. 233). La variabilité en fonction de la résonance des cadres peut être évaluée en fonction de deux principaux facteurs qui sont interdépendants entre eux, soit la crédibilité du cadre et sa saillance relative (*Ibid.*).

On aura vu que le projet d'AST propose une multitude d'éléments de cadrage de diagnostic et motivationnel permettant un large socle interprétatif pouvant regrouper des schèmes de pensées disparates (Snow, 2001). S'ancrant dans un élément culturel fort, soit la pratique de l'agriculture, ce projet propose à cette pratique traditionnelle de nouvelles significations

⁴¹ Ici, l'absence de diversification est peut-être due au fait que la WCS travaille principalement avec des femmes ayant peu ou pas de revenus, ce qui représente en soi une limitation importante excluant la moitié masculine de la population ainsi que les femmes ayant des revenus au-dessus du salaire moyen. Ces critères pourraient partiellement expliquer pourquoi l'échantillon semble aussi plus uniforme.

ou, pour reprendre les mots de Snow, des « significations émergentes qui articulent les idéologies de manière innovante et en amplifiant [certains de ces] aspects » (Ibid., p. 10). Ainsi, c'est « au contact avec des événements du monde qui n'étaient pas perçus auparavant comme pertinents » (Ibid., p. 4) que les porteurs de ce projet ont procédé à une transformation (partielle) de cadre fructueuse (Benford et Snow, 2000, p. 615)⁴². Mais en plus de transformation et amplifier ce cadre, les promoteurs de ce projet réussissent leur opération d'extension des cadres, ce qui correspond, selon Contamin, à « étendre le cadre au-delà de ses intérêts originels pour y inclure des préoccupations, incidentes par rapport aux objectifs primaires, mais qui sont supposées avoir de l'importance pour des adhérents potentiels (2009, p.41).

Cette transformation de cadre, qui diffuse et justifie de nouvelles pratiques et de nouvelles valeurs à l'encontre des préjugés en vigueur (Ibid.), s'est aussi accompagnée de l'amplification de cadre, ce qui, selon Benford et Snow, consiste à idéaliser, embellir ou clarifier des discours, des valeurs et des croyances existantes qui sont partagés par les acteurs (2000, p. 624). Ces déplacements ont permis des points de rapprochement avec des acteurs sociaux de provenances ou d'allégeances différentes⁴³. Ainsi, la résonance des activités de cadrage a trouvé écho dans les croyances des participants actuels ou futurs. Ainsi, en intégrant des problèmes socio-environnementaux contemporains, les porteurs de ce projet ont réussi à transformer et amplifier leur cadrage.

A contrario, le projet de microcrédit et de formation des femmes de Katmandou ne semble ni refléter l'ensemble des motivations des participantes ni en proposer de nouvelles. Les

⁴² Je rappelle ici que le processus de transformation de cadre, présenté au troisième chapitre, survient lorsque vient le temps de mettre de l'avant de nouvelles pratiques, de nouvelles valeurs (Benford et Snow, 2000, p. 615).

⁴³ Par exemple, des individus désireux de se couper de leur passé agricole pourraient être séduits par le fait que cette pratique ait des impacts positifs sur l'environnement. Malheureusement, cet exemple n'a pas été confirmé par les données recueillies. Par contre, ces dernières montrent qu'une diversité importante d'acteurs sociaux prend part à ce projet.

organismes porteurs de ce projet identifient bien l'« autonomisation [*empowerment*] des femmes », la « cessation du cercle vicieux de la pauvreté », et l'offre de formation comme « source d'apprentissage » et comme des motivations à promouvoir leur projet, mais ces éléments ne transparaissent pas dans les discours ou les motivations des femmes participantes⁴⁴. À ce sujet, Benford et Snow questionneraient la commensurabilité d'expérience, qui s'exprime par la congruence entre les cadres proposés par les organismes et l'expérience ordinaire des participantes (2012-3/2000, p. 235) et se demanderaient « [ces cadres] sont-ils trop abstraits et trop éloignés de leur vie et de leurs expériences ? » (Ibid.). Les données recueillies et exposées semblent le confirmer. Ainsi, les agricultrices trouvent leurs motivations dans des aspects plus terre à terre de leur pratique ; cela s'illustre dans les catégories telles que « proximité des marchés » ; « l'AU comme moyen d'améliorer l'environnement » ou « production biologique appréciée par les clients ». Ces cadrages n'étant pas disponibles dans les discours des organismes auxquels elles participent il est possible de mettre en doute la « fidélité narrative » ou la résonance culturelle essentielle à la mobilisation (Ibid., p. 236) ou, dans le cas qui nous intéresse, à la représentation du discours des femmes dans celui des organismes. Cela nuit vraisemblablement au développement d'une vision commune de l'AU :

Une critique fréquemment adressée à la recherche sur les cadrages des mouvements sociaux [selon laquelle] cette dernière ne prendrait pas au sérieux les contraintes que les « réalités culturelles » imposent sur l'activité de cadrage des mouvements sociaux (Ibid., p. 237).

⁴⁴ Ici, on pourrait vouloir associer les motivations « génération de revenu » ou « indépendance financière des femmes » à des composantes de la motivation « autonomisation des femmes », mais comme ces deux thèmes ont été indépendamment abordés, et ce, tant par les représentants des organismes que par les participantes, j'aurais tendance à laisser la motivation « autonomisation des femmes » dans sa propre catégorie. Il est toutefois regrettable que cette dernière n'ait pas été discutée plus en profondeur avec les représentants des organismes sélectionnés.

Bien que l'objet de la présente dissertation ne porte pas sur les tenants et aboutissants du concept d'autonomisation [*empowerment*] des femmes, il reste intéressant de constater que les participantes ne s'y retrouvent pas, ce qui rappelle les conclusions de Mahat qui, dans *Women's Development in Nepal : The Myth of Empowerment* (2003), soulignait que ce concept reste souvent vaguement défini malgré la multitude d'écrits et de définitions sur le sujet.

7.3 Et qu'en est-il de la connexion des cadres ?

Je conclurai finalement cette analyse en mettant en relation la présentation des données et le cadre théorique en ramenant la discussion sur les aspects culturels fondamentaux à l'analyse des cadres pour illustrer, encore une fois, comment, dans la première étude de cas, il a été possible de créer entre les promoteurs du projet et les participantes une vision commune tenant compte des discours, mais aussi des réalités de ces dernières, ce qui ne semble pas s'être produit dans la deuxième étude de cas. Benford et Snow, comparant le travail de Goffman dans *Frame Analysis* au leur, mentionnent que les affinités entre les deux ne sont pas des coïncidences puisque dans les deux cas, les activités étudiées prennent toutes cours « dans des situations où la pertinence des cadres culturels existants est devenue ambiguë, parfois même soumise à conflit et à contestation » (2012-3/2000, p. 8). Ce serait dans ces contextes,

...que le travail interprétatif que l'on associe aux cadres [d'action collective] a le plus de chance de s'épanouir. Après tout, une des fonctions des mouvements sociaux, particulièrement de ceux qui émergent en premier dans un cycle de protestation, est de fournir des cadrages alternatifs à ce qui semblait relever auparavant de l'ordre de la malchance ou de la fatalité (Ibid.).

Cette citation démontre encore qu'entre les deux cas à l'étude, le travail interprétatif fait par les différents porteurs des projets étudiés est inégalement développé. Dans le cas du projet d'AST, on aura su proposer des cadrages alternatifs et changer la vision fataliste de l'agriculture en quelque chose de novateur et d'adapter aux défis contemporains. On peut donc parler de connexion des cadres (Benford et Snow, 2000, p. 624) ce qui n'aura pas été fait dans le projet de microcrédit et de formation des agricultrices où une perception négative, voire fataliste de l'agriculture persiste dans l'imaginaire des agricultrices malgré le discours d'*empowerment* des porteurs du projet. Cela dit, il va de soi, à la lumière de la discussion, d'affirmer que, entre les deux projets étudiés, la connexion de cadre n'existe pas étant donné la disparité entre les deux propositions (Ibid., p. 624).

7.4 Sur les apports de l'analyse des cadres

7.4.1 L'analyse des cadres et la mise en lumière des multiples pratiques et fonctions sociales de l'agriculture urbaine à Katmandou

L'analyse des cadres, en mettant l'accent sur le sens que revêt les pratiques et discours des acteurs sociaux engagés dans l'agriculture urbaine à Katmandou à travers les différentes opérations de cadrage, a permis de mettre en lumière la multitude de pratiques sociales s'y associant tout en remédiant partiellement à la mince production scientifique⁴⁵ sur le sujet (Hovorka et Lee-Smith, 2006). De plus, les résultats de la présente recherche confirment ce qui a été recensé dans la littérature : l'AU est, à Katmandou comme ailleurs, « un outil multidimensionnel » (Duchemin, 2010).

Au Népal comme en France (Nicolle, 2009) ou au Mexique (Boulianne, 1999), l'AU est perçue comme un outil de socialisation et d'intégration sociale. Sa pratique est aussi un outil d'éducation (Wegmuller et Duchemin, 2010; Boulianne, 1999) et de développement économique et de lutte contre la pauvreté (Boulianne, 1999, Boulianne, Saillant et Labrecque, 2001; Bhatt et Kongshaug, 2005 cités dans Wegmuller et Duchemin, 2010), pensons, à ce sujet, au propos de la WCS ou de la KMC. Certaines participantes à la recherche ont associé la pratique de l'AU à une manière de favoriser l'exercice physique et l'accès à des aliments de qualité, aspects ayant été soulevés à maintes reprises de par le monde (Milligan, Gatreelle et Bingley, 2004 cités dans Wegmuller et Duchemin, 2010). Bien qu'abordée qu'une seule fois, la pratique de l'AU a été décrite comme un outil

⁴⁵ Un article principal a été publié sur le sujet de l'AU au Népal depuis que cette recherche a été entamée. Il a pour titre *Urban Agriculture, Waste Management and Food Security, Nepal*. Il présente les résultats d'une recherche conduite à Pokhara et Dhulikhel (Bhital, Sharma et Adhikari, 2016).

thérapeutique, rappelant ce qui se fait ailleurs (Quatre temps, 2014; Milbourne, 2012). Le discours de la KMC et des participantes au projet d'AST s'inscrit indéniablement dans celui de la promotion et de la protection de l'environnement, rappelant des projets de même nature déjà recensés (Gason, 2005; Reyburn, 2006; Warren, Lerman et Charney, 2008 cités dans Wegmuller et Duchemin, 2010; van Veenhuizen, 2007). Finalement, à Katmandou comme ailleurs, l'AU est un instrument d'aménagement urbain (Boulianne, 20016; Wegmuller et Duchemin, 2010).

Une partie des résultats de la présente recherche s'inscrit en ligne directe avec la recension de la littérature sur les pratiques de l'AU dans d'autres pays en développement démontrant plus spécifiquement que la pratique de l'AU par les femmes est une stratégie de survie efficace (Buechler, 2009; Devi et Buechler, 2009; Hovorka, de Zeeuw et Njenga, 2009; Hovorka et Lee-Smith, 2006; Mougeot, 2006; Ponce et Donoso, 2009; Soto et coll., 2009), ce qui fait écho aux propos recueillis dans la deuxième étude de cas. En somme, la mise à jour des discours et des pratiques en lien avec l'AU à Katmandou s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus vaste.

7.4.2 L'analyse des cadres et l'importance du travail langagier symbolique

Je postulais, au moment de la rédaction du projet de recherche, que l'agriculture urbaine revêtait des sens différents selon l'expérience des acteurs et actrices. Prenant appui sur la sociologie compréhensive et l'interactionnisme symbolique, l'analyse des cadres aura permis de mettre en évidence l'importance de ce travail symbolique. En s'attardant au discours et aux perceptions des participantes à deux projets différents, il a été possible de mieux comprendre comment l'AU est perçue et pourquoi cette représentation y est associée, et ce, dans différents segments de la population.

C'est donc dans leurs interactions au monde (incluant les relations à l'intérieur comme à l'extérieur des organismes sélectionnés, les relations entre les participantes ou entre les participantes et les membres de leurs familles ou la société, etc.) que les acteurs sociaux rencontrés construisent le sens que revêt leur pratique d'AU. En s'intéressant au « point de vue de l'acteur, [à] la construction de sens dans le moment de l'interaction, [à sa] capacité de se comprendre et de rendre compte de son action et de constituer ainsi [s]a réalité [et de] renégocier en permanence son rapport au monde » (Le Breton, p.46), il a été possible de mieux comprendre comment l'AU est représentée par les différents acteurs sociaux impliqués. Cette contribution permet aussi de mieux comprendre comment s'articulent les pratiques et discours des femmes et ceux des organismes fréquentés. Par exemple, le projet d'AST aura su démontrer qu'à véhiculer une « nouvelle image » ou un nouveau sens à la pratique de l'agriculture urbaine (c.-à-d. l'agriculture comme outil de verdissement des villes et d'amélioration de l'environnement), il est possible, pour les différents acteurs sociaux impliqués, de renégocier leur rapport à cette pratique et, conséquemment, au monde. Ainsi, il aura été possible de dégager les significations vécues par les acteurs sociaux rencontrés et de mettre en évidence les logiques qui sous-tendent leurs actions (Le Breton, 2004).

Il est à souhaiter que ce travail de compréhension du phénomène social qu'est l'AU puisse être mis à profit. Ainsi, les organismes concernés⁴⁶ pourront concevoir une action concertée tenant compte du point de vue des acteurs sociaux et sens que revêt leur expérience.

7.4.3 La place des rapports sociaux de genre dans les discours autour de l'AU à Katmandou

⁴⁶ Ici, l'horizon de possibilités est vaste. Les organismes tant locaux, nationaux ou internationaux œuvrant au Népal et travaillant avec les femmes agricultrices ou simplement en agriculture devraient se sentir interpellés. Les domaines connexes que sont la formation professionnelle, l'éducation, l'environnement, pourraient aussi se sentir concernés et vouloir s'inspirer des résultats de la recherche.

Dans la présentation de la réalité népalaise et de la problématique, le statut de subalterne des femmes népalaises a été décrit. Tout au long de ce mémoire, il a été mentionné que l'agriculture est une pratique fortement ancrée et répandue dans la culture népalaise où les femmes, dû à la culture patriarcale et sexiste ambiante, étaient principalement les artisanes de cette pratique. Il a aussi été répété qu'il est nécessaire, dans l'analyse des cadres, « de tenir compte des cadres culturels existants puisque c'est à partir du contexte culturel que le travail interprétatif s'effectue ». Cela s'est « naturellement » reflété dans les deux études de cas qui ont mis de l'avant cette équation culturelle où femme rime avec agriculture.

Tout au long de cette recherche, il a été possible de constater qu'encore très souvent, la pratique de l'AU à Katmandou est le reflet des inégalités structurelles déjà mentionnées. Ainsi, si Shenpen et la WCS offrent des formations en agriculture, c'est pour autonomiser les femmes qui autrement resteraient dépendantes de leur mari. Si la KMC offre des formations d'agriculture sur les toits qui s'adressent principalement aux femmes, c'est parce que ces dernières n'occupent majoritairement pas d'emplois rémunérés et ce, tel que prescrit par la culture dominante. Et si les femmes s'adonnent à la pratique de l'agriculture, c'est parce qu'elles ne sont pas éduquées (rappelons-nous les propos de Devi, Nilu, Shanti et Pavitra didis) ou parce que leurs maris ne leur permettent pas de travailler à l'extérieur (Bimala didi). Ainsi, la notion de genre, même dans l'étude des pratiques sociales en AU à Katmandou est

[performative] dans la mesure où [elle] est l'effet d'un régime régulateur de différences des genres au sein duquel les genres sont divisés et hiérarchisés sous la contrainte. Les contraintes sociales, les tabous, les interdits et les menaces de punition opèrent dans la répétition ritualisée des normes, et cette répétition constitue la scène temporelle de la construction et de la déstabilisation des genres (St-Hilaire, 1998, p. 66 dans Mensah, 1234, p. 106).

Cette définition du genre et de ses impacts sur la mise en forme de la vie de tous les jours des femmes rencontrées a été perceptible dans les discours recueillis. Mais, comme il a déjà

été mentionné, cet état de fait est variable dans le temps et l'espace et les propos de Saru didi en sont un exemple.

7.4.4 Mieux comprendre les discours et les pratiques des femmes : un premier pas vers l'action collective ?

Parler de l'analyse des cadres sous-entend, en quelque sorte, traiter d'action collective. La pratique de l'AU répond certes à des besoins individuels, mais ces derniers sont incontestablement partagés par plusieurs acteurs. À diverses échelles, ces acteurs sociaux constituent « un collectif plus ou moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres collectifs » (Cefaï, 2007, p. 8). Ainsi, l'action est collective dans la mesure où la pratique sociale est destinée à modifier certains aspects de la réalité sociale (Orkibi, 2015). Dans le cas présent, la réalité sociale à laquelle on s'attarde varie en fonction du cas à l'étude, mais dans les deux cas, la motivation des acteurs sociaux est bien de modifier certains aspects de cette dernière; dans la première étude de cas, c'est l'environnement que la majorité des acteurs sociaux veulent « altérer » tandis que dans la deuxième c'est un statut économique précaire associé à la condition de la femme qui se veut modifié.

Enfin, Orkibi propose de décomposer l'action collective en deux aspects principaux : le fait empirique et le fait symbolique. Le fait empirique se définit comme une « collectivité mobilisant efforts et ressources afin de modifier certains éléments de la réalité sociale [...], usant pour ce faire de différentes modalités d'action qui vont au-delà des processus politiques » (2015) et le fait symbolique par « le rôle que joue l'action collective dans la façon dont on pense et parle de la réalité sociale ». Il s'agit du fait que l'action collective permet, par son existence, « de revoir des ordres de priorité, des valeurs, des idées reçues. [...] Elle amène non seulement un changement concret de la réalité sociale, mais aussi une

modification dans la perception de cette réalité» (Ibid.) N'est-ce pas dans cet ordre d'idée que les résultats de cette recherche s'inscrivent?

Enfin, en reprenant les mots de Eyerman et Jamison, je conclus et j'avance ici l'idée, à la lumière de l'analyse des résultats de cette recherche, que l'AU à Katmandou a le potentiel de devenir « un espace public provisoire, un moment de création collective fournissant à la société des idées, des identités, et même des idéaux » (1991 cité dans Orkibi, 2015).

7.5 Sur les limites de l'analyse des cadres et de la recherche

L'analyse des cadres a été, depuis les années 1980, fort populaire et elle l'est, semble-t-il, toujours autant. Comme le rapporte Contamin, « le succès de cette perspective pourrait même se mesurer au nombre de biais qu'on lui prête » (Benford, 1997 dans 2009, p. 43). Bien qu'ayant pris connaissance de la liste des biais potentiels à éviter au cours de la recherche, je ne peux pas prétendre les avoir tous évités. Je pense plus particulièrement au biais descriptif et statique et au biais idéaliste.

Le biais descriptif et statique « critique la tendance à étudier des cadres saisis à un moment donné plutôt que d'étudier les processus interactifs de cadrage, la manière dont les cadres sont continuellement construits, contestés, reproduits, transformés et/ou remplacés » (Contamin, 2009, p.43). Je ne peux que reconnaître (et regretter) avoir étudié un phénomène social à un moment précis, faisant conséquemment abstraction des changements continus que subissent les cadres dans l'interaction. Pour ma défense, je rappellerais que l'exercice que représente la maîtrise n'était pas adapté à une étude s'étirant sur plusieurs années. Par contre, je reconnais qu'il serait intéressant (et pertinent) de s'attarder aux mêmes questions dans une dizaine d'années pour ainsi mieux comprendre les processus interactifs de cadrage

dans toute sa complexité et étudier le développement de l'AU à Katmandou, une ville en pleine expansion.

Le biais idéaliste, « qui fait dépendre la réussite d'un mouvement [ou d'un discours] de la qualité et de la cohérence de son argumentation » (Ibid., p. 44), pourrait s'être infiltré au moment de l'analyse, et ce, particulièrement en ce qui concerne la deuxième étude de cas. Est-ce que les opérations de cadrage analysées dans cette étude étaient réellement moins efficaces ou ai-je jugé plus sévèrement de la qualité et de la cohérence de l'argumentation par manque d'information ? Le fait que la quantité et la qualité de l'information disponible (publications, documentation, littérature grise, etc.) soient moindres a certainement influencé l'analyse des données.

Mais ce chapitre de discussion ne serait pas complet s'il ne s'attardait pas un peu plus sur les enjeux éthiques et épistémologiques soulevés par ce terrain de recherche. Dans la dernière partie de la discussion, j'aimerais présenter les réflexions qu'a soulevées cette expérience transformante qu'est le terrain de recherche.

7. 6 Discussions de nature éthique – un retour épistémologique obligatoire?

Au chapitre 4, j'ai évoqué que les crises qui ont perturbé le terrain de recherche avaient affecté les participantes et amené ces dernières à adresser des demandes qui étaient, d'un point de vue éthique, impossibles à satisfaire, mais qui révélaient leur réalité ainsi que l'ampleur des problèmes auxquels ces femmes font face quotidiennement. J'ai aussi mentionné l'inconfort ressenti à traiter de leurs pratiques d'agriculture urbaine alors que certaines avaient perdu leur maison et d'autres vivaient des traumatismes importants. Il est compréhensible que les préoccupations de ces femmes se soient situées à cent milles lieux de leurs pratiques d'AU au moment du terrain, mais ces femmes ont toutes accepté de

terminer la recherche, malgré les difficultés auxquelles elles devaient faire face. Cet état de fait a éveillé chez moi la question de l'altérité, de l'Autre, de la personne avec laquelle nous travaillons lorsque nous faisons de la recherche en science sociale, de son discours et de ses propres préoccupations. Ce sont les mots de P. Macherey sur l'interprétation de l'idéologie qui rendent le mieux mes réflexions sur le sujet :

Ce qui importe dans une œuvre, c'est ce qu'elle ne dit pas. [...] Ce qui est important, c'est ce qu'elle ne peut pas dire, parce que là se joue l'élaboration d'une parole, dans une sorte de marche au silence (1966 dans Spivak, 1988, p. 51).

La recherche réalisée renseignera le lecteur intéressé sur les pratiques sociales en AU des femmes de Katmandou, mais qu'en est-il de tout ce qui a été dit, mais qui reste sous silence? Qu'en est-il des préoccupations de ces femmes? De **leur** réalité? Qui portera **leur** parole? Parce que si ces femmes avaient eu à choisir le message qu'elles auraient voulu passer au lecteur, les propos ici présentés seraient d'une tout autre nature. Je me suis donc demandé s'il était possible de faire autrement. Des réponses partielles ont émergé.

Foucault, qui s'est concentré sur l'étude du discours et des pouvoirs qu'il confère à celui qui en est maître offre une réponse intéressante. Foucault voit dans le discours une « violence que nous faisons aux choses ou comme une pratique que nous leur imposons » (1971, p. 55). Pour y remédier, il propose de restituer au discours son caractère d'évènement; en les traitant comme des « pratiques discontinues, qui se croisent, se jouxtent parfois, mais aussi bien s'ignorent ou s'excluent » (1971, p. 54-5). Le respect de principes tels que ceux de spécificité et d'extériorité serait garant d'une meilleure compréhension de l'Autre. Tenir compte du principe de spécificité signifie de « ne pas résoudre le discours dans un jeu de significations préalables, à ne pas s'imaginer que le monde tourne vers nous un visage lisible que nous n'aurions plus qu'à déchiffrer ; il n'est pas complice de notre connaissance » (Ibid., p. 55). Tandis que s'inspirer du principe d'extériorité aurait signifié « de partir du discours lui-même, de son apparition et de sa régularité [d']aller vers ses

conditions externes de possibilité » (Ibid.). Cependant, cette approche aurait-elle été possible dans le cadre d'une recherche maîtrise?

Cela étant dit, mon souci de la représentativité est d'autant plus important que ces femmes rencontrées sont doublement dans l'ombre. D'abord parce qu'elles sont des femmes dans une société patriarcale (Mahat, 2004), mais aussi parce qu'elles sont des citoyennes du Troisième Monde (Spivak, 1988). Même si j'ai proposé, dans ma méthodologie de recherche, de miser « sur mes différentes positions comme sujet plutôt que sur une identité nord-américaine blanche et éduquée », il reste que je suis une femme occidentale et que ce terrain de recherche a été abordé avec but bien précis. La compréhension de la langue et de la culture s'est avérée un avantage indéniable, mais ne rendant pas compte pour autant de l'Autre. Comme l'écrit Spivak :

Le sujet de l'exploitation ne peut ni connaître ni dire le texte de l'exploitation de la femme, même si se réalise l'absurdité d'un intellectuel ne représentant personne, mais se contentant de dégager l'espace nécessaire de sa prise de parole à elle. La femme est doublement dans l'ombre » (Spivak, 1988, p. 56).

Voici donc un des incontournables apprentissages que je retiens de ce terrain de recherche et de ma lecture subséquente de Spivak, théoricienne des études postcoloniales : se confronter à l'Autre hétérogène ne revient pas à le représenter, mais plutôt à « apprendre à nous représenter nous-mêmes » (Ibid., p.56).

LA CONCLUSION

Lorsque ce projet de recherche qualitative a été entamé, son objectif était de mieux comprendre les pratiques sociales des femmes népalaises engagées dans l'agriculture urbaine à Katmandou. Je désirais savoir comment l'AU était représentée par différents acteurs sociaux et si une vision commune s'en dégagait. Cette démarche était inspirée par mon intérêt personnel pour la pratique de l'AU, de son importance grandissante en Occident et de mes observations sur la saillance de cette pratique à Katmandou.

La recension de la littérature et mes observations ont permis d'élaborer une problématique de recherche articulant les pratiques sociales d'AU et les questions socio-environnementales au travail social tout en justifiant, par la littérature sur le sujet, le choix de réduire l'objet de recherche aux femmes⁴⁷ s'adonnant à l'AU. Cette recherche a été orientée par une simple question qui a très peu changée au fil temps et qui, en cette fin de parcours, semble toujours aussi pertinente : Quelles sont les pratiques sociales d'AU des femmes de Katmandou ?

Pour mener à bien cette recherche sociale ayant une composante culturelle forte puisque se déroulant en terre étrangère, l'approche ethnographique a été privilégiée parce qu'elle permet au chercheur de s'immerger dans le terrain de recherche tout en donnant la parole aux individus et aux groupes spécifiques tout en s'intéressant aux expériences de la vie

⁴⁷ La recension de la littérature portant sur les pratiques d'AU à travers le monde amène à penser à la féminisation de cette pratique justifiant ainsi ce choix méthodologique (voir, entre autres, Hovorka, De Zeeuw, et Njenga, 2009).

quotidienne, favorisant ainsi la compréhension du phénomène social à l'étude. Ce terrain a par contre été parsemé d'embûches me rappelant que la recherche en sciences sociales est un laboratoire à ciel ouvert où le chercheur n'a point d'emprise sur les éléments extérieurs. Ainsi, le terrain de recherche a été interrompu par un méga tremblement de terre et ses multiples répliques et ralenti et influencé par un blocus économique (chapitre 4). L'étape de la collecte des données, durant laquelle j'ai effectué de l'observation participante et neuf entrevues semi-dirigées, m'a appris à maîtriser les rudiments de ces deux méthodes. J'ai aussi et surtout compris que la recherche impliquant d'autres êtres humains est complexe puisqu'elle met en relation des individus aux parcours, aux motivations et aux besoins parfois symétriquement opposés. Cet état de fait aura su soulever un questionnement éthique et épistémologique considérable, mais m'aura aussi enseigné qu'il est important d'apprendre à « nous représenter nous-mêmes », en tant que chercheur, avant de penser représenter l'Autre.

Le cadre théorique fondé sur la sociologie compréhensive, l'interactionnisme symbolique et plus spécifiquement la théorie des cadres a permis de faire ressortir les différents aspects des discours des acteurs sociaux impliqués dans les deux études de cas retenus, soit les femmes agricultrices et les promoteurs ou représentants des projets auxquels elles participent. Lors de l'analyse des données, trois principales opérations de cadrage ont été étudiées : 1) le cadrage de diagnostic identifiant le problème ; 2) le cadrage de pronostic identifiant une solution ; 3) le cadrage motivationnel identifiant les motivations à la mise en action.

L'ensemble de ces opérations de cadrage ont été abordées à la lumière de différents éléments étayant la « variabilité des cadres » et ont aidé à :

- La compréhension de l'articulation des pratiques des femmes, de leurs discours et de ceux des organismes impliqués dans l'AU ;
- La relation possible entre les deux études de cas retenus ;

- La compréhension d'une vision commune si telle est le cas et l'influence du discours des femmes agricultrices sur cette dernière.

Suite aux différents constats résultants de l'analyse des données et discutés dans le dernier chapitre, je retiens cinq conclusions principales. D'abord, tous les participants ont identifié un même élément de cadrage de pronostic, soit la pratique de l'agriculture urbaine. Les éléments de cadrage de diagnostic sont essentiellement similaires au sein des cas à l'étude, mais varient substantiellement d'une étude de cas à l'autre.

Ensuite, il semble que plus nombreux sont les éléments de cadrage de diagnostic identifiés par les porteurs de projet, plus important est le nombre de personnes intéressées et plus leur horizon de provenance semble diversifié. C'est dans les éléments de cadrage diagnostic que les citoyens d'horizons divers semblent pouvoir se reconnaître ; plus ce dernier est vaste et élaboré, plus la diversité des personnes intéressées semble possible (ex. : femmes au foyer, militant pour l'environnement, groupe favorisant la sécurité alimentaire, etc.).

Subséquent, en intégrant des enjeux socio-environnementaux contemporains à son discours, la KMC, porteuse du projet d'AST, a réussi à transformer et amplifier ses opérations de cadrage, lui permettant de rejoindre une base plus vaste de participants actuels et futurs. Ces opérations ont permis de modifier une vision communément partagée dans la société népalaise (urbaine) selon laquelle la pratique de l'AU est associée à la ruralité, à la pauvreté, aux activités de subsistance. Au sein du projet d'AST, une nouvelle saillance, mettant en relief les préoccupations socio-environnementales des citoyens, semble amoindrir cette conception sociale et culturelle de la pratique de l'AU.

Puis, il a été noté, dans la deuxième étude de cas, financer et former les agricultrices urbaines, que ces dernières avaient identifié plusieurs éléments de cadrage motivationnel

(motivations socio-environnementales, en lien avec la santé et en lien avec la spécificité géographique de leurs pratiques) qui ne faisaient pas partie du discours des deux organismes porteurs de ce projet. Cette observation amène à douter de la commensurabilité d'expérience ou de la congruence entre les cadres proposés par les organismes et l'expérience quotidienne des participantes. Ainsi, bien que les éléments principaux des trois opérations de cadrage soient sensiblement les mêmes, une partie relativement importante du discours des participantes n'est pas représentée dans celui des organismes qu'elles fréquentent. Cette observation mène à supposer que la mobilisation ou l'identification des participantes, présentes ou futures, puisse être plus laborieuse.

Enfin, avoir eu recours à deux études de cas a permis de constater qu'il y a une grande variété de discours et perceptions de la pratique de l'AU à Katmandou et que ces derniers ne sont pas nécessairement partagés entre les acteurs engagés qui y sont engagés. Du moins, il ne semble pas y avoir de connexion des cadres entre les deux cas à l'étude bien que certains propos généraux s'entrecoupent (ex. : la pratique de l'AU comme moyen de contrer la pauvreté).

Au terme de cette recherche, comment pouvons-nous penser utiliser ces résultats ? La richesse des données recueillies démontre que la pratique l'AU à Katmandou, comme probablement dans les villes d'autres pays en développement, est un outil multidimensionnel pouvant contribuer au mieux-être des individus et des populations puisqu'il a un impact sur les dimensions tant sociale que physique ou environnementale des uns et des autres. Cette pratique agit sur des principes chers au travail social tels que l'autonomisation des femmes, la justice sociale, l'intégration sociale, la sécurité alimentaire, le développement des communautés, la protection des populations vulnérables, le renforcement des capacités, etc. Ceci confirme mon impression première selon laquelle l'étude des pratiques sociales en agriculture urbaine, même au Népal, est un terrain fertile, bien que peut-être novateur, pour le travail social.

Considérant cela, je souhaite que cette étude puisse servir à repenser l'importance de la pratique de l'AU dans la ville de Katmandou qui subit, jour après jour, des changements nuisant à l'environnement et à la santé de sa population et avoir ainsi des impacts sur le développement de la ville. J'espère aussi de tout cœur que les résultats de cette recherche puissent aider à changer les perceptions de la population quant à la pratique de l'AU, car il y a encore et toujours quelque chose de noble dans le fait de nourrir la population. J'aimerais aussi que les résultats de cette recherche soient instrumentalisés par les organismes travaillant de près ou de loin avec les femmes agricultrices urbaines de Katmandou pour construire des interventions mieux ciblées, plus efficaces. Dans ce pays où les femmes sont encore des subalternes, où les femmes ont encore un accès limité à la propriété (par exemple de la terre) et à l'éducation et où leurs droits sont encore inférieurs à ceux des hommes, j'espère que cette recherche aura démontré que l'intervention sociale ciblée, telle que la formation professionnelle des femmes, est un moyen de rejoindre ce groupe social et d'améliorer ses conditions de vie. Finalement, je souhaite que ce rapport de recherche soit un tremplin ouvrant au dialogue entre les différents acteurs impliqués, d'une manière que ce soit, dans la promotion ou la mise en application de l'agriculture urbaine à Katmandou.

ANNEXE A

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA COLLECTE DES DONNÉES

Première étude de cas : KMC, l'ONU-Habitat et cie - Outils de collecte des données et moments de la collecte

	Description de l'activité de cueillette de données	Support des données	Dates (pré ou post séisme)
Observation participante	- 2 jours de formation offertes par la KMC	- journal de bord	- préséisme
	- min. d'½ journée dans les champs avec chaque participante	- journal de bord - photos	- préséisme
Entretiens individuels	- 1 directeur du département de l'environnement à la KMC	- journal de bord - enregistrement sonore - verbatim	- pré et post séisme
	- 1 entretien pré-terrain directeur de ENPHO	- journal de bord	- préséisme
	- 2 entretiens avec 3 participantes	- Journal de bord - Enregistrements sonores - Verbatim	1er entretien : préséisme 2e entretien : post-séisme
Corpus documentaire	- Vidéos promotionnels - Documents internes de la KCM (demandes de subvention, présentations, graphiques, etc.) - Sites Internet	- Journal de bord	- préséisme

Tableau 2 - Deuxième étude de cas : Rangjung Yeshe Shenpen et la WCS - Outils de collecte des données et moments de la collecte

	Description de l'activité de collecte de données	Support des données	Dates (pré ou postséisme)
Observation participante	- ½ journée lors d'une réunion mensuelle organisée par la WCS	- journal de bord	- préséisme
	- 2 à 4 heures avec chaque femme participante	- journal de bord - photos	- préséisme
Entretiens individuels	- 1 directeur à la WCS	- journal de bord - enregistrement sonore - verbatim	- préséisme
	- 1 entretien pré-terrain coordinatrice de programme de Shenpen	- journal de bord	- préséisme
	- 2 entretiens avec 4 participantes	- journal de bord - enregistrements sonores - verbatim	1 ^{er} entretien: préséisme 2 ^e entretien : post-séisme
Corpus documentaire	- Sites Internet - Brochures - Page Facebook	- journal de bord	- pré et post-séisme

ANNEXE B

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES PRATIQUES AGRICOLES DES PARTICIPANTES À LA PREMIÈRE ÉTUDE DE CAS

TABLEAU 1 - Production agricole de Saru didi

Produits cultivés pour la consommation/utilisation personnelle	ail, aloès vera, arbres à fruits (citronniers, orangers, avocatiers), asperges, chayotes, courges, fraise, herbes fraîches (coriandre), poires de terre (<i>yacon</i>), légumes-feuilles, melons d'eau japonais, tomates, okras, oignons verts, piments forts, compost, fleurs, poules (œufs)
Produits cultivés pour la vente	asperges, piments forts, compost, vers à compost, poules (pour les œufs)
Produits cultivés pour la vente (potentielle)	Arbres à fruits, poire de terre
Produits cultivés pour des raisons de santé	aloès vera, poire de terre
Produit cultivé pour des raisons rituelles	fleurs

TABLEAU 2 - Production agricole de Shanti Didi

Produits cultivés pour la consommation/utilisation personnelle	ail, citronnelle, citronniers, orangers, chayotes, courges, goyaviers, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, tomates, okras, oignons verts, piments forts, radis, compost, fleurs
Produit cultivé pour la vente	Oignons verts
Produits cultivés pour l'échange	Herbes, légumes-feuilles, oignons verts, piments forts, fleurs
Produits cultivés pour des raisons rituelles	fleurs, herbes

TABLEAU 3 - Production agricole de Sunita didi

Produits cultivés pour la consommation/utilisation personnelle	ail, aubergines, citronniers, cotonnier, chayotes, courges, fraises, haricots, goyaviers, herbes fraîches (coriandre, menthe), ignames (<i>pidalo</i>), légumes-feuilles, tomates, oignons verts, piments forts (3 variétés), radis, compost, fleurs
Produits cultivés pour l'échange	Herbes, légumes-feuilles, piments forts
Produits cultivés pour des raisons rituelles	fleurs, cotonnier

ANNEXE C

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CADRADRES DE DIAGNOSTIC, DE PRONOSTIC ET MOTIVATIONNEL - PREMIÈRE ÉTUDE DE CAS

	ONU UN-Habitat	KMC	Saru didi	Shanti didi	Sunita didi
Cadrage de diagnostic					
<i>Problèmes environnementaux</i>					
Gestion de l'eau	✓	✓	✓		
Bidonvilles	✓				
Changements climatiques	✓	✓	✓		
Qualité de l'air (gaz à effet de serre)	✓	✓		✓	
Gestion des déchets solides (et pollution visuelle)		✓	✓	✓	✓
Manque d'espaces verts		✓	✓		✓
<i>Problèmes sociaux et économiques</i>					
Extrême pauvreté / pauvreté	✓				
Accès nourriture saine	✓	✓			
Insécurité alimentaire/malnutrition	✓	✓			
Peu d'emploi disponible / accès limité des femmes à l'emploi	✓	✓	✓	✓	✓
<i>Problèmes sociaux et économiques - suite</i>					
Santé publique - déchets dans les rues		✓	✓		
Isolement des personnes âgées		✓	✓	✓	
Migration massive des jeunes			✓		

	ONU UN-Habitat	KMC	Saru didi	Shanti didi	Sunita didi
Faible scolarisation				✓	
<i>Problème politique</i>					
Politiques de verdissement		✓			
<i>Cadrage de pronostic</i>					
AU AST	✓	✓	✓	✓	✓
Éducation Sensibilisation			✓		
Création d'emploi	✓		✓		
<i>Cadrage motivationnel</i>					
<i>Motivations environnementales</i>					
Réduction des gaz à effet de serre / amélioration qualité de l'air	✓	✓		✓	
Amélioration gestion des déchets solides (et environnement visuel)	✓	✓	✓	✓	✓
Réduction problèmes de transport	✓	✓			
Réduction de l'usage d'engrais et produits chimiques		✓			
<i>Motivations sociales</i>					
Création d'emploi	✓		✓		
Source d'innovation	✓				
Source d'apprentissage	✓		✓		✓
Renforcement des collectivités	✓	✓			
Occupe femmes au foyer et retraités		✓	✓	✓	✓
Favorise la socialisation		✓	✓	✓	✓

	ONU UN-Habitat	KMC	Saru didi	Shanti didi	Sunita didi
Entraide		✓			✓
Favorise l'estime personnelle				✓	✓
Favorise les échanges				✓	✓
Motivations politiques					
Motive à respecter les normes		✓			
Pour le bien de la nation (amélioration env., production locale, éducation)			✓		
Motivations économiques					
Faire des économies		✓	✓	✓	✓
Générer des revenus		✓	✓	✓	
Motivations en lien avec la santé					
Accès à une nourriture saine		✓	✓	✓	✓
Exercice (santé physique et mentale)		✓	✓	✓	✓
Traitements problèmes particuliers <i>Peau</i> <i>Haute pression</i>			✓ ✓		✓
Motivations culturelles					
Utilisation dans les rituels religieux			✓	✓	✓
Pratique familiale ancestrale			✓	✓	✓

ANNEXE D

TABLEAU –IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA FORMATION SUR LES REVENUS
DES FEMMES AGRICULTRICE MEMBRE DE LA WCS ET AYANT SUIVI UNE
DES FORMATIONS OFFERTES PAR SHENPEN

Participant	Revenu annuel		Revenu annuel	
	Nrs	CAD	Nrs	CAD
1	250 000	3112	500 000	6224
2	150 000	1867	200 000	2490
3	50 000	623	75 000	934
4	100 000	1245	200 000	2490
5	200 000	2490	300 000	3734
6	80 000	996	120 000	1494
7	40 000	500	70 000	934
8	10 000	125	20 000	250
9	20 000	250	50 000	623
10	100 000	1245	150 000	1867
11	50 000	623	75 000	934
12	75 000	934	100 000	1245
13	20 000	250	45 000	415
14	20 000	250	40 000	500
15	100 000	1245	150 000	1867
16	60 000	553	100 000	1245
17	100 000	1245	150 000	1867
18	50 000	623	100 000	1245
19	2 000	25	30 000	375

ANNEXE E

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES PRATIQUES AGRICOLES DES PARTICIPANTES À LA DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS

TABLEAU 1 - Production agricole de Pavitra didi

Produits cultivés pour la consommation/utilisation personnelle	ail, chayotes, courges, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, tomates, okras, oignons, maïs, piments forts, compost, fleurs, fourrage, riz, vaches à lait poules (œufs)
Produits cultivés pour la vente	Légumes-feuilles, lait

TABLEAU 2 - Production agricole de Bimala didi

Produits cultivés et animal élevé pour la consommation / utilisation personnelle	ail, carottes, concombres, chayotes, courges, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, tomates, okras, oignons, maïs, piments forts, compost, fleurs, fourrage, riz vaches à lait poules (œufs)
Produits cultivés pour la vente	Légumes-feuilles, lait
Produits cultivés pour la vente (potentielle)	arbres à fruits (poiriers, goyaviers, pamplemoussiers)

TABLEAU 3 - Production agricole de Nilu didi

Produits cultivés et animaux élevés pour la consommation ou utilisation personnelle	ail, chayotes, choux-fleurs, courges, haricots, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, légumineuses, tomates, okras, oignons, oignons verts, patates, piments forts, riz, compost, fleurs, poules (œufs), vache (lait)
Produits cultivés pour la vente	ail, chayotes, choux-fleurs, courges, haricots, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, légumineuses, tomates, okras, oignons, oignons verts, patates, piments forts, œufs

TABLEAU 4 - Production agricole de Devi didi

Produits cultivés pour la consommation/utilisation personnelle	ail, chayotes, choux, concombres, courges, haricots, herbes fraîches (coriandre), légumes-feuilles, tomates, okras, oignons, oignons verts, piments forts, compost, fleurs
Produits cultivés pour la vente	Choux, concombres, courges, haricots, herbes fraîches, légumes-feuilles, oignons verts, piments forts, tomates

ANNEXE F

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CADRAGES DE PRONOSTIC, DE DIAGNOSTIC ET MOTIVATIONNEL – DEUXIÈME ÉTUDE DE CAS

Le cadrage de diagnostic de tous les acteurs sociaux ayant pris part à cette étude de cas

	WCS	Shenpen	Pavitra didi	Bimala didi	Devi didi	Nilu didi
Cadrage de diagnostic						
<i>Problèmes économiques</i>						
Pauvreté des ♀/problèmes économiques	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance économique des ♀	✓	✓		✓		
<i>Problèmes sociaux</i>						
Insécurité alimentaire des ♀		✓				
Société patriarcale	✓	✓				
Époux refusant qu'elle occupe un emploi à l'extérieur				✓		
Dépendance sociale des ♀	✓	✓		✓		
Faible scolarisation des ♀		✓	✓		✓	✓
Cadrage de pronostic						
AU	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autonomisation des femmes	✓	✓				
Amélioration du statut	✓	✓				
Éducation/sensibilisation	✓	✓				

Formation	✓	✓				
Entraide entre ♀	✓					
Cadrage motivationnel						
<i>Motivations sociales</i>						
Autonomisation des ♀	✓	✓				
Romp le cercle vicieux de la	✓	✓				
Source d'apprentissage	✓	✓				
Renforcement des collectivités	✓			✓		✓
Leadership communautaire	✓	✓		✓		✓
Entraide/solidarité	✓			✓	✓	✓
Favorise l'estime personnelle			✓	✓	✓	✓
Éducation des enfants		✓	✓	✓	✓	✓
<i>Motivations économiques</i>						
Génération de revenu	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Indépendance financière des ♀	✓	✓	✓	✓		✓
Épargne						✓
Économie sur l'achat des denrées de base					✓	✓
<i>Motivation géographique</i>						
Proximité des marchés			✓	✓	✓	✓
<i>Motivations culturelles</i>						
Pratiques culturelles / traditionnelles	✓	✓	✓		✓	✓
<i>Motivation en lien avec la santé</i>						

Production biologique appréciée par client			✓			
<i>Motivation environnementale</i>						
AU comme moyen d'améliorer l'environnement						✓

APPENDICE A

SCHÉMA D'ENTREVUE

Nepalmaa Shaharko ketipati:

Understand the practices of women in Kathmandu

Interview guideline with women urban farmers

Introduction: Anusandhanko udasaya ra juraakaani ko yajanaa obasatha smaran garaaunu. PrastutikaraN ra dastakhata ko manjuri patra ra juraakaani ko sahamatimaa namunaaharu.

*Remind the objectives of the research and the planned duration of the interview.
Presentation and signature of the consent form and agreement on the modalities of the interview.*

Preliminary discussions: Sarbapratham, ma dhanyabaada dinachaahanchu tapaaiharulaai kinabhane yo an usandhan (?) yohannamaa udaara garera bhaag linu manjur dinubhayo, (?) jabasamma hyahaa aaunu ra tapaaiharuko baarema krisaka anubhab (?)Kathmandu sahaarko kura garnu.

First of all, I would like to thank you because to generously accept to participate to this research project while coming here and talking about your experience as a farmer into the city of Kathmandu.

Ma tapaaailaai sodhachu pahilaa usasaya linuko laafi raamro sanga bujanu parchha tapaaiko ho. Pachhi, ma tapaaailaai prasna garchu tapaaiko krisi kaaryakramko baarema. Antimaa, ma tapaaailaai prasna garchhu tapaaiko pariyojana (all together?) samdandiko baarema tapaaiko kaam.

The questions I will ask you at the beginning have for objective to better understand who you are. After, I will ask you questions about your farming activities. Finally, I will ask you questions about the relations you have will the organization/project you work with.

Chha main topic will be cover:

- 1) Tapaaike jivan katha;
- 2) Tapaaike kaam jastai sahara krisaka (farmer);
- 3) Tapaaike khetipaatisambadhi hune utaperaNa;
- 4) Tapaaike aafanta sanga bhayako faraka (pariwar – shriman, bachhaharu, failiayko pariwar-, aru sharaavagi (autres participants), sasthaa haru athawa NGO jun tapaailei thaha chha, chhimekiharu, jadaa-dhani aadi (?);
- 5) Tapaaike garejo saamana athawa garnupane; ra
- 6) Tapaaike bhabisya aDkal.

In order words, 6 main topics will be cover: 1) your life story; 2) your work as a urban farmer; 3) your motivations to do agricultural work; 4) the different relationships you have with others (family – husband, children, extended family-, others participants, organization or NGO that you visit, neighbours, landowners, etc.); 5) the challenges you had or have to face; and 6) your future projection

Pahilo shrisaka: jiban kathaa - Life story

Ke tapaaai aafno baarema aafai bhannu hunchha? Tappaaike jivan baarema? Tapaaike pariwarke baarema?

Could you talk about yourself? About your life? About your family?

- **Ke tapaaai malaai bhannuhunchha tapaaaike pramuk (principal) peshaaiko baarema? Could you talk to me about your principal occupations?**
 - Ke tapaaai mero laagi tapaaaike ek dinko namuna (type) bayaan garnu hunchha?
Could you describe to me one of your typical day?
- **Ke tapaaai ma sanga tapaaaike pariwarke baarema kura garnu hunchha?**
Can you talk to me about your family?
 - Tapaai sangako basnu hunchha? Sriman? Batchaharu? Katiwataa? Sasuraalki pariwar?
Who live with you? Husband? Children? How many? Family in law?
 - Tapaaike srimaan ke garnuhunchha?
What does your husband?

- **Tapaaiko gaau kahaachha? Tapaai KTMmaa kahile aaunu bhayo?**
Where is your village? What were you doing there? When did you arrive in KTM?
 - Tapaai ke garnu hunchha? teha?
What were you doing there?
 - Ke pariwaran bhayo tapaaiko jivanmaa tapaa KTM sareko (move) dekhi?
What changed in your life since you moved in Kathmandu?
- **Kahile dekhi tapaaile khetipaatico kaaryakram garnu bhayo?**
Since when do you do gardening's activities?
 - Ke utaperaNale tapaa yo garnu hunchha?
What motivated you to do it?
 - Tapaailai kasle bhanyo?
Who taught you?

Dosro shrisaka: Sahari khetipaatico abhiyaasa
The practices of urban agriculture (UA)

- **Ke tapaa malaai tapaaiko khetipaati aghiyaasa baaremaa bhannu hunchha?**
Could you talk to me about your agricultural practices?
 - Kahile tapaaile khetipaati suru garnu bhayo?
When did you start doing agriculture?
 - Kaha? Tapaaiko ghar baata najik ki taDa?
Where? Close or far from your house?
 - Kun jaminmaa? Tapaaiko? Athawa bhaaDako jamin? Athama khaali jamin?
Kasari paaunu bhayo yo jamin tapaaile?
On which land? Your own? Or on a rented land? Or on an empty land? How did you get this land?
- **Tapaa ke ropdai hunuhunchha? Atharo daDaudai?**
What are you growing? Or rising?
 - Dhaan? Aloo? Saag? Thulo athawa saano janaawar haru?
Rice? Aloo? Saag? Big or small animals?
 - Tapai phara mausammaa keke ropnu hunchha?
What are you growing in different season?
 - Kina tyo?
Why those ones?
- **Uhaaharu tayaar hunchha, tapaa tarkaari/janaawaarharu sanga ke garnu hunchha?**

Once they are ready, what are you doing with the vegetables/animals?

- Bhektigat upbhog? Upahaav? Bikri?
Personal consumption? Gift? Saling?
 - Yadi tapaaai kehi bhaag athama sabai kaslaai bikri garna chaahanu hunchha?
If you sale a part or all of it to whom do you sale it? How does it work?
 - Ketipaaitabaata tapaaai kati paisa kamaaunuhunchha?
How much do you earn from it?
 - Kasari nirNya banaaunu hunchha yasako baaremaa?
How do you make decision about it (investment? salary?)?
- **Tapaaai ko sanga kheti garnu hunchha?**
With whom are you gardening? Do you have help from other farmers?
 - O manuha bhitra? Tapaaiko pariwar sanga? Kasari kaamlaai bhaag lagaunu hunchha?
In group? With some members of your family? How do you divide the tasks? Do you have to hire people? When?
 - Madat ko laagi, tapaaai paisa dinu parchha?
Was there before a traditional system of help between farmers???
- **Tapaaiko jivanmaa ke pariwartan bhayo tapaaile khetepaati garnu hunchha?**
What change in your life since you are doing agriculture?
- **Tapaaiko bichaarmaa, gaau dekhi saharko khetipaati garaaiko bicharma ke pharak chha?**
In your mind, what is different between doing agriculture in the city from doing agriculture in the village?
 - Tapaaiko bichaarma, sahari khetipaati ko abhiyaas (?) ke le parihassa dinchha?
In your mind, what define the practices of agriculture into the city?

Tesro shriska: Shahari khetipaati abhayaas ra saamanaa haruko UtaperaNa
Motivations to practice urban agriculture and challenges

Ke tapaaai kehi kura bhannu hunchha tapaaiko yo tarkaari/janaawarharu baDauna kun utaperaNa baareko kaaraN saharmaa?
Could you talk a bit about the reasons which motivate you to grow vegetables/raise animals in town?

- **Tapaaile kina nirNya garnu bho tarkaari ropna (janaawarharu palna)?**
Why did you decide to grow veggies (raise animals)?

- **Ke pariNam chha?**

What are the outcomes?

- Aarthik heraaaimaa?
On an economic point of view?
- Saamaajik heraaaimaa? (chimetri sangha? Arko kisan sangha?)
On a social point of view? (Exchange with neighbours? With other farmers?)
- Pistikako heraaaimaa?
On a nutritive point of view?
- Tapaai malaai udaaharaN dinuhunchha?
Could you give me examples?

- **What is difficult into this practice?**

- **Tapaai kahilayai samsyaa paaunu bho kinaghane tapaai sharmaa khetipaati garnugunchha?**

Did you ever get problems because you were doing agriculture (in town)?

- O ke tapaai malaai udaaharaN dinuhunchha?
Could you give me an example?
Ex. Water access? Stealing? Fighting with neighbours?

Chautho Shisaka: Aru saamaajik nagarikharu (pariwar – shrimaan, bachaaharu, phailiayko, pariwar, - aru sahabhagiharu, sastaharu, chhimekiharu, jaggaadhaniharu aadi) tapaaike krisi kriykalabharu sanga.

Relationship with others social actors (family –husband, children, extended family-, other participants, frequented organizations, neighbours, land owners, etc.) related to your farming activities, could you talk about your relationship with:

1. *Related to WSC and Shenpen*

- **WCS ra Shenpen tapaaike laagi keke gatividhi ki seva dinuhunchha tapaaike laagi?**

Can you describe to me the activities/services offer by WCS and Shenpen?

- **Kasari tapaai aaunubho yo sangathan ko kriyaaklab milauna?**

How did you come to join the activities of WCS and Shenpen?

- Kahile dheki?
- Yo sangathanko laagi tapaai ke hernu hunchha? Ki yo baata tapaai ke linuhunchha?
What does it bring to you? Or What are you looking for in this organization?
- Ke tapaai yo sangathanmaa tapaaike sahabhaagiko paribhaasaa dinuhunchha?

Could you describe your participation into this organization? What do you do there?

- Ke tapaaai sanghanko baaremaa manchheharu sanga tapaaiko sambandhako kura garnuhunchha?

Can you talk about your relationship with the people of the organization?

- Ke tapaaai sanga aru sahabhaagharu ko sambandha chha? Ke tapaaai kura garnu hunchha tapaaiko Uhaaharu sangako sambandh baaremaa?

Do you have relation with the other participants/women of this organization/project? How are they (friendship? Help? Competition?) Any example?

- **Yadi tapaaai tapaaiko athama khetipaati abhiyaas ahile tyo tapaaai milaauna WCS and Shenpen ra pahila tyo, teha kehi pharak chhan?**

If you compare your agricultural practices now that you join WCS and Shenpen and before that, are there some differences?

- Tapaaai udaaharaN dinuhunccha?

Could you give me examples?

- **Tapaailai sadhai jasto ke manparchha yo sangathan bhitra?**

What do you particularly like in this organization/project?

- **Ke tapaaai yo sangathanmaa sahabhagi hunuko baaremaa phaaida ra bephaaida haruko paribhasaa dinuhunchha?**

Could you describe the advantages and disadvantages about participating into this organization?

- **Tapaaiko bichaarmaa, sumajma kriyaakalab ra kaam sangathanle lyauchha? (?)**

In your mind, what the activities and actions of this organization bring to the community?

2. Others – how are your relationships with:

- **Tapaaiko pariwar ke bichar garnu hunchha tapaaiko tarkaari ropne baarema tapaaiko arko kaam huda?**

What your family think about the fact that you are growing vegetables among your other tasks?

- Shrimaan - Husband
- Bachhaharu - Children
- Abhibhabakharu - Parents/parent in law
- Sangathanko baarema Uhaaharuko aakarsan ke ho?

What are their impressions about the organization/project?

- *Adi maile uhaharulai sodhe ke bichar garnu hunchha yo baaremaa, ke bhannu hunchha halo Uhaharu?*

If I was asking them what do they think about it, what would they say?

- *Tapaaile suchanaa pariwartan bhitra anughuti (?) garnu bhayo tapaaile pariwar dekhi tapaaile suru garnu bhayoko tarkaari kheti? Have you notice change in the perception that your family has of you (I can be more specific and say, for example, husband) since you start growing/rising vegetables?*

- **Tapaaiko kasto sambandha chha jaggaa dhani sanga?**

How are your relations with the landowner?

- *O ke tapaaai Uhaharulaai paribhaasaa dinuhunchha? Could you describe them?*

- **Tapaaiko kasto sambandha chha chhimekiharu sanga khethko baaremaa?**

How are your relations with the neighbours of your field?

- *O ke tapaaai Uhaharulaai paribhaasaa dinuhunchha? Could you describe them? Examples?*
- *O adi maile Uhaharu ki (?) sodhe uhahau ke bichar garnu huunchha tapaaiko krisi kriyaakalabko baarema, Uhaharu ke bhannu hunchha hola? If I was asking them what do they think about your farming activities, what would they say?*

Pachau shrisako: Chunautiharu - the challenges

Ke tapaaile hura garnu bho chunautiko baarema tapaaile garnu bhaeko (to be) saamaNa dekhi tapaaai sahabhaagi bhaeko krisi kaaraykram haru?

Could you talk about the challenges you faced since you are involved in farming activities?

- **Aarthik rupmaa**
Economically (buying or renting the land, buying the seeds and the fertilize)
- **Saamajik rupmaa (jaagadaa, भेदभाव की pakhasapaat)**
Socially (resistance, conflict, discrimination)
- **Moudrik rupmaa (paani ki jamin ko bhid)**
Materially (access to water, to land)
- **Ke tapaaai udaaharaN dinuhunchha?**
Could you give examples?
- **Kasari tapaaai phaaidako byabasthaa garnuhunchha?**
How do you manage the profits?

Chhaito shrisako: Bhabisya yojana ra samaapti - Future plans and conclusion

Ke tapaa tapaaiko bhabisya baaremaa kehi bhannu hunchha? tapaa kasari hernu henchha yaslait?

Could you talk a bit about your future? How do you see it?

- **Kun bhumika krisi bhitra yasle khelchha?**
Which part/role plays farming in it?
- **Tapaa kasari sahari khetipaatiko bhabisya hernu hunchha?**
How do you see the future of urban agriculture?
 - Yaslai sudharnako laagi haami ke kura garnu parchha?
What shall we do to improve it?
- **Kehi chha shrisak baaki haamile kura nagareko ra ke tapaa bhannu chaahanu hunchha?**
Is there some topic we didn't talk about and you would like to talk about?
 - Kehi prasna chha tapaaiko bichaarmaa maile sodhnu ra maile sodheko chaina?
Are there some questions you thought I would ask and I didn't?

Socio-demographic Questions

- Tapaa kati barsha bayo? *How old are you?*
- Tapaaiko bihe gare paachi? - *Are you married?*
- Tapaaiko batchhaharu chan? Kaati jaana? Kaati barsha bayo? - *Do you have children? How many?*
- Tapaaiko srimanko kaam chha? Wahaa ke garnuhunchha?- *Is your husband working? What is he doing?*
- Tapaaiko parivarko mahina (ki saal) ko talab ke ho? Kaaha baaTa aauchha?- *What is your mensual (or annual) income? Where does it come from?*
- Schoolmaa tapaaiko Tiknu class sideko ke ho? - *What was your last grade you have completed at school?*
- Tapaaiko joDaai (ki Dhalaai?) ke ho? - *What is your cast?*

APPENDICE B

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ÉCRIT

Urban agriculture in Nepal : Understanding the women's practices in Kathmandu Valley Consent Form

Project's information

The person responsible for the research project is Melanie Letourneau, MA student-researcher in Social Work at Université du Québec à Montréal (UQAM). You can reach her by email: melanie.letourneau@hotmail.fr and by phone in Nepal (977) 981.881.0314 and, in Canada at (514) 678.2798.

This research is conducted under the supervision of Mrs. Sylvie Jochems, research director and professor at the Social Work School of UQAM. You can reach her by email: jochems.sylvie@uqam.ca, and by phone at (514) 987-3000, extension 3702.

General goal of the project

You are invited to participate to a research project aiming at better understand and gather information on women practicing urban agriculture in Kathmandu by describing the day-to-day practices.

This project will also try to grasp and analyse the relations between the different actors/organizations nearly or distantly involved in the field of urban agriculture.

Nature of the tasks that will be asked to you

First of all, your participation consists in accepting that the student researcher accompanies you in your daily tasks. She will spend few hours a day, two (2) to four (4) days with you.

Afterwards, your contribution involves participating into an individual interview which will be done into two sessions of approximately 50 minutes each. In this interview, we will ask you to describe your experience as a farmer. Different topics will be discussed:

- 1) Your life story;
- 2) Description of your farming practices;
- 3) Your motivations to practice agriculture into town;
- 4) The relationships you have with other social actors (family –husband, children, extended family members-, others participants/farmers, NGO/organizations/projects you work with, neighbours, landowner, etc.);
- 5) Challenges encountered; and
- 6) Your future perspectives (or your projection into the future).

With your permission, the interview will be recorded. It will take approximately 1h45 of your time (two times 50 minutes). The place and time of the meeting will be decided by both the participant and the student researcher. Afterwards, a transcription of the interview will be done but it won't be possible to identify you.

Voluntary participation

- Your participation to this project is voluntary. This means that you accept to participate without any constraint and, then, that you are free to stop your participation at any moment. In that case, the information related to you will be destroyed.
- Your consent also implies that the student-researcher can use the gathered information for her research (ex.: publication of the report, articles, oral presentation, etc.) if she does not reveals information that could identify you or your family's members publicly. An exception could be made if you specifically consent to be identified.
- Your voluntary participation signifies that any kind of remuneration will be given.
- You are free to not answer questions that you find awkward.
- You can withdraw your participation from this project if you wish without having to justify yourself.
- Vous êtes libre de ne pas répondre aux questions qui vous gênent ou indisposent.

Confidentiality and et anonymity

- The student researcher and her director will be the only people having access to the fieldwork's material collected during the participant observation's session and the interview. They commit to keep confidential all the collected data.
- If the student researcher has to work with an interpreter, she commits to teach this person about the importance of confidentiality. The interpreter will also have to commit to keep confidential the information she will have been exposed to during the interviews and when she will read the transcriptions.
- The research material (fieldwork's notes, recordings, and transcriptions) will be kept apart as well as your consent form. All those documents will be kept separately in a locked drawer until it will be destroyed.
- Recordings and consent forms will be destroyed two (2) years after the last research result publications.
- To preserve the anonymity of the participants, their names will be changed in the transcription as well as in the final report.
- All the personal information that can contribute to identify someone will not be used.

Dissemination processes

Results of the research will be published in a master degree thesis in Quebec (Canada) and, possibly in a scientific article.

A summary of the results will be communicated to interested organizations and with the participants who wish to be informed by the results.

A summary of the results will be available in Nepal in a manner as any person, organization or institution interested by this research will be able to have access to it.

Advantages of participating in this research project

- Your participation will allow yourself to talk about your own experience as an urban farmer in Kathmandu.
- Your participation will aim to promote the reality of urban farmers amongst interested organization here in Nepal as well as in other parts of the world (ex.: Canada).
- Your participation will contribute to the advancement of knowledge by proposing a better understanding of urban farmers' reality. Those information could be related to the realities of other women in other countries.

Risks of participating in this research project

- So far, no inconvenient or risk has been identified in participating into this research project.
- However, it is possible that a topic or a question causes discomfort or brings back some unpleasant emotion. If this happens, you can talk about it with the student researcher. She will try to refer you to an appropriate resource/organization if you need to talk about it.
- If a question causes discomfort, you are free to not answer the question without having to justify yourself.
- The student researcher has the responsibility to suspend or stop the interview if she believes your well-being is threatened.
-

Questions about the project and your rights

If you have any further questions about this project, you are welcome to contact the student researcher. If you feel like you need to talk about the conditions of your participation and about your rights as a participant, you can also discuss with the research's director, Mrs. Sylvie Jochems.

This research project has been ethically approved by the Research Ethical Committee for the Student project (known as *Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants –CERPÉ*) of the UQAM's Faculty of Human Sciences. For all questions that cannot be asked to the research director, to submit a complaint or a commentary, you can contact the committee's president through the CERPE's coordinator, Mrs. Anick Bergeron (514.987.3000 ext. 3642 or bergeron.anick@uqam.ca).

Thanking

Your co-operation is important, even necessary, to the realization of this project. Therefore, I want to tell you that I am very thankful for your contribution.

Signatures

Participant

I recognize that I have read the present form and voluntarily consent to participate to this research project. I also recognize that the person responsible of this project answered in a satisfactory manner all my questions and I had enough time to take the decision to rather participate or not. I understand that my participation to this research is totally voluntary and

that I can stop it at any moment, without being penalized in any manner without having to justify myself. To do so, I just have to inform the person responsible of the project.

I wish to be informed of the results of the research whenever these become available:

Yes, No

Name, address, phone number and email address (in capital letters)

Participant's signature

Date

Person responsible for the project

I declare having explained the nature and the objectives of the research as well as the advantages and disadvantages of participating into it to the participant. I also declare having answered, I well as I know, all the participants' questions.

Student-researcher's signature (Person responsible for the projet)

Date

Mélanie Létourneau

Email : melanie.letourneau@hotmail.fr

Tel. : (977) 981.881.0314 (Nepal)

+1 (514) 678.2798 (Canada)

BIBLIOGRAPHIE

- Anadon, Marta (2006). La recherche dite qualitative: de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents, *Recherche qualitative*, vol. 26, no 1, pages 5-31.
- Acharya, M. (2001). Women and the Economy: The Key Issues. Nepal: Friedrickebert-Stiftung Récupéré le 2 décembre 2016 de http://www.nepaldemocracy.org/gender/women_economy.htm
- Amatya, S. (2016, 2 août). Rooftop farming on rise in Kathmandu. *Republica*. Récupéré le 20 novembre 2016 de <http://www.myrepublica.com/news/3115>
- Atkinson, P. et Hammersley, M. (1994). Ethnography and Participant Observation, in Denzin N.K. et Y. Lincoln eds., 2000 *Handbook of Qualitative Research*, Californie, Sage Publications.
- Balakrishnan , R. (2005). Rural women and food security in Asia and the Pacific: Prospects and paradoxes. FAO: Bangkok. Récupéré le 29 décembre 2017 de <http://www.fao.org/3/a-af348e.pdf>
- Barry, J. (2007). *Environment and Social Theory*. New York: Routledge.
- Battersby, J. et Marshak, M. (2013). Growing Communities: Integrating the Social and Economic Benefits of Urban Agriculture in Cape Town. *Urban Forum*, 24 (4), 447-461.
- Beaudry, S. (2011). Les community gardens de New York City : de la désobéissance civile au développement durable. *Revue française d'études américaines*, 3 (129), 73-86.
- Beaud, S. et Weber, F. (2003). *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte.
- Becker, H. et McCall M.M. (1990). Symbolic interaction and cultural studies. Chicago : University of Chicago Press, 286 p..

- Benford, R. D. et Snow, D. A. (2012 -3/2000). Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, 99, 217-255. Récupéré le 3 mars 2016 de <https://www.cairn.info/revue-politix-2012-3-page-217.htm>
- Benford, R. D. et Snow, D. A. (2000). Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment. *Annual Review of Sociology*, 26, 611–639.
- Berger, R. M. et Kelly, J. J. (1993). Social Work in the Ecological Crisis. *Social Work*, 38 (5), 521–526.
- Besthorn, F. H. (2002). Radical Environmentalism and the Ecological Self. *Journal of Progressive Human Services*, 13 (1), 53–72.
- Besthorn, F. H. (2012). Deep Ecology's contributions to social work: A ten-year retrospective. *International Journal of Social Welfare*, 21 (3), 248–259.
- Besthorn, F. H. (2013). Vertical Farming: Social Work and Sustainable Urban Agriculture in an Age of Global Food Crises. *Australian Social Work*, 66 (2), 187–203.
- Bhandra, C. et Shah, M. T. (2007). Nepal: Country Gender Profile, 63.
- Bhattarai, D. (2015, 5 octobre). Nepali, Indian officials discuss 'unofficial blockade' in New Delhi. *Kathmandu Post*. Récupéré le 10 octobre 2016 de <http://kathmandupost.ekantipur.com/news/2015-10-05/indias-external-affairs-ministry-holds-consultation-on-nepal-blockade.html>
- Bhital, B., Sharma A. et Adhikari, S. (2016). Urban Agriculture, Waste Management and Food Security, Nepal. *International Journal of Environment, Agriculture and Biotechnology (IJEAB)*, vol. 1 (4), 885–889. Récupéré le 30 décembre 2016 de <http://dx.doi.org/10.22161/ijeab/1.4.36>
- Blumer, H. (1969). Symbolic interactionism perspective and method. Englewood Cliffs, N.J. Prentice-Hall, 208 p.
- Bogaty, Thomas. (2015, 23 septembre). Rooftop farming training to cover 150 households. *The Himalayan Times*. Récupéré le 24 septembre 2015 de <https://thehimalayantimes.com/kathmandu/rooftop-farming-training-to-cover-150-households/>
- Boulianne, M. (1998). Projet de recherche. Jardins communautaires, formes de sociabilité et citoyenneté au Québec et au Mexique. *Économie et Solidarités*, no. 29, vol. 2, p. 143-153.

- Boulianne, M. (1999). Agriculture urbaine, rapports sociaux et citoyenneté : le cas du jardinage biologique communautaire au Québec et au Mexique. Dans C. d. CRISES (Ed.), *Collection Études de cas d'entreprises d'économie sociale*.
- Boulianne, M. (2000). Agriculture urbaine et développement: l'expérience mexicaine, *Nouvelles pratiques sociales*, 13 (1): 103- 118.
- Boulianne, M. et Després, C. (2016). Vers un urbanisme alimentaire. *Urbanité*, Hiver 2016, p. 45-48.
- Boulianne, M., Olivier-d'Avignon, G., et Galarneau, V. (2010). Les retombées sociales du jardinage communautaire et collectif dans la conurbation de Québec. [*Vertigo*] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10 (2). Récupéré le 20 mars 2014 de <https://vertigo.revues.org/9930>
- Boulianne, M., Saillant, F. et Labrecque, M. F. (2001). L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois. *Anthropologie et Sociétés*, 25 (1), 63-80.
- Bradshaw, S. et Fordham, M. (2013). Women, girls and disasters. A review for DFID. Récupéré le 5 septembre 2015 de https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/236656/women-girls-disasters.pdf
- Buechler, S. (2009). Gender dynamics of fruit and vegetable production and processing in peri-urban Magdalena, Sonora, Mexico. Dans A. Hovorka, H. de Zeeuw et M. Njenga (Eds.), *Women Feeding Cities — Mainstreaming gender in urban agriculture and food security* (pp. 181-198). Rugby, UK: Practical Action Publishing.
- Cameron, M. (1998). *On the edge of the auspicious. Gender and caste in Nepal*. Illinois: University of Illinois Press, 328 p.
- Catlos, E. J., Anke, M. F. et coll. (2016) Nepal at Risk: Interdisciplinary Lessons Learned from the April 2015 Nepal (Gorkha) Earthquake and Future Concerns, *GSA TODAY*, pp. 42-43. Récupéré le 10 octobre 2016 de <http://www.geosociety.org/gsatoday/archive/26/6/article/i1052-5173-26-6-42.htm>
- Certomà, C. (2011). Critical urban gardening as a post-environmentalist practice. *Local Environment. The International Journal of Justice and Sustainability*, p. 977-987 (31 octobre 2011). Récupéré le 1er août 2017 de <http://www.tandfonline.com/doi/ref/10.1080/13549839.2011.592181?scroll=top>
- CIA. (2017) The World Factbook. Récupéré le 29 décembre 2017 de <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2212.html>

- CIA. (2014a). Nepal. *The world factsheet*. Récupéré le 20 février 2014 de <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/np.html>
- CIA. (2014b). Unemployment rate. *The world factbook*. Récupéré le 20 février 2014 de <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2129.html>
- Coates, J. (2000). From Modernism to Sustainability: New Roles for Social Work. Récupéré le 30 septembre 2015 de <http://www.ecosocialwork.org/jcoates2.html>
- Coates, J. (2003). *Ecology and social work: towards a new paradigm*. Black Point, N.S.: Black Point, N.S.: Fernwood Publishing.
- Coates, J. et Gray, M. (2012). The environment and social work: An overview and introduction. *Int. J. Soc. Welf.*, 21 (3), 230–238.
- Coates, J., Gray, M. et Hetherington, T. (2006). An 'Ecospiritual' perspective: Finally, a place for indigenous approaches. *British Journal of Social Work*, 36 (3), 381–399.
- Collignon, B. (2007). Notes sur les fondements des *postcolonial studies*. *EchoGéo*, 1. Récupéré le 14 janvier 2015 de <https://echogeo.revues.org/2089>
- Comeau, Y. (2010). *L'intervention collective en environnement*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 148 p.
- Contamin, J.-G. (2009). Analyse des cadres. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (sous la dir. de.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 38-46). Paris : Presses de Sciences Po. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-page-38.htm>
- Cox, D.R. et Pawar, M. S. (2013). *International social work: issues, strategies, and programs* (2nd Ed., ed.). Los Angeles: Sage.
- Crane, A. (2011). *Intervening with agriculture—a participatory action case study of guerrilla gardening in Kingston, Ontario*. (Mémoire de maîtrise), Queen's University. Récupéré le 20 février 2014 de <http://www.queensu.ca/ensc/sites/webpublish.queensu.ca.enscwww/files/files/502/CraneENSC502.pdf>

- De Lauretis, T. (2007). *Théorie queer et cultures populaires. De Foucault à Chonenberg.*, Bourcier, Paris, La Dispute.
- Deepak, A. C. (2014). A Postcolonial Feminist Social Work Perspective on Global Food Insecurity. *Journal of Women and Social Work*, 29 (2), 153–164. DOI : 10.1177/0886109913516456
- Deslauriers, J.-P. (1991). La collecte des informations *Recherche qualitative. Guide pratique* Montréal : McGraw-Hill Éditeurs, p. 33-59.
- Devi, G. et Buechler, S. (2014) Gender dimensions of urban and peri-urban agriculture in Hyderabad, India. Dans A. Hovorka, H. de Zeeuw et M. Njenga (Eds.), *Women feeding cities. Mainstreaming gender in urban agriculture and food security.* (p. 35–50). Warwickshire: Practical Action Publishing. Récupéré le 15 novembre 2015 de https://www.researchgate.net/publication/265561428_Gender_dimensions_of_urban_and_peri-urban_agriculture_in_Hyderabad_India
- Devkota, D., Rauniyar, G. P. et Parker, W. J. (1999). The role of gender and ethnicity in household decision-making: Evidence from rural Nepal. Annual Conference of the Australian Agricultural and Resource Economics Society. New Zealand : Christchurch.
- Dewane, C. J. (2011). Environmentalism et Social Work: The Ultimate Social Justice Issue. *Social Work Today*, 11 (5), 20.
- Dhital, B., Sharma, A. et Adhikari, S. (2016). Urban Agriculture, Waste Management and Food Security, Nepal. Dans *International Journal of Environment, Agriculture and Biotechnology (IJEAB)*, 1 (4), Nov-Dec- 2016. Récupéré en ligne le 15 juillet 2017 de <http://dx.doi.org/10.22161/ijeab/1.4.36>
- Dixit, A., Chettri, M. R., Dixit, K.M., Wenju, R., Aryal, M., Dongol, U., Rai, D.R., apa, K., Devkota, M. et Sudebi, Y. (2014). *Building Urban Resilience: Assessing Urban and Peri-urban Agriculture in Kathmandu, Nepal.* [Padgham, J. and J. Jabbour (eds.)]. United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi, Kenya. Récupéré le 20 décembre 2014 de https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9413/-Building_Urban_Resilience_Assessing_Urban_and_Peri-urban_Agriculture_in_Kathmandu-2014UP.pdf?sequence=3&isAllowed=y
- Dominelli, L. (2012). *Green social work: from environmental crises to environmental justice.* Cambridge : Polity.
- Doss, Cheryl. (2011). The role of women in agriculture. Rome: FAO. Récupéré le 15 juin 2017 de <http://www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf>

- Duchemin, É. (2010). Viabilité des sociétés et agriculture urbaine. *Revue Quart Monde*, No 215 - Développement durable: avec ou sans misère ?, 2010 Récupéré le 1er août 2017 de <https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=4994>.
- Duchemin, E., (2012). La participation communautaire pour définir la ville viable : questionnement sur l'appropriation de l'espace urbain. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 11 (3). Récupéré le 2 janvier 2016 de <https://vertigo.revues.org/11597>
- Duchemin, É. (directeur) (2013). Agriculture urbaine : aménager et nourrir la ville, Éditions en environnement VertigO, 394 pages.
- Duchemin, É., Wegmuller, F., Legault, A.-M. (2010). Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10 (2). Récupéré le 2 janvier 2016 de <https://vertigo.revues.org/10436>
- Flahault, É. et Jaurand, E. (2012). Genre, rapports sociaux de sexe, sexualités: une introduction, *ESO*, Juin 2012, no. 33, p. 63.68. Récupéré le 15 juin 2017 de https://www.google.ca/url?sa=t&rcct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=4&cad=rja&uact=8&ved=0ahUKEwipz6HU3rvVAhXBx4MKHVtQCGwQFghFMAM&url=http%3A%2F%2Feso.cnrs.fr%2F_attachments%2Fn-33-juin-2012-travaux-et-documents%2FFlahault.pdf%3Fdownload%3Dtrue&usg=AFQjCNGODObvlsaOrI7dHiv1l0SQwI2ByQ
- FAO. (2010). Integration of Gender in Agriculture: An Analysis of Situation. UN Complex, Pulchowk, Nepal. Récupéré le 1^{er} juillet 2017 de <http://www.fao.org/docrep/013/i1914e/i1914e00.pdf>
- Finn, J. L. et Jacobson, M. (2003). Just Practice: Steps toward a new social work paradigm. *Journal of Social Work Education*, 39 (1), 57–78.
- FITS. (2011). Statement of Ethical Principles. Récupéré le 10 juillet 2014 de <http://ifsw.org/policies/statement-of-ethical-principles/http://ifsw.org/policies/statement-of-ethical-principles/>
- FITS. (2012). Policy statement on globalisation and the environment. Récupéré le 15 mars 2014 de <http://ifsw.org/policies/globalisation-and-the-environment/>
- Foucault, Michel (1971). *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 82 p.

- GADESW. (2011). Bibliography of Environmental Social Work References. Récupéré de http://www.ecosocialwork.org/index.php?option=com_content&view=article&id=59&Itemid=66
- Gartaula, H. N., Niehof, A. et L. Visser. (2010). Feminisation of Agriculture as an Effect of Male Out-migration: Unexpected Outcomes from Jhapa District, Eastern Nepal. *International Journal of Interdisciplinary Social Sciences*, 5 (2), p. 565-577.
- Gaur, R. (2015, 8 novembre). UN warns of humanitarian crisis for Nepal's children. *The Times of India*. Récupéré le 10 octobre 2016 de <http://timesofindia.indiatimes.com/world/south-asia/UN-warns-of-humanitarian-crisis-for-Nepals-children/articleshow/49713815.cms>
- George, M. (2007). *L'état de la population 2007 : libérer le potentiel de la croissance urbaine*. New York : Fonds des Nations Unies pour la population. Récupéré le 20 décembre 2014 de http://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/695_filename_sowp2007_eng.pdf
- Gérin-Lajoie, D. (2006). L'utilisation de l'ethnographie dans l'analyse du rapport à l'identité. *Education et Sociétés*, 17 (1), 73-87.
- Germain, C. B. (1979). Introduction: Ecology and social work. Dans C. B. E. Germain (Ed.), *Social work practice: People and environments*. New York: Columbia University Press, p. 1-22.
- Germain, C. B. (1996). *The life model of social work practice advances in theory et practice* (2nd ed.). New York: New York Columbia University Press.
- Gitterman, A. et Germain, C. B. (1976). Social Work Practice: A Life Model. *Social Service Review*, 50 (4), 601-610.
- Goffman, E. (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris: Édition de Minuit, 573 p.
- Gray, M. et Coates, J. (2012). Environmental ethics for social work: Social work's responsibility to the non-human world. *International Journal of Social Welfare*, 21 (3), 239-247.
- Haviland, C. (2015, 19 septembre). Why is Nepal's new constitution controversial? *BBC News*. Récupéré le 10 octobre 2016 de <http://www.bbc.com/news/world-asia-34280015>

- Henning, J. (1997). Cities Feeding People: an Overview. Prepared for IDRC Development Forum "Cities Feeding People, a Growth Industry". Ottawa, May 21, Montreal May 22, 1997.
- Hillman, M. (2002). Environmental justice: A crucial link between environmentalism and community development? *Community Development Journal*, 37 (4), 349–360.
- Hoff, M. D. et Polack, R. J. (1993). Social Dimensions of the Environmental Crisis: Challenges for Social Work. *Social Work*, 38 (2), 204–211.
- Hovorka, A. (1998). Genre et recherche en agriculture urbaine : méthodologie, répertoire et bibliographie annotée *Série agriculture urbaine ; rapport 26—Cities feeding people series*. Ottawa : CRDI, p. 101.
- Hovorka, A. (2006). Urban Agriculture: Addressing Practical and Strategic Gender Needs. *Development in Practice*, 16 (1), 51–61.
- Hovorka, A., de Zeeuw, H. et Njenga, M. (2009 a). Gender in urban agriculture: an introduction. Dans A. Hovorka, H. de Zeeuw et M. Njenga (Eds.), *Women feeding cities: mainstreaming gender in urban agriculture and food security* (pp. 1–32). Warwickshire: Practical Action Publishing.
- Hovorka, A., de Zeeuw, H. et Njenga, M. (2009b). *Women feeding cities: mainstreaming gender in urban agriculture and food security*. Rugby, UK: Practical Action Publishing.
- Hovorka, A. et Lee-Smith, D. (2006). Gendering the Urban Agriculture Agenda. Dans R. Van Veenhuizen (Ed.), *Cities Farming for the Future. Urban Agriculture for Green and Productive Cities Pays-Bas*: International Development Research Centre, p. 125–136.
- Jochems, S., Poisson, M. et Létourneau, M. (2017). L'action collective en temps de crise écologique : pistes d'articulation entre travail social et sciences de l'environnement. Dans les Actes du Colloque Pierre-Dansereau à Montréal, les 7-8 mai 2016. Montréal : Institut des sciences de l'environnement [à paraître].
- KARKI, Madhara. (2013). Agricultural Livelihood among urban farming communities of Kathmandu Valley (A Case Study of Lubhoo VDC). Dissertation submitted to Faculty of Humanities and Social Sciences. Tribhuvan University in the Fulfillment of the Requirements for the Degree of Doctor of Philosophy in Sociology, 232 p.
- Kelkar, G. (2007). The feminization of Agriculture in Asia: Implications for women's agency and productivity. New Delhi: Food and fertilizer technology center. Récupéré le 11 janvier 2017 de http://www.agnet.org/htmlarea_file/library/20110725164020/eb594.pdf

- KMC. (2012). KMC City Dossier [document non publié].
- Lama-Rewal, S. T. (2004). *Femmes et politique en Inde et au Népal*. Paris : Karthala.
- Le Breton, D. (2004). *L'interactionnisme symbolique*. Paris : PUF, 256 p.
- Maharjan, A., Bauer, S. et B. Knerr. (2013). Migration for labour and its impact on farm production in Nepal. Migration for labour. Centre for Study of Labour and Mobility. Récupéré le 20 décembre 2017 de https://ceslam.org/docs/publicationManagement/Migration_Impact_Agriculture_Production.pdf
- Maldonado-Gonzalez, A.-L. (2009). Que peut faire le travail social en environnement au Québec ? *Le sociographe* (2), 83-91.
- McClintock, N. (2010). Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, Volume 3, Issue 2, 1 (July 2010), p. 191–207,. Récupéré le 1^{er} août 2017 de <https://doi.org/10.1093/cjres/rsq005>.
- McKinnon, M. J. (2008). Exploring the Nexus Between Social Work and the Environment *Australian Social Work*, 61 (3), 256–268.
- Mensah, M. N. (2007). Féminismes, études du genre et analyse des rapports sociaux de sexe. Bilan et mises en scène pour l'intervention sociale. Dans H. Dorvil et R. Mayer (sous la dir. de) *Problèmes sociaux tome 4. Théories et Méthodologies de l'intervention sociale*, PUQ, p. 97-117.
- Mihara, Naomi (2015, 12 octobre). How India's Unofficial Blockade is Affecting Post-Earthquake Nepal. Récupéré le 20 octobre 2016 de <http://www.openthemagazine.com/article/voices/how-india-s-unofficial-blockade-is-affecting-post-earthquake-nepal>
- Milbourne, P. (2012). Everyday (in)justices and ordinary environmentalisms: community gardening in disadvantaged urban neighbourhoods. *The International Journal of Justice and Sustainability*, 17 (9), 943–957.
- Moghisi, M. (2011). *Social Work and the Environment*. Carleton University.
- Molyneux, R. (2010). The Practical Realities of Ecosocial Work: A Review of the Literature. *Critical Social Work*, 11 (2), 61–69.

- Mougeot, L. J. A. (2006). *Cultiver de meilleures villes : agriculture urbaine et développement durable*. Ottawa : Centre de recherches pour le développement international. Récupéré le 2 janvier 2016 de <https://www.idrc.ca/fr/book/unfocus-cultiver-de-meilleures-villes-agriculture-urbaine-et-developpement-durable>
- Muldoon, A. (2006). Environmental efforts: The next challenge for social work. *Critical Social Work*, 7 (2), 84–93.
- National Association of Social Work. (2000). *Social work speaks: National Association of Social Workers policy statements, 2000–2003*. Washington, D.C.: NASW Press.
- NDTV. (2015, 28 décembre). At least 22 Earthquake Survivors Die of Cold in Nepal. Récupéré le 2 janvier 2016 de <http://www.ndtv.com/world-news/at-least-22-earthquake-survivors-die-of-cold-in-nepal-1259897>
- NEFEJ. (2014 a, 23 février). *Rooftop gardening in Kathmandou — A climate change strategy* [Vidéo]. Récupéré le 3 avril 2015 de https://www.youtube.com/watch?v=n_ikGbIkS_M
- NEFEJ. (2014). *Rooftop Gardening and Management in Nepal: Requiements for Specific Policy, Act and Regulations* [première version]. Préparé avec le support de The International network of Resource centres on Urban Agriculture and Food security (RUAF Foundation) et UN Habitat et soumi au Kathmandu Metropolitan Council (KMC).
- NEFEJ. (2015). *Rooftop Gardening and Management in Nepal: Requirements for Specific Policy, Acts and Regulations* [deuxième version]. Préparé avec le support de The International network of Resource centres on Urban Agriculture and Food security (RUAF Foundation) et UN Habitat et soumi au Kathmandu Metropolitan Council (KMC). Récupéré le 9 janvier 2017 de http://www.ruaf.org/sites/default/files/Rooftop%20gardening%20in%20Nepal-%20requirements%20for%20specific%20policy%20and%20regulation_2.pdf
- Nicolle, B. (2009). Le jardin, terreau pour l'humain » Jardin raisonnable et raisonné. *Le sociographe*, 2 (29), 19-25.
- Norlha. (2015, juin). *Impact of natural disasters on girls and women. Literature compilation of key facts and recommendations for relief practitioners with regard to the earthquakes in Nepal*. Norlha. Récupéré le 2 septembre 2015 de [http://norlha.org/wp-content/uploads/2015/04/Impact of natural disaster on girls and women Norlha June 2015.pdf](http://norlha.org/wp-content/uploads/2015/04/Impact%20of%20natural%20disaster%20on%20girls%20and%20women%20Norlha%20June%202015.pdf)
- Nouvelles pratiques sociales. (2005). Enjeux environnementaux contemporains : les défis de l'écocitoyenneté. 18 (1).

- Nowack, S. (2015). Gender Discrimination in Nepal and Statelessness Hampers Identity Formation. Institute on Statelessness and Inclusion. Récupéré le 15 octobre 2016 de http://www.institutesi.org/WP2015_02.pdf
- OTSTCFQ. (2014). Profession : travail social. Récupéré le 20 septembre 2015 de <http://www.otstcfq.org/nos-professions>
- Paddeu, F. (2012). L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. [*VertigO*] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12 (2).
- Paillé, P. (2011). L'analyse thématique. Dans P. Paillé et A. Mucchielli (Eds.), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (pp. 231-314). Paris : Armand Colin.
- Pandey, S. (2003). Assets Effects on Women: A study of Urban Households in Nepal (pp. 15). St-Louis: Center for Social Development, George Warren Brown School of Social Work, Washington University
- Parrini-Alemanno, (2007). Contexte et contextualization dans l'approche qualitative de la communication organisationnelle. *Recherches qualitatives*. Hors série. No 3. Actes du colloque Bilan et perspectives de la recherche qualitative. p. 335-349. Récupéré le 20 septembre 2016 de http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v3/PariniFINAL2.pdf
- Paudel, S. (2015, 21 juillet). Agriculture in Nepal: How do we inspire a new generation to go into farming? Office of International Research, Education, and Development (OIREd) at Virginia Tech. Récupéré le 20 décembre 2016 de <http://www.oired.vt.edu/compass/agriculture-in-nepal-how-do-we-inspire-a-new-generation-to-go-into-farming/>
- Paudel, S., T. Gill et E. Rajotte (2013, septembre). Agriculture education and training (AET) system in Nepal: Present status, challenges and future priorities. The Pennsylvania State University. Récupéré le 1er janvier 2016 de http://www.oired.vt.edu/innovate/wp-content/uploads/2015/08/innoVATE-Nepal-country-assessment_FINAL_Sep_2013.pdf
- Ponce, M. et Donoso, L. (2009). Urban agriculture as a strategy to promote equality of opportunities and rights for men and women in Rosario, Argentina. Dans A. Hovorka, H. de Zeeuw et M. Njenga (Eds.), *Women Feeding Cities—Mainstreaming gender in urban agriculture and food security*, Rugby, UK: Practical Action Publishing, p. 158–166.

- Racine, S. (2007). La sécurité et l'insécurité alimentaire. Une analyse critique. Dans H. Dorvil (sous la dir. de), *Problèmes sociaux: Théories et méthodologies de la recherche. Tome III*, p. 19-48. Montréal: les Presses de l'Université du Québec à Montréal. Récupéré le 20 août 2017 de <https://books.google.ca/books?id=rlgnDwAAQBAJ&pg=PT2&lpg=PT2&dq=sonia+racine+l'insécurité+et+la+sécurité+alimentaire.+une+analyse+critique&source=bl&ots=XfDD-meqmD&sig=v925cHFjCtq5FUygTjbt6wI1IFM&hl=en&sa=X&ved=0ahUKEwimtsnI6O3VAhXj4IMKHbvjAvoQ6AEIMDAB#v=onepage&q=sonia%20racine%20l'insécurité%20et%20la%20sécurité%20alimentaire.%20une%20analyse%20critique&f=false>
- Raoul, B. (2002). Un travail d'enquête à l'épreuve du terrain ou « l'expérience de terrain » comme relation en tension. *Études de communication*, 25. Récupéré le 10 décembre 2016 de <http://edc.revues.org/653>
- Rangjung Yeshe Shenpen. (2015a). *About us*. Récupéré le 10 janvier 2015 de <http://www.shenpennepal.org/program/about-us/>
- Rangjung Yeshe Shenpen. (2015b). *Shenpen Skills Training*. Récupéré le 10 janvier 2015 de <http://www.shenpennepal.org/program/skills-training/>
- Rangjung Yeshe Shenpen. (2015c). *Project News Skills training*. Récupéré le 10 janvier 2015 de <http://www.shenpennepal.org/project-news/programs/skills-training/>
- Rees, William E. (1997). Why Urban Agriculture? Notes for the IDRC Development Forum on Cities Feeding People: A Growth Industry. Vancouver, B.C., 20 May, 1997. (<http://www.cityfarmer.org/rees.html>, 21/08/97)
- Reynolds, R. (2009) Guerrilla Gardening.org. Consulté le 20 janvier 2014 à <http://www.guerrillagardening.org/>.
- RUAF. (2014a). About RUAF — Mission. Récupéré le 20 juin 2015 de <http://www.ruaf.org/about-ruaf#mission><http://www.ruaf.org/about-ruaf-mission>
- RUAF. (2014b). Integrating urban agriculture and forestry in the climate change adaptation and mitigation strategies of cities. Récupéré le 20 juin 2015 de <http://www.ruaf.org/projects/integrating-urban-agriculture-and-forestry-climate-change-adaptation-and-mitigation><http://www.ruaf.org/projects/integrating-urban-agriculture-and-forestry-climate-change-adaptation-and-mitigation>
- Sachs, J. (2005). *Inverstir dans le développement. Plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.

- Santiago, M. (2006). La tension entre théorie et terrain. Dans P. Paillé (Ed.), *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*. Paris : Armand Colin, p. 201-223.
- Shillington, L. J. (2013). Right to food, right to the city: Household urban agriculture, and socationatural metabolism in Managua, Nicaragua. *Geoforum*, 44(0), 103-111. doi: <http://dx.doi.org/10.1016/j.geoforum.2012.02.006>
- Shrestha, R. (2003). Credit and investment in Urban Agriculture in Nepal. *UA Magazine*, Avril, 13-15.
- Shrestha, R. M. (2006). Urbanization and Changes in Cropping Patterns at Kathmandu Valley. *Nepal Journal of Science and Technology*, 7.
- Simmel, G. (1981). *Sociologie et épistémologie*, Paris: Presses universitaires de France.
- Smit, Jac (1994) "Urban Agriculture's Increasing Role in Sustainable Agriculture". Report of the April 29, 1994 Brown Bag Luncheon, WSAA, Washington Office. International Sustainable Agriculture Issues Report. (<http://www.igc.org/wsaala/issue5.html>, 12/08/97)
- Smit, J., Ratta A. et Nasr, J. (1996). *Urban Agriculture. Food, Jobs and Sustainable Cities* (Vol. I). New York: PNUD.
- Snow, D. A. (2001). Analyse des cadres et mouvements sociaux. Dans D. Cefaï et D. Trom (Eds.), *Les formes de l'action collective*. Paris : Éditions de l'EHESS. Récupéré le 2 janvier 2016 de http://jedezel.free.fr/travail/Recueil%20de%20textes/Textes%20de%20Snow/Cefai_et_trom_en_2001.pdf
- Spivak, Gayatri Chakravorty (1988). *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris : Éditions Amsterdam, 107 p.
- Le Sociographe. (2009). Éducation à l'environnement et travail social. *Le sociographe*, 29.
- Soto, N., Merzthal, G., Ordoñez, M. et Touzet, M. (2009). Urban agriculture, poverty alleviation, and gender in Villa María del Triunfo, Peru. Dans A. Hovorka, H. de Zeeuw et M. Njenga (Eds.), *Women feeding cities. Mainstreaming gender in urban agriculture and food security* (pp. 122–139). Rugby, UK: Practical Action Publishing.
- Talukder, A., Haselow, N. J., Osei, A. K., Villate, E., Reario, D., Kroeun, H. et Quinn, V. (2010). Homestead food production model contributes to improved household food

- security and nutrition status of young children and women in poor populations. *Field Actions Science Reports, Special Issue*, 1–9.
- UN. (2016). Nepal: UN political chief encourages dialogue among leaders to overcome differences on constitution. Récupéré le 15 octobre 2016 de [http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52970#. V_8n2TJh06g](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=52970#.V_8n2TJh06g)
- UN-Habitat. [s.d.] *Nepal-Projects*. Récupéré le 2 janvier 2015 de <http://unhabitat.org/nepal-projects/>
- UN-Habitat and RUAF Foundation. (2012). Requestion for Expression of Interest. Integrating urban and peri-urban agriculture and forestry in the UN-Habitat cities and climate change initiative and partner city adaptation and mitigation strategies an programmes. [document non publié]
- UNDP. (2015). *Eight Goals for 2015*. Récupéré le 15 octobre 2016 de <http://www.np.undp.org/content/nepal/en/home/post-2015/mdgoverview.html>
- UNICEF. (2015). 30 November 2015- Nepal: Serious Shortage Of Essential Supplies Threatens Millions Of Children This Winter – UNICEF. Récupéré le 1er décembre 2016 de <http://unicef.org.np/media-centre/press-releases/2015/11/30/nepal-serious-shortage-of-essential-supplies-threatens-millions-of-children-this-winter-unicef>
- Ungar, M. (2003). The professional social ecologist: Social work redefined. *Canadian Social Work Review/Revue Canadienne De Service Social*, 20 (1), 5-23.
- USAID Nepal. (2013). Women In Agriculture: Calendar 2013. Récupéré le 1er décembre 2016 de https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1861/USAID_Nepal_calendar_2013_downsized.pdf
- van Veenhuizen, R. (2006). *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*. Pays-Bas : International Development Research Centre.
- van Veenhuizen, R. (2007). *Profitability and sustainability of urban and peri-urban agriculture*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Ville de Montréal. (2014, 17 juin). Agriculture urbaine à Montréal — L'hôtel de ville de Montréal prêche par l'exemple : Trois initiatives mettront l'agriculture urbaine à l'honneur à l'hôtel de ville et à proximité [Communiqué]. Récupéré le 20 février 2015 de http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798_42657625&_dad=portalet_schema=PORTAL&id=23144
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798_42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=23144

- Wegmuller, F., Duchemin, E. (2010). Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montréal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires. [*VertigO*] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10 (2). Récupéré le 2 janvier 2015 de <https://vertigo.revues.org/10445>
- Women's Cooperative Society. (2015). *Mission and objectives*. Récupéré le 15 janvier 2015 de <http://womencooperative.org/mission-objectives/>
- Women's Cooperative Society. (2016). Project reports of skills training for poor members of WCS (March 2016 – July 2016). Submitted to Rangjung Yeshe Shenpen. 124 p. [document de travail].
- Yadama, G. N. (2013). Environment, Social Work and Sustainable Development. *Social Dialogue*, 5, 10–21.
- Zapf, M. K. (2009). Social work and the environment: Understanding people and place. *Critical Social Work*, 11 (3), 30–46.
- Zeza, A. et Tasciotti, L. (2010). Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries. *Food Policy*, 35 (4), 265–273.